

DÉPARTEMENT DE COMMUNICATION

Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

DANS L'OMBRE DE LA TRAGÉDIE DE LAC-MÉGANTIC : LA COUVERTURE
MÉDIATIQUE DU PROJET ÉNERGIE EST DE TRANSCANADA DANS LA
PRESSE ÉCRITE QUÉBÉCOISE

par
ANGIE LANDRY

mémoire présenté à
MARIE-EVE CARIGNAN, directrice
MARC D. DAVID, évaluateur
JACQUES PIETTE, évaluateur

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en communication

Sherbrooke
Avril 2021

« Il faut écouter les gens qui, bien souvent, semblent n'avoir a priori rien à dire, ou qui ont au contraire tellement de choses sur le cœur qu'ils n'arrivent plus à distinguer ce qui est important et ce qui ne l'est pas. »

Sormany, 2011

« L'homme a peur de l'inconnu et lutte de façon désespérée contre cela. »
Pena, 2009

Remerciements

Il aura finalement fallu plusieurs années avant d'enfin pouvoir écrire ces mots. Plusieurs années où, parallèlement à mon parcours aux études supérieures, j'ai eu la chance d'évoluer professionnellement dans un métier dont la passion m'a d'abord été insufflée par ma directrice, Marie-Eve Carignan. C'est cette professeure qui, dès mon premier séminaire de maîtrise, m'a donné envie de me dédier au monde du journalisme. C'est tout d'abord à elle que je dois ce mémoire, notamment pour son support indéfectible, son professionnalisme, sa patience et son empathie. Son goût pour l'excellence m'a d'ailleurs poussée à me dépasser, tant sur le plan professionnel que dans le cadre de ce parcours d'étude.

Ensuite, j'aimerais sincèrement remercier le professeur Marc D. David, qui a assuré l'encadrement de mon projet pendant plusieurs mois et qui m'a accompagnée pour ma soutenance. Merci à messieurs Jacques Piette et Sylvain Rocheleau, deux professeurs dont les judicieux conseils m'ont permis de réfléchir différemment à cette recherche, pour le mieux. J'aimerais également remercier l'ouverture de mes patrons de Radio-Canada (des bureaux de l'Abitibi comme de Montréal), pour tout le temps et le soutien offerts pendant ce long processus. Sans votre compréhension, ce mémoire n'aurait peut-être pas vu le jour.

Merci à Mikaëlle Tourigny, ma précieuse et merveilleuse amie, collègue de maîtrise et partenaire de congrès. Cette aventure aurait été totalement différente sans ta présence constante à mes côtés, parfois même à 800 km de distance. Heureuse de terminer ce marathon avec toi. À mes amis Sara, Kevin et Marie-Eve R., merci d'avoir marqué ce parcours à coups de rires, de cafés au Globe, et de procrastination au Siboire. À ma plus vieille amie Marie-Pier, je te remercie d'être là depuis 20 ans, et pour longtemps encore. Merci aussi à Caro, qui me comprend plus que quiconque dans les longs parcours académiques. Merci à Annie-Claude et Vincent d'avoir piqué mon ego en me disant quotidiennement : « lâche ça, cette maîtrise-là! ».

Je souhaite aussi remercier ma famille : ma sœur Rosie, mes frères Marc-Antoine et David, ainsi que ma belle-sœur Annick, grâce à qui je goûte au privilège d'être tante. À ma cousine Vicky, pour tout le soutien moral depuis 1990. À la famille Marcoux : merci de m'avoir encouragée, je viens de battre le record de longévité de Patrice! Merci à mes parents. À Daniel, mon papa remplaçant. À François, mon autre papa remplaçant, toujours présent malgré les obstacles, un mur pendant les tempêtes. À ma mère, Manon, qui m'a appris à toujours vouloir plus, à ne pas me satisfaire du régulier. Maman, merci de m'avoir montré à ne jamais baisser les bras.

Finalement, merci à mon conjoint, Benoît, pour son soutien ininterrompu, sa compréhension, sa présence, son attention. Merci pour tes encouragements lors des montagnes russes et des remises en question. J'espère que tu sais à quel point il y a du tien dans cet accomplissement. Pour tout cela, et pour ton amour, merci

Résumé

Construire un oléoduc pouvant transporter du pétrole brut issu des sables bitumineux albertains et traverser d'ouest en est une distance de 650 km du territoire québécois : c'est l'idée qui était autrefois envisagée dans le projet pétrolier Énergie Est de l'entreprise albertaine TransCanada. Évoluant parallèlement aux événements dramatiques survenus à Lac-Mégantic en 2013 et aux impacts environnementaux et sociaux qui en ont découlés, non seulement l'initiative a-t-elle suscité de vives réactions au sein de la population, mais elle a également généré une importante couverture médiatique dans la presse québécoise et canadienne.

Des études montrent que d'exposer des enjeux et risques environnementaux dans le contexte d'une société du risque « a un impact important sur l'opinion publique et les processus d'élaboration des politiques », car une population davantage sensible aux enjeux écologiques contribue à exacerber les inquiétudes collectives au sujet des projets d'exploitation des ressources naturelles (Gendron et Angers, 2015; Miller et Parnell Riechert, 2000).

D'autres soutiennent que le traitement médiatique du thème de l'environnement est cyclique et que les processus décisionnels des médias seraient à leur tour influencés par l'intérêt de la population envers certains sujets précis.

Ce mémoire s'intéresse à la couverture dédiée à Énergie Est dans la presse écrite québécoise. Nous abordons d'abord les résultats d'une analyse de contenu effectuée à partir de 342 articles publiés dans Le Journal de Montréal, La Presse et Le Devoir, entre l'annonce publique du projet en 2013 et son abandon officiel en 2017. Ensuite, nous présentons les résultats issus d'entretiens semi-dirigés réalisés avec trois journalistes qui ont couvert le sujet.

Nos résultats et constats permettent de mieux comprendre comment la couverture médiatique de l'oléoduc Énergie Est a été réalisée. D'une part, par le regard négatif des journalistes sur le projet, généré entre autres par l'impact qu'a eue la catastrophe de Lac-Mégantic sur leur perception du risque et sur celle de la population (Carignan, 2014; Wilson, 2000). D'une autre, par cette perception du risque qui a cultivé l'attention et l'appétit du public, nourrissant l'intérêt des médias et générant ainsi les motifs d'une couverture principalement axée sur les risques environnementaux du projet de l'oléoduc Énergie Est (Friedman, 2015).

Nous souhaitons que cette étude offre des outils concernant la manière de traiter objectivement le risque et les impacts des projets d'exploitation du territoire dans les médias.

Mots-clés : Acceptabilité sociale, couverture médiatique du risque environnemental, Énergie Est, environnement, médias, pratiques journalistiques, oléoduc.

Table des matières

Remerciements	iii
Résumé	v
Liste des figures	ix
Liste des tableaux	x
INTRODUCTION	1
1. CADRE CONTEXTUEL	4
1.2. Le rendez-vous manqué	4
1.2.1. Survol de l'industrie pétrolière au Canada et dans la province de Québec	5
1.2.2. Le boum pétrolier du début des années 2000	7
1.2.3. L'oléoduc Énergie Est : un nouvel espoir pour l'économie canadienne	10
1.2. Projet Énergie Est : la mort d'un oléoduc en trois temps	12
1.2.1. Le spectre de la tragédie ferroviaire de Lac-Mégantic	12
1.2.2. Un document stratégique mis au grand jour	13
1.2.3. La protection des bélugas avant les profits	15
1.3. L'environnement dans les médias québécois	17
1.3.1. Les projets énergétiques québécois dans l'actualité	20
2. PROBLÉMATISATION	24
2.1. Objet de recherche	24
2.2. Questions de recherche	25
2.3. Hypothèses de recherche	26
2.4. Objectifs poursuivis	26
3. CADRE THÉORIQUE	27
3.1. Le risque « sans frontière » du monde contemporain	27
3.1.1. L'environnement dans une société du risque	28
3.1.2. Le contexte journalistique québécois ébranlé	41
3.2. L'acceptabilité sociale, un processus pour réguler collectivement le risque environnemental	46
3.2.1. L'acceptabilité sociale, une notion qui ne fait pas consensus	47
4. MÉTHODOLOGIE	52
4.1. Approche quantitative	52
4.1.1. Présentation du corpus de presse analysé	53
4.1.2. Présentation des indicateurs de la grille d'analyse	56
4.2. Approche qualitative	57

5.	PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....	61
5.1.	Présentation des résultats de l'analyse de contenu.....	61
5.1.1.	Les risques d'un projet d'exploitation des ressources naturelles mis en lumière par les médias.....	61
5.1.2.	L'angle et le traitement journalistique	64
5.1.3.	Les parties prenantes mises de l'avant dans les articles.....	73
5.1.4.	Les journalistes qui ont le plus couvert le projet Énergie Est.....	77
5.2.	Présentation des résultats des entretiens semi-dirigés.....	89
5.2.1.	Notion du risque environnemental : les événements de Lac-Mégantic en trame de fond du traitement médiatique	90
5.2.2.	Les pratiques journalistiques adoptées dans la couverture d'Énergie Est....	92
5.2.3.	Perception de la couverture médiatique du projet Énergie Est	102
5.2.4.	Le rôle des médias dans la couverture des projets d'envergure.....	105
6.	DISCUSSION	110
6.1.	L'influence et la portée de la médiatisation du risque environnemental	111
6.1.1.	Le symbolisme et la couverture d'une catastrophe renforcent la perception du risque.....	112
6.1.2.	Le traitement médiatique d'une catastrophe environnementale devient un référent	114
6.2.	L'objectivité, le rempart face à la perception du risque.....	116
6.2.1.	La perception du risque détermine les choix éditoriaux et met en lumière les biais personnels des journalistes	117
6.2.2.	Malgré les traumatismes, l'objectivité doit primer	120
6.2.3.	Les médias québécois doivent miser davantage sur le journalisme environnemental.....	123
	CONCLUSION	126
	BIBLIOGRAPHIE	130
	ANNEXE I Présentation des indicateurs de la grille d'analyse.....	150
	ANNEXE II.....	158
	ANNEXE III	161

Liste des figures

Figure 1 – Nombre d'articles analysés selon le quotidien	55
Figure 2 – Solutions proposées dans l'article	64
Figure 3 – Angle de traitement principal de l'article selon le quotidien.....	68
Figure 4 – Intention principale de l'article.....	69
Figure 5 – Présence de cinq types de parties prenantes dans les quotidiens analysés	73
Figure 6 – Boucle d'influence entre la médiatisation et la perception du risque dans la couverture du projet Énergie Est.....	111

Liste des tableaux

Tableau 1 – Exemples de définitions de l’acceptabilité sociale.....	49
Tableau 2 – Vulnérabilité principale soulevée dans l'article.....	62
Tableau 3 – Sujet principal de l'article.....	65
Tableau 4 – Sujet secondaire de l'article	66
Tableau 5 – Procédé principal dans la description du projet	71
Tableau 6 – Les experts les plus cités ou mentionnés.....	75
Tableau 7 – Présentation des principaux professionnels de l’information pour Le Journal de Montréal et de la fréquence à laquelle ils ont couvert le projet Énergie Est.....	77
Tableau 8 – Données de la couverture d'Olivier Bourque	78
Tableau 9 – Données sur la couverture d'Anne-Caroline Desplanques	79
Tableau 10 – Données sur la couverture de Charles Lecavalier	80
Tableau 11 – Présentation des professionnels de l’information pour La Presse et la fréquence à laquelle ils ont couvert le projet Énergie Est.....	81
Tableau 12 – Données sur la couverture de Martin Croteau.....	82
Tableau 13 – Données sur la couverture d'Hélène Baril	83
Tableau 14 – Données sur la couverture d'Hugo Meunier.....	84
Tableau 15 – Présentation des principaux professionnels de l’information pour Le Devoir et de la fréquence à laquelle ils ont couvert le projet Énergie Est	85
Tableau 16 – Données de la couverture d’Alexandre Shields	86
Tableau 17 – Données de la couverture de Jean-Robert Sansfaçon.....	87
Tableau 18 – Données de la couverture de Philippe Orfali	88

INTRODUCTION

Le 1^{er} août 2013, la journaliste-présentatrice Brigitte Bougie ponctuait son bulletin de nouvelles sur la chaîne RDI avec une annonce concernant une perquisition au bureau estrien de l'entreprise Montreal, Maine and Atlantic Railway (MMA), près d'un mois après qu'un de ses trains de 72 wagons-citernes, contenant 7,7 millions de litres de pétrole brut, ait explosé au centre-ville de Lac-Mégantic causant la mort de 47 personnes. Le reportage suivant annonçait le tout nouveau projet d'oléoduc Énergie Est, de la pétrolière albertaine TransCanada. Les craintes des environnementalistes à l'égard du projet ont alors été soulevées d'emblée. Si, d'une part, Énergie Est était à l'époque perçu tel le nouvel eldorado de l'économie canadienne, on le considérait désormais comme l'occasion d'une réflexion sociale et collective. À peine un mois après l'explosion de Lac-Mégantic, la compagnie albertaine, dans l'espoir de rassurer la population québécoise quant aux risques de transport pétrolier, a tenté de vanter la plus grande sécurité des oléoducs versus celle des trains.

Dans le contexte où les grands projets d'exploitation des ressources naturelles et les décisions qui y sont reliées sont presque de facto confrontés à des contestations populaires, TransCanada devait s'assurer d'une note exemplaire à l'examen collectif de l'acceptabilité sociale, condition essentielle à remplir afin de « maîtriser l'opposition » et favoriser l'implication des multiples parties prenantes du projet, de sa conception jusqu'à la réalisation (Gendron, 2014, p. 118). Mais les dynamiques étaient complexes entre les différents acteurs gravitant autour de cet ambitieux projet d'oléoduc – on souhaitait traverser le Canada avec plus de 4000 km de tuyaux et construire un terminal méthanier en plein cœur d'une pouponnière de bélugas –, les mobilisations de groupes environnementaux se sont poursuivies, et la compagnie a vu son plan stratégique être dévoilé dans les médias en 2014. Plusieurs de ces déterminants, dont de nombreux enjeux sensibles de nature environnementale, économique et sociale, ou encore de multiples

tensions entre les diverses parties prenantes, ont sans doute pavé la route à l'abandon total du projet trois ans plus tard.

À travers l'amalgame de raisons qui ont bloqué l'aboutissement de l'oléoduc, nous nous questionnons principalement sur le rôle des médias d'information dans notre société, celle que Beck (1992) décrit comme étant celle du risque, et plus précisément sur la médiatisation du risque environnemental dans les projets énergétiques et d'exploitation des ressources naturelles, ainsi que dans le processus d'acceptabilité sociale entourant ces projets.

Ce mémoire est divisé en cinq sections. Nous exposons, dans un premier temps, le cadre contextuel dans lequel notre objet de recherche s'insère. Nous présentons ensuite notre problématique de recherche, puis consacrons la troisième section au cadrage théorique, qui tente de répondre à notre questionnement de recherche par l'entremise de la théorie de la société du risque (Beck, 1992, 2001; Giddens, 2000, 2005; Peretti-Watel, 2001) et des fondements de la médiatisation du risque environnemental (Friedman, 2015; Sicard, 1997; Wilson, 2000). Notre approche méthodologique mixte, qui inclut l'analyse quantitative d'un corpus d'articles de la presse écrite québécoise en lien avec Énergie Est et l'analyse qualitative d'entretiens semi-dirigés avec des journalistes, fait l'objet de la quatrième section. Il est question, dans la cinquième section, des résultats issus de notre analyse de contenu de presse et de ceux issus de nos entretiens.

La dernière section de ce mémoire présente une discussion, dans laquelle nous élaborons sur la façon dont nos résultats sont liés aux postulats théoriques sur lesquels nous nous appuyons pour les fins de cette recherche. Finalement, nous dégageons les deux grands constats qui nous permettent de répondre à nos questions de recherche : la catastrophe de Lac-Mégantic a influencé la perception du risque des journalistes et du public et ultimement teinté la façon dont on a traité le projet d'oléoduc de TransCanada. Cette

perception du risque, chez la population, a à son tour nourri la médiatisation du risque, créant ainsi une boucle d'influence.

1. CADRE CONTEXTUEL

Notre recherche concerne le journalisme au Québec et la façon de couvrir les projets d'exploitation des ressources naturelles. Il concerne plus précisément la couverture médiatique dont le projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada, officiellement avorté en octobre 2017, a fait l'objet. Les enjeux d'acceptabilité sociale liés à ce type de projet étant prépondérants, les couvertures médiatiques qui en découlent sont généralement d'envergure. Il s'avère ainsi pertinent de s'intéresser précisément au cas d'Énergie Est, dont les tenants et aboutissants ont été largement discutés dans l'espace public entre 2012 et 2017. Dans cette section, nous mettons en contexte notre objet de recherche afin de bien circonscrire notre problématique.

Dans un premier temps, nous effectuerons un bref survol historique du transport pétrolier au Québec, en rappelant la conjoncture sociopolitique dans laquelle la compagnie TransCanada a annoncé la mise sur pied de son projet. Nous présenterons ensuite les circonstances dans lesquelles le projet a émergé, évolué, et a été abandonné. Pour terminer, nous situerons la place qu'occupe l'environnement dans l'espace médiatique québécois en présentant quelques cas de figure de projets d'exploitation du territoire qui ont fait l'objet de débats importants dans l'espace public. Nous positionnerons finalement notre problématique de recherche à la fin de cette section.

1.2. Le rendez-vous manqué

L'importance qu'a pris le développement d'oléoducs sur le territoire canadien a poussé la compagnie TransCanada à présenter l'idée d'en construire un qui allait pouvoir acheminer le pétrole albertain d'un bout à l'autre du pays, prétextant l'avenir de la souveraineté énergétique canadienne.

1.2.1. Survol de l'industrie pétrolière au Canada et dans la province de Québec

L'environnement canadien est riche en ressources naturelles. En 2019, l'industrie pétrolière et gazière a créé au moins 548 000 emplois directs ou indirects au Canada (Association canadienne des producteurs pétroliers, 2020), considérée comme le 6^e producteur mondial de pétrole. Les toutes premières initiatives commerciales d'extraction du pétrole remontent au début des années 1900. Plusieurs recherches et expérimentations ont eu lieu afin de trouver une méthode d'extraction du pétrole des sables bitumineux, avant qu'une réelle exploitation industrielle de cette ressource ne s'amorce vers l'année 1967 (*ibid*, 2019).

D'une superficie de 1,7 million de km², le territoire québécois se distingue lui aussi par son étendue et par l'abondance de ses ressources (Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, 2015). Le Québec, dont on considère le territoire comme étant à 92% « public », dispose d'une considérable portion des ressources naturelles. Non négligeable, la mise en valeur de cette imposante quantité de matières premières permettrait, selon le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), « la création de dizaines de milliers d'emplois dans différents secteurs de l'économie, au bénéfice de l'ensemble des régions » de la province (2015). Le Québec encourage l'activité de plusieurs industries reliées à l'exploitation des ressources naturelles : hydroélectrique, agroalimentaire, forestière, minière, éolienne, nucléaire, solaire et, dans le cas qui nous intéresse, pétrolière.

Selon Mousseau (2008), depuis le début des années 2000, l'industrie pétrolière est plus que jamais au cœur des préoccupations économiques, sociales et environnementales. Historiquement, le secteur pétrolier se divise en deux volets distincts; d'abord celui du développement d'infrastructures permettant le transport et la transformation de la ressource et, plus récemment, celui concernant la volonté d'extraire du pétrole dans certains endroits stratégiques de la province (Rivest, 2014). De nombreuses entreprises se sont installées dans les secteurs de Montréal-Est et de Pointe-aux-Trembles au début des

années 1900, ceux-ci offrant une accessibilité à la voie maritime, puisqu'en bordure du fleuve Saint-Laurent, et possédant « un sol argileux relativement imperméable », faisant de cette portion de la métropole une place de choix pour le développement du raffinage de pétrole et de gaz au pays (Rivest, 2014).

Toutefois, le contexte de la Seconde Guerre mondiale a encouragé le secteur pétrolier montréalais à développer son réseau par canalisation. Selon Rivest (2014), c'est notamment la présence de troupes allemandes dans les eaux du golfe Saint-Laurent, jugée comme menaçante pour les navires qui transportaient alors le pétrole destiné aux raffineries de Montréal-Est et de Pointe-aux-Trembles, qui aurait incité le déploiement de premiers oléoducs reliant Montréal à la ville de Portland, dans l'état du Maine. Jusqu'alors concentrée dans la métropole, l'industrie pétrolière de la province s'accroît avec la construction d'une nouvelle raffinerie en 1976, « la seconde plus grosse raffinerie du Canada, derrière celle d'Irving au Nouveau-Brunswick », située à Saint-Romuald, près de Québec (Rivest, 2014). Entre 2007 et 2017, l'apport du secteur pétrolier à l'économie du Québec « a varié entre 1,4 % et 1,6 % [de l'économie de la province], aussi bien pour l'emploi que le PIB » (Fédération des chambres de commerce du Québec, 2017).

Néanmoins, l'extraction commerciale du pétrole brut est inexistante au Québec. Le secteur pétrochimique doit donc importer la matière première, que ce soit à partir d'autres provinces canadiennes ou d'autres pays (Sommet de Montréal, 2002). C'est donc dire que, dans la province, le transport pétrolier est inévitable si l'on souhaite exploiter, transformer ou vendre des produits pétroliers. Le pétrole parvient au Québec par l'entremise de divers moyens – par wagons-citernes, camions-citernes, bateaux pétroliers, ou oléoducs –, mais c'est principalement par navire-citerne que le pétrole y est acheminé en raison de sa situation géographique favorable au transport maritime.

1.2.2. Le boum pétrolier du début des années 2000

Jamais le territoire québécois n'a été autant convoité par le lobby des oléoducs pétroliers en Amérique du Nord que pendant les années 2010. Selon Castonguay (2012, p. 26), il s'agit d'un revirement majeur, parce que depuis les années 1990, les raffineries de Montréal-Est ont fermé leurs portes les unes après les autres – à l'exception de Suncor –, arguant que l'approvisionnement en pétrole étranger est désormais trop coûteux (Le Cours, 2010). La montée en flèche de l'exploitation du pétrole de schiste aux États-Unis depuis le milieu des années 2000, plus précisément au Dakota du Nord, a d'ailleurs eu pour effet d'engorger le réseau d'oléoducs le reliant au Québec. Selon Chailleux (2015), cet engouement majeur est dû, entre autres, à la hausse des prix du pétrole et du gaz, mais également aux améliorations et innovations technologiques du secteur. Il précise que c'est ce qui « a rendu intéressante l'exploitation du gaz de schiste dans les années 2000 aux États-Unis » (p. 325). Parallèlement, en 2001, on estimait qu'environ 60% des matières dangereuses véhiculées sur les routes québécoises étaient des produits du pétrole (Bélanger, Deblock et Roussel, 2001). En 2011, les exportations de produits pétrochimiques au Canada totalisaient 2,4 milliards de dollars, puis 0,9 milliard de dollars dans le cas des importations, ce qui en fait un secteur important pour l'économie du pays. Cette ferveur du secteur pétrolier fut telle que les compagnies pétrolières albertaines, au début des années 2010, avaient comme souhait de doubler la production totale [des sables bitumineux] pour 2020 et de la tripler pour 2050 » (IRIS, 2013), et a aussi encouragé des promoteurs à mettre en branle de nouveaux projets d'oléoducs au Canada (Lemire, 2013). Le controversé projet d'oléoduc Énergie Est, de la compagnie albertaine TransCanada, faisait notamment partie des initiatives qui ont émergées dans ce contexte (Légaré-Tremblay, 2013).

Ce boum pétrolier, allant toujours en s'accroissant, s'est également illustré par l'augmentation de wagons-citernes destinés à transporter des matières pétrolières sur les rails du pays. En 2012, une quantité de 28 514 barils de matière pétrolière circulait quotidiennement sur le réseau ferroviaire canadien (Radio-Canada, 2018). Six ans plus

tard, en juillet 2018, la Régie de l'Énergie du Canada mentionnait dans une publication sur Twitter que les exportations canadiennes de pétrole par train avaient atteint une quantité de 206 624 barils par jour (2018), soit une augmentation quotidienne de près de 180 000 barils.

Si nous avons été témoins de cette montée en puissance du transport et de l'exploitation des produits pétroliers au pays dans la dernière décennie, la place pour ce type d'industrie sur le territoire québécois demeure matière à débat (Pineault, 2016). À titre d'exemple, aux États-Unis et ailleurs au Canada, l'extraction commerciale du gaz de schiste, qui s'exécute selon les principes de la fracturation hydraulique, a été considérée comme une « opportunité économique et stratégique » (Chailleux, 2015, p. 326). Au Québec, elle a plutôt fait l'objet d'une controverse et d'un débat public important, notamment en raison des risques environnementaux et sanitaires potentiels (Chailleux, 2015).

À la différence du gaz naturel dit « conventionnel », le gaz de schiste provient d'un sous-sol où des quantités de cet hydrocarbure sont coincées dans ce qu'on qualifie de « porosités » d'une roche étanche, à des profondeurs pouvant atteindre jusqu'à 3000 mètres. Vers 2006, alors que la gestion étatisée des hydrocarbures québécois par Hydro-Québec¹ se privatise et est laissée aux mains de trois compagnies (Junex², Gastem³ et Pétrolia⁴), l'exploration du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent s'est amorcée. Les acteurs du secteur souhaitaient ainsi mettre sur pied une industrie centrée sur l'exploitation du gaz de schiste au Québec. La couverture médiatique de cette filière et le mouvement grandissant d'opposition ont toutefois poussé le gouvernement libéral de Jean

¹ Hydro-Québec est une société d'État qui fournit une alimentation en électricité à l'ensemble de la province (Hydro-Québec, 2020).

² Junex était à la base une PME québécoise œuvrant dans la mise en valeur des ressources pétrolières et gazières du Québec, passée en 2018 sous le contrôle de la compagnie Cuda Energy, alors basée à Calgary (Radio-Canada, 2018).

³ Gastem est une firme canadienne d'exploration gazière classée en bourse à Toronto.

⁴ Pétrolia est aussi une firme d'exploration gazière et pétrolière québécoise, dont on a entendu parler pour son projet en Haldimand en Gaspésie, qui a fusionné avec la société albertaine Pieridae Energy en 2017.

Charest, qui refusait jusqu'alors l'imposition d'un moratoire, à accepter la mise sur pied d'une enquête publique du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) en 2010 (Chailleux, 2015).

Outre la tentative ratée de l'exploitation du gaz de schiste au Québec, des compagnies pétrolières telles que TransCanada ou encore Enbridge ont vu la légitimité de leurs projets être remise en question par des groupes d'opposants (Alain, 2013) ou par la publication et la diffusion de traités ou d'écrits (Pineault, 2016). Selon Niosi (2016), ces actions témoignaient d'une inquiétude significative quant à la légitimité et aux conséquences environnementales négatives de l'ensemble des activités de l'industrie pétrolière. Un projet plus récent, celui de la construction et de l'opération d'une conduite souterraine de 782 kilomètres entre le nord-est de l'Ontario et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, nommé Gazoduq, a fait les manchettes vers la fin de l'année 2018 (Shields, 2018). Le projet, nommé GNL Québec, prévoit notamment construire une usine de liquéfaction de gaz naturel au port de Grande-Anse, situé dans le secteur de La Baie, au Saguenay-Lac-Saint-Jean (Radio-Canada, 2020). Les séances dédiées à son examen du BAPE se sont d'ailleurs amorcées à la fin du mois de septembre 2020. Ces dernières, qui devaient se tenir à la fin du mois de mars ont été reportées en raison des mesures de confinement liées à la pandémie de COVID-19.

Ainsi, trois ans après l'abandon du projet Énergie Est, le Québec est une fois de plus aux prises avec un débat sur la réalisation d'un projet énergétique d'envergure. Tout comme le projet de TransCanada, celui envisagé par Gazoduq a du mal à rencontrer des motifs raisonnables d'acceptabilité sociale ou à recevoir l'approbation des parties prenantes, notamment en raison de l'« augmentation du trafic commercial dans l'habitat naturel du béluga du Saint-Laurent » que causerait le projet (Shields, 2018).

1.2.3. L'oléoduc Énergie Est : un nouvel espoir pour l'économie canadienne

Le thème de l'exploitation ou du transport des hydrocarbures au Québec, mais aussi au Canada, n'est donc pas nouveau au moment où se dessine le projet d'oléoduc Énergie Est. Au début des années 2010, plusieurs projets d'oléoducs ont été lancés dans le but d'investir certains territoires du pays, dont le projet d'oléoduc Northern Gateway et le projet d'inversion de flux de la canalisation 9 d'Enbridge, ainsi que Keystone XL de TransCanada, qui ont tous suscité une certaine opposition.

Alors que Keystone XL était bloqué par les politiques sur le territoire américain⁵, Énergie Est représentait à l'époque une voie de sortie pour les promoteurs de projets de transport pétrolier canadiens. C'est le *Globe and Mail* qui a d'abord dévoilé l'existence du projet Énergie Est. Au Québec, c'est Le Devoir qui en a parlé en premier dans son édition du 24 mars 2012. Le journaliste Alexandre Shields rapportait que TransCanada menait alors « des discussions sur ses intentions d'investir 5,6 milliards de dollars dans la construction d'un oléoduc permettant de transporter plus de 625 000 barils de pétrole brut par jour en provenance des sables bitumineux albertains » (Fédération étudiante collégiale du Québec, 2013).

C'est finalement au début du mois d'août 2013 que TransCanada a officiellement annoncé qu'il irait de l'avant avec son projet de méga oléoduc, prévoyant plutôt 12 milliards de dollars (au lieu de 5,6 milliards) dans la construction. La compagnie estimait à ce moment que 1,1 million de barils de pétrole transigeraient par le tuyau quotidiennement, soit 475 000 barils de plus de ce qui avait été discuté en 2012 (Radio-Canada, 2013). Cette seule quantité de barils équivaut à 1335 wagons remplis de produit pétrolier (Godbout, 2014).

⁵ Le projet, qui consistait à réaliser une extension de l'oléoduc transportant déjà les hydrocarbures synthétiques et le bitume dilué de l'Ouest canadien vers des raffineries américaines a été bloqué en 2015 par le président Barack Obama, qui ordonnait une enquête sur les impacts économiques et environnementaux du méga pipeline (Radio-Canada, 2015). Une fois élu, le président Donald Trump a remis le projet sur les rails en l'approuvant en janvier 2020 (Brown, 2020).

Avec 4 600 km de tracé, l'oléoduc Énergie Est de TransCanada comptait acheminer du pétrole des sables bitumineux de l'Alberta, dans l'Ouest canadien, et du Dakota du Nord, aux États-Unis, jusqu'au Nouveau-Brunswick, dans les provinces atlantiques. TransCanada planifiait ainsi faire traverser son méga oléoduc à travers six provinces canadiennes à partir de 2020 (Pineault, 2016). Le chef conservateur Stephen Harper, premier ministre du Canada de l'époque, avait réagi positivement à cette annonce, promettant que l'élaboration d'un projet énergétique comme l'oléoduc Énergie Est allait « assurer la sécurité énergétique du Canada » (La Presse, 2013).

TransCanada considérait ce projet comme prometteur pour l'économie canadienne. Pour la pétrolière albertaine, il s'agit d'un projet visant à désenclaver le complexe des sables bitumineux et à rendre disponible la matière première sur les marchés internationaux à un prix satisfaisant, là où la demande est importante. Quelques semaines après l'annonce officielle de la mise en branle du projet, la compagnie faisait état d'un rapport produit par la firme Deloitte, qui établissait les bénéfices économiques de ce projet (Deloitte & Touche LLP, 2013). Elle assurait entre autres que la mise sur pied de l'oléoduc Énergie Est – soit 6 ans de conception et de construction – et l'exploitation, sur environ 40 années, allaient ajouter 35 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) du Canada et créer au Québec quelque 300 emplois directs et indirects pendant sa phase d'opération (Pineault, 2016, p. 54). Le porte-parole de la compagnie, Tim Duboyce, affirmait que le montant investi pour ce projet d'oléoduc était « sans frais pour les contribuables » (Duboyce, 2014). « De ces 12 milliards, ce sont 4 milliards qui seront investis directement au Québec » (*ibid*, 2014), soutenait-il à l'époque.

Malgré que l'entreprise albertaine ait tenté de séduire le Québec pour faire approuver son oléoduc par la population, promettant d'importants bénéfices économiques pour la province, l'idée d'implanter Énergie Est a totalement été abandonnée en octobre 2017. Dans la prochaine section, nous exposerons certains événements qui ont eu une incidence importante sur l'avortement du projet.

1.2. Projet Énergie Est : la mort d'un oléoduc en trois temps

TransCanada a été au cœur d'importants débats articulés tant par des opposants au projet que par différents représentants politiques canadiens (Radio-Canada, 2016). Le bras de fer entre l'ancien premier ministre du Québec, Philippe Couillard, et l'ancienne première ministre albertaine, Rachel Notley, a notamment illustré ce qu'on qualifie des « deux solitudes », ce clivage historique entre le Québec et le Rest of Canada (ROC) (Winter et Sauvageau, 2012), non pas sur le plan de la langue, mais cette fois, sur celui de l'environnement. Mais ce sont trois obstacles – des événements ou des enjeux – qui ont contribué principalement à la « mort » de l'oléoduc Énergie Est au Québec : la tragédie de Lac-Mégantic, la fuite du document stratégique de TransCanada, ainsi que la protection des bélugas dans le fleuve Saint-Laurent.

1.2.1. Le spectre de la tragédie ferroviaire de Lac-Mégantic

Le Québec a assisté impuissant, le 6 juillet 2013, à la tragédie ferroviaire de Lac-Mégantic. Lors de cette nuit d'été, un convoi transportant du pétrole brut léger a explosé en plein centre-ville, après le déraillement de ses 72 wagons-citernes. Ce désastre ferroviaire a fait 2000 victimes collatérales, 27 orphelins (David et Carignan, 2017), et 47 personnes, qui faisaient la fête au bar local le Musi-Café ont été emportées par l'explosion (Radio-Canada, 9 avril 2014).

C'est un peu moins d'un mois après cette catastrophe que l'entreprise albertaine TransCanada a officiellement annoncé son intention d'implanter son oléoduc pancanadien. Le projet allait donc évoluer dans l'ombre de la tragédie de Lac-Mégantic. Dans la presse québécoise, on a par ailleurs soulevé à plusieurs reprises que TransCanada allait devoir surmonter le traumatisme collectif vécu par les Québécois avant de les convaincre d'instaurer un oléoduc sur le territoire :

Le plus grand défi des gouvernements fédéral, de l'Alberta et du Nouveau-Brunswick sera donc de convaincre les habitants du Québec qu'on aurait raison de faire confiance à TransCanada. Ce ne sera pas facile étant donné les nombreux

et coûteux déversements survenus dernièrement et l'impossibilité pour le Québec et les victimes de Lac-Mégantic d'obtenir quelque promesse de réparation que ce soit des acteurs de l'industrie depuis le drame du 6 juillet (Pratte, 2013).

Alors que la poussière commence à peine à retomber à Lac-Mégantic, on nous arrive avec un nouveau projet concernant le pétrole au Québec, celui de TransCanada, dont l'oléoduc passerait par la Mauricie pour effectuer le transport de l'or noir de l'Alberta vers le Nouveau-Brunswick. D'emblée, j'ai parfois l'impression qu'on se sert de la tragédie qui a fait 47 morts comme d'un coup de marketing : « Ne transportez plus par train, vous voyez ce que ça donne. Utilisez plutôt l'oléoduc ». En tout cas, comme dirait l'autre, le timing est bon pour sortir cette idée (Pelletier, 2013).

Même si les impacts environnementaux et sociaux de la catastrophe de Lac-Mégantic ont été dévoilés dans les mois suivant les événements, TransCanada a continué d'affirmer qu'elle souhaitait aller de l'avant avec son projet, stipulant que le transport pétrolier par oléoduc était justement l'option la plus sécuritaire pour acheminer la matière d'un bout à l'autre du pays (Pineault, 2016, p. 227). Dans l'ombre de la tragédie, la compagnie albertaine a été vivement critiquée par les groupes environnementaux. Certains d'entre eux estimaient que la pétrolière usait d'opportunisme lorsqu'elle plaidait pour la plus grande sécurité des oléoducs par rapport aux trains : « les oléoducs constituent de loin l'option privilégiée par l'industrie pour transporter du pétrole brut (particulièrement celui extrait des sables bitumineux), [c'est] parce que leurs coûts sont relativement faibles et qu'ils possèdent une forte capacité » (Rowan, B. et al, 2014, p. 7). Les porte-parole d'Équiterre et de Greenpeace Canada affirmaient que c'était plutôt le faible coût du transport par oléoduc, en opposition à celui par train, qui encourageait les pétrolières à miser sur ces projets, et non leur sécurité.

1.2.2. Un document stratégique mis au grand jour

Si les contestations envers le projet d'oléoduc Énergie Est se sont faites importantes dès le départ, c'est entre autres parce qu'il était de loin le plus important projet d'oléoduc dans l'industrie des sables bitumineux au Canada (Pineault, 2016). L'entreprise TransCanada s'est ensuite retrouvée au cœur d'une tempête médiatique après que son document

stratégique, préparé par la firme de relations publiques Edelman, ait été rendu public (Greenpeace Canada, 2014). Le plan stratégique, remis d'un informateur secret à un intervenant clé chez Greenpeace Canada, a été coulé dans les médias nationaux. TransCanada, par l'entremise de son porte-parole Tim Duboyce, a tenté de défendre ce document en assurant qu'il ne s'agissait que d'une mise en commun de suggestions. Les réactions au sein de l'opinion publique se sont toutefois multipliées et les grandes lignes de cette stratégie élaborée par une des plus importantes firmes de relations publiques au monde ont fait le tour des médias. Shields a d'ailleurs amorcé son article portant sur cette fuite avec un passage du plan stratégique, démontrant que TransCanada se savait « dépendante » de la résilience des Québécois par rapport aux événements de Lac-Mégantic pour obtenir l'approbation publique :

Si elle veut convaincre les Québécois d'appuyer son mégaprojet de pipeline Énergie Est, TransCanada doit vanter la sécurité de ce moyen de transport par rapport au train, dans la foulée de la tragédie de Lac-Mégantic. La pétrolière doit aussi établir des stratégies afin de nuire aux opposants tout en éduquant les citoyens d'ici sur les vertus du pétrole des sables bitumineux (Edelman, 2014, dans Shields, 2014)

Une fois le document rendu public, des éléments cruciaux jusqu'alors inconnus de la population ont été dévoilés – le tracé précis de l'oléoduc à travers la province de Québec, les tactiques de communication stratégique et de relations publiques à favoriser, une liste exhaustive ciblant des influenceurs de tous azimuts pouvant faire la promotion du projet, etc. – et ces éléments ont fait largement réagir, tant sur les tribunes médiatiques que dans les sphères politiques. La matière contenue dans le document préparé par Edelman est par ailleurs devenue une mine d'or de sujets pour les médias, allant du traitement de la survie des bélugas dans le fleuve Saint-Laurent, où un port méthanier était alors envisagé par TransCanada dans le secteur de Cacouna, dans la région du Bas-Saint-Laurent, en passant par la crainte des citoyens dont les terres étaient touchées par le tracé de l'oléoduc qui était envisagé.

Le plan dévoilait également des tactiques de communication qualifiées par Greenpeace de « sournaises » (Gerbet, 2014), dont l'*astroturfing*, une stratégie « dont la source réelle est

occultée et qui prétend à tort être d'origine citoyenne » (Boulay, 2015, p. 1). Dans son document, Edelman proposait que TransCanada offre une rémunération à des personnes pour qu'elles vantent les mérites du projet sur les réseaux sociaux ou sur le web, sans jamais divulguer qu'elles étaient soutenues monétairement par la compagnie à le faire (Gerbet, 2014). Moins de 10 jours plus tard, après s'être défendue sur les diverses composantes de sa stratégie pour séduire les Québécois, la compagnie TransCanada a annoncé qu'elle rompait son contrat avec la firme Edelman, précisant « que son contrat avec TransCanada devait de toute façon arriver à échéance à la fin du mois de décembre » (La Presse canadienne, 2014).

1.2.3. La protection des bélugas avant les profits

Avant la divulgation de son document stratégique, soit environ trois mois après avoir annoncé publiquement qu'elle allait de l'avant avec son initiative Énergie Est, TransCanada a déclaré son intention d'implanter un port méthanier à Cacouna afin d'exporter du pétrole brut à bord des navires pétroliers. La construction de ce port était envisagée dans un secteur maritime situé dans une aire de reproduction des bélugas, une espèce qui faisait « l'objet d'une nouvelle série de menaces croissantes » (Bourgault-Côté, 2014) et qui est aujourd'hui qualifiée d'espèce en voie de disparition (Sanderson et, & Alexander, 2020; Shields, 2016; Skovrind et al., 2021).

Des inquiétudes provenant des citoyens ou des groupes environnementaux n'ont pas tardé à se manifester. Même si le président du Groupe de recherche et d'éducation des mammifères marins (GREMM) et spécialiste des bélugas, Robert Michaud, avait exposé ses appréhensions par rapport aux travaux de forage dans un écosystème fragile, TransCanada et le gouvernement provincial ont conjointement tenté de calmer le jeu. Les opposants et les groupes environnementaux se sont toutefois fait entendre auprès des tribunaux, en démontrant que l'entreprise pétrolière ne prenait alors pas les précautions nécessaires et que l'exécution des travaux était contraire à la loi sur les espèces en péril.

Malgré tout, le 21 août 2014, le ministère de l'Environnement du Québec a donné à TransCanada l'autorisation d'entreprendre ses travaux à Cacouna. À cette autorisation gouvernementale, des groupes environnementaux ont répondu par le dépôt d'une nouvelle demande d'injonction le 26 août 2014, stipulant que l'État n'accomplissait pas son devoir de protection de l'environnement et qu'il avait « fait fi de la science » (Centre québécois de l'environnement, 2014). Environ un mois plus tard, un renversement de lecture de la juge Claudine Roy l'a amenée à ordonner, dans son jugement rendu le 22 septembre 2014, l'arrêt des travaux menés par TransCanada à Cacouna jusqu'au 15 octobre suivant (Pineault, 2016, p. 84). La juge Roy a, à ce moment, sévèrement critiqué l'appareil gouvernemental, et de surcroît le ministre de l'Environnement David Heurtel, d'avoir autorisé l'entreprise albertaine à forer dans un environnement précaire. TransCanada a, par la suite, déposé plusieurs refontes de « plans de travail » qui ne feront toutefois jamais l'objet d'une approbation gouvernementale. La compagnie a temporairement arrêté ses travaux le 1er décembre 2014, soit la même journée où un comité fédéral d'experts a pris la décision de classer le béluga comme étant une espèce « en voie de disparition ». Alors qu'elle était placée devant plusieurs demandes d'injonctions de groupes environnementaux ou de groupes de chercheurs universitaires, qu'elle suivait la cadence et la volonté incertaine des gouvernements provinciaux et fédéraux et qu'elle faisait les manchettes depuis novembre 2014, TransCanada a confirmé publiquement qu'elle abandonnait son projet de terminal pétrolier à Cacouna le 1er avril 2015. Moins de 6 mois plus tard, l'entreprise a annoncé qu'elle abandonnait tout projet de port au Québec. Près de deux ans après ces échecs, la société albertaine a finalement annoncé que l'entièreté de son projet d'oléoduc Énergie Est était mis au rencart.

Un an avant l'abandon officiel de son projet, TransCanada admettait que « le risque zéro d'un déversement pour un projet comme l'oléoduc Énergie Est n'exist[ait] pas » et ce, même si « le risque associé à l'exploitation du pipeline [était] “très faible” » (Niosi, 2016). Le talon d'Achille du projet fut probablement cette incapacité à rassurer la population quant aux risques potentiels de la construction d'un oléoduc et de son opération, même si

la compagnie a martelé que le transport par pipeline était plus sécuritaire que par transport ferroviaire. Dans un contexte où l'élaboration de grands projets énergétiques conduit systématiquement à des contestations (Antigny, 2017), TransCanada devait mener un processus d'acceptabilité sociale rigoureux, une condition « facultative », mais de plus en plus essentielle à rencontrer afin de contrer l'opposition et de favoriser l'implication des multiples parties prenantes du projet à partir de sa conception jusqu'à l'usage final (Gendron, 2014; MERN, 2016). Dans la prochaine section, nous verrons comment le thème de l'environnement évolue dans l'espace médiatique québécois à partir de quelques cas de figure ayant fortement suscité l'attention dans l'espace public.

1.3. L'environnement dans les médias québécois

La place de l'environnement dans les médias québécois a largement évolué au cours des dernières années. Selon Marion (2019), « [l]a couverture médiatique de l'environnement est cyclique ». La nature des enjeux environnementaux, en fonction de l'intérêt que ceux-ci suscitent chez les individus, aurait en fait une incidence dans le traitement médiatique et l'ampleur de la couverture, ou dans les réactions qui émergent dans la population. À cet effet, la couverture journalistique a atteint des sommets lorsque le public se sentait concerné par des enjeux environnementaux (Marion, 2019). Ainsi, plus l'intérêt de la population est marqué pour un sujet environnemental précis, plus les rédactions sont incitées à assigner davantage de journalistes à sa couverture (Friedman, 2015).

Il faut toutefois remonter à la fin des années 1960 pour mieux comprendre comment s'amorce l'évolution du traitement des sujets environnementaux dans les salles de nouvelles. C'est en partie grâce à la diffusion d'images télévisées de l'espace, lorsque l'équipe de la mission lunaire Apollo 11 aboutit sur la lune en juillet 1969, que le discours sur « l'environnement » émerge dans l'espace public. Ces images saisissantes ont fondamentalement bouleversé les perceptions environnementales, donnant l'impression, pour un instant fugace, d'une citoyenneté quasi mondiale (Allan, Adam et Carter, 2000).

‘By conquering the frontiere of other space’, Schoenfield et al. (1979: 43) write of the response in the USA, ‘Americans seemingly discovered another frontier, the search for a state of harmony between humankind and the only earth we have; and reporters and editors watched – and responded.’ (cité dans Allan, Adam et Carter, 2000)

On remarque à cette époque un accroissement de l'attention médiatique envers les questions dites de « conservation environnementale », mais pas uniquement en raison d'événements comme l'arrivée du premier homme sur la lune. On parle de catastrophes majeures, comme l'explosion d'un navire (supertanker) transportant 12 000 tonnes de pétrole brut au large de la côte des Cornouailles, au sud-ouest de l'Angleterre, en 1967, ou la pire fuite pétrolière à survenir dans l'état de la Californie, en 1969, laissant une nappe du pétrole extrait par la compagnie Union Oil s'échapper sur une distance de près de 60 km dans le Canal de Santa Barbara, tuant et blessant des milliers d'animaux marins ou terrestres. Diverses tragédies environnementales du genre sont à l'origine de la création d'agences gouvernementales dédiées à la protection de l'environnement, de l'élaboration de postes de porte-paroles d'industries, ou de la formation de groupes d'action citoyenne. La présence des scientifiques et experts sur la place publique se fait également plus importante. Ces nombreux acteurs vont désormais faire partie de l'agenda « environnemental » des médias (Allan, Adam et Carter, 2000). L'intérêt pour la chose environnementale est tel qu'en août 1969, le magazine américain *Time* propose pour une première fois dans ses pages une section dédiée entièrement à l'environnement.

Néanmoins, à l'aube des années 1980, « au moment même où les enjeux environnementaux se multipliaient et se complexifiaient », on remarque « une baisse de leur couverture » (Friedman, 2015, cité dans Marion, 2019).

Au Québec, comme ailleurs sur la planète, certains auteurs remarquent une médiatisation plus significative des enjeux environnementaux depuis le début des années 2010, entre autres en raison des changements climatiques qui procurent un sentiment « que les

problèmes sont plus graves » (Comby, 2009). À l'inverse, certains soutiennent qu'on assiste à une baisse de la couverture et que « l'environnement occupe une place minime dans les médias » (Baillargeon, 2015), ou encore, que des « concepts économiques, comme le “développement durable” sont largement favorisés par rapport aux messages plus politiques, voire anticapitalistes, utilisant des notions comme l’“écologisme” ou l’“écologie radicale”, qui récoltent quelques très rares mentions [dans les médias de masse québécois] » (Maheu et Leblanc, 2014, cités dans Baillargeon 2015). Marion écrit que cette attention centrée vers certains types d'enjeux environnementaux s'explique possiblement par leur complexité technique et scientifique, qui rend leur vulgarisation difficile pour les journalistes :

Les enjeux environnementaux sont donc souvent difficiles à comprendre et présentent de nombreuses incertitudes, ce qui complique leur vulgarisation. Ainsi, certains sujets, comme les changements climatiques, nécessitent une bonne compréhension de certaines notions scientifiques pour bien en saisir les nuances (Marion, 2019).

Le quotidien indépendant Le Devoir a été l'un des premiers joueurs du monde médiatique canadien à miser sur la couverture d'enjeux environnementaux, qu'ils soient d'intérêts locaux, nationaux, ou internationaux. Ayant consacré un peu plus d'un quart de siècle à cette vaste thématique, le journaliste Louis-Gilles Francœur fut le premier à se voir confier les actualités environnementales, au début des années 1980 :

[...] [J]'entrevois alors la possibilité d'aborder les problèmes de protection de l'environnement sous l'angle sociopolitique, et pas seulement sous l'angle trop étroit des sciences dites exactes. Cela permettait d'élargir le débat aux enjeux sociaux et politiques de chaque dossier en y intégrant les préoccupations des citoyens. Certes, au début, plusieurs collègues se demandaient avec un joyeux cynisme ce que j'allais bien pouvoir écrire “après un ou deux papiers sur les petits oiseaux et les poissons”, comme devait me le demander fort sérieusement un pupitreur. Celui-là et d'autres devaient réaliser rapidement qu'ils allaient devoir faire de grands trous dans les plans de page pour pouvoir caser ces articles que les pupitreurs ont souvent trouvés trop longs en semaine et forts bienvenus les vendredis et lundis (Francoeur, 2012, s.p.).

Auparavant attitré aux actualités économiques, le journaliste spécialisé en environnement, Alexandre Shields, a repris les dossiers environnementaux au journal Le Devoir depuis le

départ de Louis-Gilles Francoeur, en 2012. Marion (2019) souligne que, malgré cette volonté du quotidien de faire de l'environnement un des grands thèmes de sa couverture nationale, il n'en reste pas moins que les articles qui lui sont associés sont « regroupés dans une sous-division de la section “Société”, limitant leur visibilité ». Même chose du côté du groupe Québecor, où les textes concernant l'environnement sont regroupés dans la section « Actualité ». Par ailleurs, en date du mois de juin 2018, « aucun journaliste de La Presse n'était exclusivement affecté à la section environnement », relève Marion (2019).

À l'heure où les dossiers reliés à l'environnement deviennent de plus en plus complexes et multiples – la couverture des changements climatiques en est un exemple éloquent –, les nouvelles sont traitées par des journalistes qui ne sont pas toujours ferrés en la matière, ou qui tentent parfois, voire souvent, « de simplifier le message au maximum » (Friedman, 2004; Pezzullo et Cox, 2018, cités dans Marion, 2019) afin de répondre aux critères de rapidité et d'instantanéité des entreprises médiatiques. Dans la sous-section suivante, nous verrons comment le traitement médiatique des projets industriels ou organisationnels et la conscience plus grande du public quant aux enjeux sociaux et environnementaux mettent au défi l'État ou les entreprises privées concernées.

1.3.1. Les projets énergétiques québécois dans l'actualité

Désormais, la population se mobilise davantage contre des projets d'exploitation du territoire, et ce, jusqu'à faire annuler plusieurs projets (Gendron, 2014). C'est notamment ce qui s'est produit avec Énergie Est de TransCanada. Les promoteurs ou les compagnies qui entrent dans un processus d'élaboration d'un grand projet énergétique ou d'exploitation des ressources naturelles utilisent, à des fins stratégiques, les communications et les relations publiques dans l'élaboration de stratégies et dans la prise de décision (Koeberlé et Geoffroy, 2015). Qu'il s'agisse de la mise sur pied, de la révision de programmes ou encore de l'installation de nouvelles infrastructures, quelques cas

récents au Québec démontrent que l'approche des promoteurs et des entreprises doit impérativement considérer les intérêts citoyens.

Dans le but d'illustrer l'apport des journalistes par rapport à des projets d'exploitation du territoire québécois, voici quelques exemples de cas d'ampleur qui ont été traités dans les médias et qui ont suscité chez nous diverses réactions dans la sphère de l'opinion publique.

En 2003, Hydro-Québec propose la construction d'une centrale thermique au gaz, ce qu'on a nommé à l'époque le projet de centrale du Suroît, à Beauharnois, justifiant que le Québec se trouve dans une position où les besoins énergétiques deviennent de plus en plus importants. Même si la société d'État présente un projet qui possède des qualités techniques considérables, la proposition fait l'objet d'une vive contestation au sein de la population (Radio-Canada, 2009). La « croissance des besoins énergétiques » mise de l'avant par Hydro-Québec est remise en question par la presse, à un point tel que l'entreprise doit s'expliquer. Elle doit également répondre aux interrogations des médias quant au volume de ses réservoirs hydroélectriques de certaines de ses centrales (Gendron, 2014). La controverse, qui a pris d'assaut l'espace public, a suscité des réactions dans la population comme jamais un tel projet n'en avait jusqu'alors provoqué⁶.

Moins d'un an plus tard, l'idée d'un promoteur immobilier désireux de « revamper » le mont Orford, en Estrie, et d'ainsi lui offrir un statut de village piétonnier, à l'image du village de Mont-Tremblant, fait aussi l'objet d'une controverse. Afin de faire obstacle à ce projet, auquel le gouvernement Charest voult un intérêt particulier, la communauté locale et plusieurs acteurs provenant de divers horizons, dont les journalistes, se

⁶ Lors de l'annonce de l'abandon définitif du projet de construction de centrale électrique au gaz à Beauharnois, l'ancien ministre des Ressources naturelles du Québec, Sam Hamad, a admis que l'opposition du public avait joué un rôle dans cette décision (Radio-Canada, 2004).

mobilisent et se questionnent sur le bien-fondé, les conséquences environnementales et la pertinence économique du projet (Radio-Canada, 2010). Questionné sur plusieurs fondements cruciaux, dont celui du statut réglementaire de « parc naturel » ou celui entourant la « reprivatisation » de terres autrefois cédées à l'État, le gouvernement libéral recule et abandonne définitivement le projet en 2010.

Dans un cas qui se rapproche de notre objet de recherche, le projet d'implantation d'un terminal méthanier et d'infrastructures connexes à l'est de la ville de Lévis, le projet Rabaska, surgit dans la sphère publique au début des années 2000. Suscitant dès le départ un fort appui du gouvernement libéral, le projet, présenté en avril 2004, entrevoit la publication du rapport du BAPE comme un point de départ positif : après la présentation de 699 mémoires (Samak, 2007) au cours des audiences qui se sont échelonnées du 30 janvier au 12 février 2007, le BAPE donne raison aux promoteurs du projet sur presque toute la ligne. Le 15 mai 2008, le géant russe Gazprom, qui détient un quasi-monopole du gaz naturel en Europe, se joint au consortium déjà en place au sein du projet Rabaska (Gaz Métro, Gaz de France et Enbridge). La population, les militants et les membres de la presse soulèvent plusieurs doutes et inquiétudes en lien avec la position de Gazprom sur l'échiquier mondial du gaz naturel (Belzile, 2007). L'entreprise russe quitte le projet Rabaska en 2009, laissant le groupe de promoteurs, entre autres, dans un contexte d'une chute considérable du prix nord-américain du gaz naturel (de 10\$ à 2,75\$ le millier de pieds cubes) (Le Soleil, 2012). Le consortium d'entreprises, désormais amputé d'un joueur important, ne souhaite pas pour autant enterrer le projet de port méthanier, mais l'arrivée du nouveau gouvernement péquiste de Pauline Marois, élu à l'automne 2012, qui avait promis en campagne électorale de démanteler le projet, vient brouiller les cartes. Le gouvernement confirme officiellement l'abandon de Rabaska en octobre 2013.

Ces exemples démontrent dans quelle position les entreprises désirant mettre de l'avant des projets d'exploitation du territoire sont de plus en plus soumises. Le contexte sociopolitique, dans lequel ces derniers s'insèrent, a d'ailleurs une influence sur la

faisabilité et la survie de telles initiatives industrielles, et il en est question dans le cas de l'oléoduc Énergie Est. Après avoir survolé le contexte sociohistorique dans lequel s'est amené le projet de TransCanada, où le désir de prospérité économique des uns côtoie la crainte d'une catastrophe environnementale des autres, nous présenterons dans la section suivante les concepts théoriques qui nous guident la présentation de notre problématique de recherche.

2. PROBLÉMATISATION

Si les médias occupent « une place centrale dans la conception du monde et du savoir suscitée chez l'individu spectateur » (Carignan, 2008), c'est dire que la couverture journalistique liée à des projets d'exploitation du territoire aura un effet sur la perception que le public en a. La couverture de grands projets industriels a donc une influence importante chez le lectorat de la presse québécoise.

Considérant tout le contexte autour de la couverture du projet Énergie Est, menée par des professionnels de l'information œuvrant dans un contexte de crise et ayant été exposés à une catastrophe environnementale quelques semaines à peine avant l'annonce faite par TransCanada, nous posons dans cette section la problématique de ce mémoire en trois temps. Nous présentons d'abord notre objet de recherche, suivi par nos questions de recherche, puis nous posons nos hypothèses de recherche, pour finalement présenter les objectifs poursuivis.

2.1. Objet de recherche

La couverture du projet Énergie Est de TransCanada a été réalisée dans des circonstances qui ont pu avoir une incidence dans son traitement. D'abord, en raison du contexte social, dont les événements tragiques survenus en 2013 à Lac-Mégantic; du contexte économique, relié entre autres à la situation de l'industrie pétrolière en Amérique du Nord dans années 2010; du contexte politique, impliquant à la fois le règne d'un gouvernement fédéral et d'un gouvernement provincial en quête de projets économiques forts; et finalement, du contexte médiatique québécois, plongé dans une profonde crise identitaire.

Il faut également tenir compte des stratégies mises de l'avant par les parties prenantes opposées à l'élaboration de l'oléoduc. Ces circonstances ont-elles pu influencer la

couverture dédiée à l'oléoduc Énergie Est? Antigny (2017) semble estimer que la presse québécoise a offert un traitement plutôt négatif au projet, bien que son étude se base sur une analyse technique de l'acceptabilité sociale de l'oléoduc et non sur sa couverture médiatique. Le manque de connaissances scientifiques sur le lien qui unit les médias écrits québécois à Énergie Est nous pousse à nous pencher de manière concrète sur la façon dont ce dernier a été illustré et sur les pratiques journalistiques employées par les travailleurs de l'information. En ce sens, nous définissons notre objet de recherche comme suit : l'influence de la couverture médiatique sur un projet d'exploitation de ressources naturelles tel celui d'Énergie Est.

Pour cette recherche, nous désirons nous attarder aux pratiques motivant les journalistes qui traitent notamment des enjeux environnementaux des projets énergétiques d'envergure, et à la façon dont elles interfèrent dans leur devoir l'objectivité.

2.2. Questions de recherche

En fonction de notre cadrage contextuel et de notre objet de recherche, nous tentons de répondre à la question de recherche suivante : comment le projet d'oléoduc envisagé par la pétrolière albertaine TransCanada a-t-il été couvert par les trois grands quotidiens écrits francophones du Québec?

En sous-questions, nous tentons de découvrir :

- En quoi ce qu'ont vécu les journalistes québécois appelés à couvrir les événements de Lac-Mégantic et Énergie Est a eu un effet sur leur perception du risque, et comment cela a influencé l'angle de traitement des sujets portant sur le projet de TransCanada?
- Quelle place a été donnée aux textes dont l'intention était de « rassurer » les lecteurs en lien avec les risques ou enjeux environnementaux reliés à l'implantation potentielle d'un oléoduc?
- Quels procédés journalistiques ont été employés par les travailleurs de l'information dans le cadre de cette couverture?

- Quelle place a été donnée aux experts – et à quels experts a-t-on donné une place – dans le traitement médiatique réalisé par la presse québécoise des enjeux liés aux hydrocarbures, par le biais du projet Énergie Est?

2.3. Hypothèses de recherche

Avec un recul adéquat par rapport à cette couverture médiatique, nous posons comme hypothèse de travail que les journalistes affectés au traitement médiatique de ce projet énergétique d'ampleur ont posé un regard davantage négatif sur Énergie Est, insistant de manière plus importante sur les risques environnementaux de l'implantation de cet oléoduc.

2.4. Objectifs poursuivis

Pour les fins de ce mémoire, nous étudions la couverture médiatique de la presse écrite québécoise francophone dédiée à l'oléoduc Énergie Est, afin de dégager un portrait global de ce qui a été dit et écrit entre 2012 et 2017 à ce sujet. Si, d'une part, l'influence des médias sur la perception du public quant aux enjeux environnementaux est citée dans de nombreuses études, c'est l'absence de postulats liés au contexte de crise des médias québécois combiné à celui du drame de Lac-Mégantic qui nous pousse à dresser un portrait précis de cette couverture qui a plongé les journalistes dans des circonstances fort inhabituelles.

Dans la prochaine section, dédiée à notre cadrage théorique, nous mettons en lumière les concepts théoriques sous-jacents à notre objectif de recherche.

3. CADRE THÉORIQUE

Dans cette section, nous posons les concepts théoriques en lien avec nos objectifs de recherche. En partant de la notion du risque par les écrits de Lupton (1999) et Muchembled (1985), nous traitons ensuite du thème de l'environnement évoluant dans une société du risque telle que définie par Beck (1992; 2001), Giddens (2000; 2005), et Peretti-Watel (2001). Il est aussi question de la médiatisation du risque environnemental, où nous exposons les écueils de la vulgarisation scientifique en information (Champagne, 1997; Sicard, 1997; Wilson, 2000), puis de spectacularisation de l'information (Brunet, 2004; Charaudeau, 2006; Friedman, 2015). Nous posons également un regard sur le contexte journalistique québécois actuel (Carignan et Lacroix, 2020), puis abordons la notion d'objectivité journalistique par l'entremise des postulats d'Imbert (1989) et Pena (2009). Finalement, nous élaborons sur le principe d'acceptabilité sociale du risque environnemental, un processus dont la définition n'a à ce jour pas trouvé de consensus (Batelier, 2015).

3.1. Le risque « sans frontière » du monde contemporain

Il est possible d'observer comment a évolué la perception du risque chez les êtres humains, et comment cette notion du risque, désormais associée à une pléthore d'événements, d'objets ou d'initiatives, est profondément enracinée dans les enjeux environnementaux.

Lupton écrit : « Au fil du temps, les sociétés continuent de développer différentes stratégies ou même différentes croyances, pour tenter de gérer, contenir et prévenir le danger [traduction libre] » (1999, p. 2). Dans la sous-section qui suit, il est question de comment le risque a envahi les différentes composantes du quotidien et de la société en général.

3.1.1. L'environnement dans une société du risque

On considère une « vulnérabilité » comme étant une « condition résultant de facteurs physiques, sociaux, économiques ou environnementaux, qui prédispose les éléments exposés à la manifestation d'un aléa à subir des préjudices ou des dommages » (Ministère de la Sécurité publique, 2009). Une vulnérabilité est également soumise à l'imprévisibilité du « risque », un terme défini comme étant un « danger éventuel, plus ou moins prévisible, inhérent à une situation ou à une activité » (Dictionnaire Usito, 2020). Désormais, la notion de risque serait, selon Martinais, Morel Journal et Duchêne (2006), surutilisée dans les discours, tant individuels que collectifs.

Catégorie du sens commun, le risque se décline en effet sur de multiples objets et recouvre une diversité de définitions et d'usages : politiques, normatifs, médiatiques, et même scientifiques. Il a ainsi progressivement gagné de nombreux domaines de la vie quotidienne jusqu'à constituer, selon certains auteurs, un nouveau paradigme de l'action publique ou la marque d'une nouvelle modernité. L'extensivité de la notion, qui n'est pas sans rappeler celle de territoire, contribue fortement à sa dilution et prête le flanc à toutes sortes de manipulations idéologiques (Martinais, Morel Journal et Duchêne, 2006).

Au cours des dernières décennies, les avancées technologiques et scientifiques ont été saluables pour plusieurs secteurs de la société contemporaine, entraînant, toutefois, des conséquences et des impacts qui ont influencé la façon de percevoir le risque relié au développement, générant, au sein de divers processus décisionnels, la reconsidération du rôle des experts (Beck, 2001; Marion, 2019). Qui plus est, la couverture médiatique de plus en plus importante de tous les types de risques, notamment depuis les années 1960, a favorisé l'idée d'intégrer les acteurs sociaux – et la réflexion quant à leurs positions – dans différentes sphères de gouvernance des entreprises ou des États (Marion, 2019; Yates et Caron, 2012).

La notion du risque est un concept au cœur de l'élaboration de projets d'envergure, dont les initiatives sont mises de l'avant par des entreprises ou promoteurs privés, ou par l'État, avec l'objectif, notamment, de mettre en valeur les ressources de son territoire et d'en tirer

des bénéfiques. Toutefois, à cet effet, Gendron et Angers (2015) écrivent : « qu'autrefois synonyme de progrès, l'exploitation des ressources naturelles doit aujourd'hui être justifiée en regard de ses bénéfices nets réels compte tenu des passifs actuels et futurs qu'elle induit, pour être acceptable aux yeux d'une population sensibilisée aux enjeux écologiques » (p. 4). Les changements climatiques, auxquels la population mondiale fait face de façon plus consciente depuis les années 2000, ont aussi contribué à ce qu'une nouvelle perception des enjeux environnementaux vienne exacerber les préoccupations individuelles et collectives qui y sont reliées :

La notion d'environnement s'est elle-même transformée au fil des décennies pour refléter les valeurs et les préoccupations à l'échelle internationale. De nouveaux concepts, tels que la biodiversité, ont graduellement été intégrés dans le langage courant et dans les politiques environnementales (Hébert, 2006, cité dans Marion, 2019).

À cet effet, Gendron écrit que de plus en plus d'initiatives ou de processus décisionnels en lien avec des projets d'exploitation du territoire, qu'ils soient d'ordre privé ou public, font face à une opposition, notamment en raison des risques qui peuvent en découler : « [q]u'il s'agisse de la mise sur pied ou de la révision de programmes, ou encore de l'installation de nouvelles infrastructures, la population s'organise pour infléchir les décisions jusqu'à faire annuler certains projets » (2014, p. 118). Au courant des dernières décennies, on a expliqué ce phénomène par le syndrome du *not in my backyard* (NIMBY), une expression qui signifie « pas dans ma cour », en français :

Le syndrome NIMBY dépeint les mouvements d'opposition comme une agrégation de personnes égoïstes, uniquement préoccupées par les répercussions qu'un projet est susceptible d'avoir sur leur bien-être personnel, et incapables d'en comprendre les dimensions techniques ou l'intérêt collectif. Et même si, dans certains cas, les citoyens s'avèrent sensibles à l'intérêt collectif d'un équipement, le syndrome suppose qu'ils s'opposent à ce qu'il soit installé à proximité en raison de ses impacts sur leur environnement immédiat (Fischer, 1993, cité dans Gendron, 2014, p. 119).

Les dimensions du syndrome NIMBY résonnent dans le discours du sociologue Ulrich Beck, dont les travaux sont centrés sur la théorie de la « société du risque ». Le chercheur s'inscrit dans le courant de la sociologie du risque, un champ d'études ayant émergé dans

les années 1980, qu'il a largement influencé et consolidé par la contribution de ses recherches et fondements (Charbonneau, 2011). Dans son ouvrage principal, Beck soutient qu'à contrario des siècles précédents, où les risques et insécurités revêtaient un caractère imprédictible, et résidaient essentiellement de l'extérieur, les menaces, de nos jours, sont principalement – et ironiquement – issues des progrès technologiques (Beck, 1992; Marion, 2019). Ainsi, pour Beck (1992) et Zizek (1998), le développement de la technologie entraînerait une « crise des institutions modernes, désormais incapables de contrôler les “nouveaux risques” de catastrophes industrielles, technologiques, environnementales, sanitaires et terroristes – qu'elles génèrent pourtant elles-mêmes » (Beck, 1992, cité dans Charbonneau, 2011).

Pezzullo et Cox (2018) précisent que ces postulats émis par Beck ne signifient pas qu'il existe plus de risques ou de dangers qu'autrefois, mais plutôt qu'il y aurait davantage de personnes touchées par les impacts qui y sont liés, et que les dommages seraient perçus comme irréversibles. Plus précisément, les constats de Beck exposent une transformation dans la façon dont les risques sont présentés de nos jours. Pour le sociologue, il y a donc une omniprésence du risque, et celui-ci a le potentiel de frapper à l'échelle mondiale (Burgess, Wardman et Mythen, 2018; Marion, 2019). Au sens de Beck (2001), Giddens (2000, 2005), et Peretti-Watel (2001), la société telle que nous la connaissons aujourd'hui « en est une du risque » (dans Carignan, 2014). David et Carignan affirment notamment que les risques en tous genres sont de plus en plus perçus comme étant « universels », qu'ils n'ont plus de frontières, et précisent que ceux-ci « peuvent peser sur des populations entières indépendamment de l'âge, du sexe, de la classe sociale ou de l'origine [traduction libre] » (2017, p. 371).

En lien avec ces constats, Marion (2019) écrit que la notion du risque est désormais prédominante en ce qui a trait aux enjeux environnementaux, surtout dans le contexte actuel des changements climatiques. Même si le traitement médiatique du thème de l'environnement n'est pas quelque chose de récent, ce dernier s'est grandement transformé

depuis les années 1960 et plus précisément, selon Cambrézy et Lassailly-Jacob (2010), depuis « ce contexte d’émancipation croissante de l’humanité face aux contraintes de la nature [où l’on] redouble d’efforts pour les prévenir et anticiper sur leurs conséquences dévastatrices » (p. 12). Dans la sous-section suivante, nous traitons de la place attribuée par les médias à l’environnement et aux risques y sont associés.

3.1.1.1. Le risque environnemental dans les médias : entre devoir et spectacle

Dans toute cette complexité des relations et dynamiques entre les nombreuses parties prenantes⁷ des projets comme celui de TransCanada, c’est la notion du risque environnemental qui est au cœur des débats émergeant des couvertures médiatiques (Wilson, 2000). Il existe plusieurs pistes d’explication pour comprendre pourquoi elle est proéminente lorsqu’il est question de la mise sur pied de projets industriels d’envergure. Malgré l’ensemble des raisons qui ont, d’abord, empêché l’aboutissement du projet de port méthanier de TransCanada au Québec, puis qui ont ensuite poussé la compagnie albertaine à mettre au rencart la concrétisation de son oléoduc Énergie Est au pays, nous nous questionnons sur le rôle des médias, notamment en ce qui a trait à leur représentation du risque des projets énergétiques majeurs. Nous interrogeons également la façon dont ils posent les défis d’acceptabilité sociale de ces derniers, sachant que le risque occupe une place prépondérante dans la société actuelle (Marion, 2009). Nous questionnons ici le rôle des instances médiatiques et des professionnels de ce milieu, qui ont pour responsabilité de relayer l’information dans l’espace public, et qui détiennent, de par la couverture choisie, une certaine influence sur la perception du public quant enjeux environnementaux (*ibid*, p. 30). La section suivante soulève à la fois les écueils de la littérature scientifique quant au travail de vulgarisation des phénomènes liés à l’environnement par journalistes, les dynamiques qui motivent les médias à céder à la spectacularisation de l’information

⁷ Une « partie prenante » désigne un individu ou un groupe d’individus pouvant affecter ou pouvant être affectée par la mise en branle ou l’élaboration de projets industriels ou organisationnels (Freeman, 1984). Des élus politiques, des citoyens, des investisseurs, des groupes de pressions, des médias, etc., peuvent ainsi être considérés comme des parties prenantes d’un projet (Mercier, 2001).

liée à l'environnement et finalement, le contexte actuel de production de l'information au sein des médias québécois.

3.1.1.2. Les écueils de la vulgarisation scientifique

Les changements climatiques font davantage les grands titres depuis les vingt dernières années et Wilson (2000) écrit que de nombreux événements météorologiques catastrophiques ont contribué à une plus grande couverture reliée au thème de l'environnement. Le Québec n'y échappant pas, plusieurs catastrophes environnementales liées aux conditions météorologiques ont été répertoriées et médiatisées; de la série d'avalanches déclenchées en Gaspésie à la fin de années 1980 (Hétu, 2007), aux nombreuses inondations – au Saguenay-Lac-Saint-Jean en 1996, à Saint-Jean-sur-le-Richelieu en 2011, ou plus récemment, à Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Sainte-Marie de Beauce en 2019 –, un fort éclairage est jeté par nombre d'organes médiatiques, dont le rôle social est de créer les ponts entre les scientifiques et la population (Castrechini et al., 2014). Mais Wilson affirme que les médias, même s'ils augmentent leur quantité de reportages sur les enjeux environnementaux, portent davantage leur regard sur les événements qui sont susceptibles d'être reliés aux catastrophes naturelles ou aux conditions météorologiques extrêmes, puisque plus spectaculaire (2000, p. 205).

Uzzell (2000) soutient que « les médias de masse joueraient un rôle critique en structurant et en définissant la réalité et les particularités des journées [d'actualités] via une sélection, une interprétation et une emphase sur des événements particuliers » (cité dans Lacasse, 2019). Plusieurs experts en environnement estiment en effet que l'actuelle pensée populaire liée au thème de l'environnement résulte d'une longue période de sensibilisation et d'une prise de conscience, toutes deux ayant pris racine dans les années 1960 (Vézina, 2008). D'une part, au sein des études qui ont vu le jour au courant du 20^e siècle, on souligne l'influence qu'ont les médias et la communication sur la perception des individus sur le monde et sur les enjeux environnementaux (Marion, 2019).

Malgré ces avancées, on recense un nombre important d'erreurs et d'inexactitudes dans différents contenus de journalisme scientifique, qui vulgarisent et démythifient les phénomènes environnementaux (Tankard et Ryan, 1974). Une quantité d'imprécisions ou de fautes qui seraient, selon Tankard et Ryan, plus significatives que celles reliées à l'actualité générale. Le hic, c'est que le public n'ira pas – pour la plupart – fouiller la littérature scientifique pour en comprendre les phénomènes, ou n'a pas toujours les habiletés ni le niveau de littératie scientifique nécessaire pour le faire. Les médias de masse offrent directement au public l'opportunité d'apprendre ou de découvrir, quel qu'en soit le sujet (Wilson, 2000). C'est précisément ce que Nelkin (1987) écrit : « Pour le public, ce qu'il retient de la science, c'est ce qu'il en apprend des médias [traduction libre] » (cité dans Wilson, 2000, p. 201). Wilson estime d'ailleurs que cette « vocation éducative » reliée à la science est une lourde responsabilité incombant aux médias, d'autant plus que de nombreux journalistes attribueraient la responsabilité de leurs erreurs factuelles à leurs sources d'information, c'est-à-dire, aux scientifiques et à leurs institutions d'attache (Nelkin, 1987; Wilson, 2000) :

Souvent, ce qui est dépeint dans les médias, ce ne sont pas des découvertes scientifiques soigneusement formulées. Ce sont plutôt des histoires dramatiques, accrocheuses et divertissantes qui attirent l'œil du public, qui ne contribuent guère à les éclairer sur les risques associés aux changements climatiques [traduction libre] (Wilson, 2000, p. 201).

Sicard (1997) s'exprime elle aussi sur ces lacunes perçues dans le traitement médiatique de phénomènes ou d'événements scientifiques, évoquant que des contraintes médiatiques structurelles peuvent expliquer en partie ces faiblesses. L'auteure s'appuie notamment sur une analyse de la couverture médiatique du journal *Le Monde* reliée au phénomène de la maladie de la vache folle (*Le Monde*, 2006). Sicard explique qu'avant même que les scientifiques aient pu émettre des conclusions quant au potentiel du risque – ou à l'absence du risque – de transmission de la maladie à l'homme, la presse a posé dans l'espace public « l'existence du risque » (Sicard, 1997, p. 152), puis a continuellement misé sur «

l'incertitude » au fil des publications entourant ce qui est devenu, au bout de quelques semaines, une importante crise sociale et politique. Cette couverture, marquée entre autres par l'utilisation de titres percutants, est devenue, jour après jour, un « événement-image » (Sicard, 1997, p. 152). Pour l'auteure, un média qui se penche sur des discours ou des travaux scientifiques s'acquitte d'une laborieuse mission. Sicard affirme que le traitement médiatique de la science ou de l'environnement peut facilement provoquer des « conflits d'interprétation » :

Les titres survalorisent certaines données et dévalorisent d'autres informations importantes sur le plan scientifique pour des impératifs de visibilité. En aval du récit demeure un à savoir, *terra incognita*, qui confirme que l'appréhension de la totalité d'une situation échappera toujours et qu'au travers de visées partielles, la valeur informationnelle est d'autant plus forte et attractive que la prégnance des événements est préservée et que « le pays se contente de suggérer l'arrière-pays » (Sicard, 1997, p. 149).

Derrière ces contraintes liées à la communication scientifique, et plus précisément, à celle des enjeux environnementaux, il y aurait, selon Champagne (1997), une attention particulièrement focalisée sur la dynamique entretenue entre l'homme et la nature. Champagne écrit que notre perception a effectivement évolué, et avec raison, puisque nous avons été témoins d'indices plus flagrants de la fragilité de l'environnement (1997), et pas seulement en raison de la surutilisation et survalorisation de la notion du risque sur le plan de la sémantique. Il cite notamment le développement industriel et le productivisme agricole français des années 1960 et 1970, qui ont respectivement généré une prospérité économique, au détriment de l'environnement, de l'écologie et de la santé publique. L'auteur considère que ce contexte et les conséquences qui y sont liées a entraîné une prise de conscience collective puis une méfiance du « pouvoir de nuisance » des sociétés développées sur les milieux et sur le climat (Champagne, 1997, p. 74). Ainsi, pour le public, les significations associées au thème de l'environnement se seraient cristallisées comme étant tout « dysfonctionnement social » ou tout type de « dégradation » :

[Une série d'événements va] contribuer à alimenter, dans certaines fractions de la population, une vision pessimiste à l'égard de l'avenir en général et du système économique de type capitaliste en particulier. Le sens que la notion d'environnement a dans le grand public est encore plus large, et donc plus flou, puisque cette notion [...] désigne, par extension, l'ensemble des problèmes liés au mode de vie urbain et à notre « environnement » au sens banal du terme. [...] Une attention nouvelle tend désormais à se focaliser sur la « crise de l'énergie », sur les « dégâts du progrès » :

Cette perception très négative de la situation mondiale s'explique, selon Champagne, par la tendance des médias à favoriser l'utilisation d'images fortes; celles-ci sont entre autres générées par un traitement médiatique qui verse dans le sensationnalisme, lorsqu'on met en lumière des révélations, lorsqu'on dénonce des scandales, « au détriment d'une information plus technique et plus pondérée » (Champagne, 1997, p. 77-79).

La plupart des scientifiques dénoncent les exagérations de la grande presse et insistent sur le fait que les vrais problèmes environnementaux ne se réduisent pas, loin s'en faut, aux images les plus spectaculaires que les médias audiovisuels en donnent. (Champagne, 1997, p. 80)

Imbert (1989) désigne par « le spectaculaire » cette tendance au sensationnalisme.

C'est un tri stratégique. Ce qui se passe du côté du spectacle sera alors traité selon certaines modalités qui réduiront la nature jugée offensante ou offensive de certaines informations, en les inscrivant dans des catégories connues : jeux sur des paradigmes restreints, décontextualisation qui rend les informations fondamentalement incompréhensibles, prise en charge ou absence de prise en charge d'une information par un énonciateur qui en affirme la vérité ou la met en doute, titre ambigu, utilisation de la « une », mise en page en couleurs, etc. (Imbert, 1989, p. 160)

L'auteur estime que le spectaculaire renforce notamment l'idée que le rendu diffusé ou publié par les organes médiatiques ne représente pas nécessairement « ce qui se passe », et « encore moins tout ce qui se passe » (*ibid*, p. 160).

Considérant les contraintes liées à la communication scientifique mentionnées ci-haut, l'avenue du journalisme spécialisé en environnement semble être une piste de solution à la vulgarisation adéquate des enjeux reliés. D'ailleurs, la spécialisation journalistique,

qu'elle concerne le domaine judiciaire, l'économie, les faits divers, la culture, etc., constitue pour le journaliste un moyen cohérent de remplir sa mission de « témoin professionnel » (Sormany, 2011, p. 377). Si on soutient dans la littérature qu'une des plus importantes contraintes liées au traitement médiatique de l'environnement s'incarne dans la difficulté des journalistes à vulgariser les conclusions ou travaux des chercheurs, la spécialisation journalistique (communément appelée le *beat* au sein de la profession), pour Sormany, permet d'engager le journaliste dans un processus davantage rigoureux, où ce dernier se concentre exclusivement sur un thème – dans ce cas-ci, l'environnement –, et où il a la possibilité, plus il se spécialise, d'en arriver à une relative maîtrise des concepts et enjeux. L'auteur concède que cet idéal ne peut survenir qu'« à condition de savoir écouter » (p. 377), une action dont l'absence était déplorée, il y a encore quelques années, par de nombreux scientifiques (Burrows, 1980; Wilson, 2000).

Pour Maillé (2006), il existerait toujours un fossé entre les scientifiques et les journalistes en environnement, mais elle estime que cette relation peut être reconstruite. Elle souligne d'ailleurs le caractère éducatif des médias, qu'elle considère primordial, notamment dans le traitement des thèmes environnementaux. Contrairement aux scientifiques, le journaliste a le pouvoir de lier la science aux dimensions politiques, « en faisant intervenir d'autres experts, d'autres interlocuteurs dans son travail au sujet d'un fait scientifique » (Maillé, 2006, p. 24). L'auteure ajoute que les médias ont pour mission « d'éveiller l'intérêt et l'esprit critique » du public « et sont en quelques sortes un complément des écoles et des universités » (Maillé, 2006, p. 25).

L'apport journalistique d'un travailleur de l'information spécialisé en environnement suivrait donc ce que Champagne (1997) écrit au sujet du rôle des médias. Selon lui, le journaliste est un professionnel essentiel, détenant le pouvoir de mettre en lumière des enjeux qui ne seraient, sinon, que très peu connus. Sormany (2011) avertit toutefois que les couvertures des journalistes spécialisés, tous domaines confondus, ne sont d'intérêt pour les rédactions que lorsqu'une crise survient : « des urgences qui débordent, des étudiants qui manifestent contre la hausse des frais de scolarité, un groupe de citoyens qui

s'oppose à la destruction d'un parc ou à la construction d'une centrale thermique » (p. 406). C'est ce qui donnerait entre autres l'impression du parti pris et d'une « inévitable partialité » (p. 407) des différents médias. Si cette partialité peut sembler contraire aux principes de déontologie journalistique, il s'agit en fait pour Sormany d'une position pouvant contribuer à une couverture plus sociale, moins ancrée dans les diktats politiques, jetant un éclairage sur « le vrai monde ».

Il est difficile alors pour le journaliste de ne pas considérer son travail comme une façon d'aider ces gens démunis à faire valoir leurs droits. Il n'y a plus de neutralité qui tienne, dans ce cas : le « témoin » choisit son camp, il défend la veuve et l'orphelin contre tous les pouvoirs qui les oppriment, il défend l'environnement contre tous ceux qui l'agressent (Sormany, 2011, p. 408).

Dans cette optique, le traitement des journalistes scientifiques ou spécialisés en environnement donnerait l'impression, selon Sicard (1997), « que le social peut s'exprimer » (p. 15) dans un espace public qu'elle qualifie d'hybride. Mais, comme tous les types de journalistes, les journalistes spécialisés en environnement détiennent la responsabilité de tendre le micro aux personnes qui sont en bonne posture pour commenter l'actualité liée à leur spécialité (Sormany, 2011), pour que l'information qui en découle devienne bénéfique en tous points à l'entité principale à laquelle s'adresse les médias et les scientifiques : le public. Dans la section qui suit, il est question de ce même public, qui, étant déjà plus sensibilisé aux enjeux environnementaux, est parallèlement confronté à une mise en spectacle de l'information.

3.1.1.3. Spectacularisation de l'information

Le contexte de précarité des médias engendre entre autres dans la couverture journalistique ce que Charaudeau (2006) appelle un « enjeu de captation ». Considérant que le travail journalistique est exercé au sein d'une instance médiatique, et que cette même instance possède des obligations commerciales dans le but de générer des revenus pour survivre (l'auteur qualifie cette nécessité de « finalité commerciale »), elle se verra, en contexte de crise, ébranlée et contrainte à « traiter l'information de façon à capter le

plus grand nombre de récepteurs possible » (Charaudeau, 2006, s.p.). L’auteur estime que, lorsque l’enjeu de captation prend ainsi le dessus, la mission première d’information est éclipsée et est remplacée (*ibid*, s.p.) :

Lorsque l’enjeu de captation est dominant — et il l’est souvent —, la visée informative disparaît ou se trouve occultée par une mise en scène plus ou moins spectaculaire ou dramatisée, ce qui finit par produire des dérives qui ne répondent plus à l’exigence d’éthique qui est celle de l’information citoyenne. Mais les manifestations et les raisons de ces dérives sont variées. Elles ne sont pas toujours conscientes et résultent d’une conjonction de facteurs. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle il vaut mieux parler de dérives ou de désinformation que de manipulation (Charaudeau, 2006, s.p.).

Ces dérives informatives, telles que les qualifie Charaudeau, s’appliquent généralement à l’ensemble des couvertures journalistiques d’un média contraint à l’enjeu de captation, entraînant – consciemment ou non – une transformation de l’actualité en « suractualité ». Charaudeau estime que, pour le public, cette « suractualité » aurait des effets déformants sur la perception du public des enjeux mis de l’avant (2006). Considérant ce que l’auteur met de l’avant en termes de spectacularisation de l’information, il est également à considérer que la façon dont les médias orchestrent la couverture et le traitement médiatique associés aux différents sujets d’actualité influencerait notre perception individuelle du risque mis en lumière. Conséquemment, selon Boutté (2006), le public comprend et assimile les dimensions des crises ou événements en fonction de sa perception du risque préalablement transformée par le traitement médiatique qui y est associé.

En sociologie des médias, on désigne ce phénomène par le concept de « déréalisation » : Vérilhac écrit que la déréalisation « sert à dénoncer les effets des mass-médias sur les individus, ou, en retour, elle est un point faible attaqué par les partisans de la productivité et de l’activité des consommateurs dans la réception des messages » (2019, p. 3). Un lien entre ce concept de déréalisation et celui de la spectacularisation est mis en lumière par Brunet, qui soutient que la diffusion télévisuelle d’images reliées à l’actualité « imprime » chez l’individu spectateur une vision fabriquée des enjeux globaux, et que celui-ci utilise

cette perception, plutôt que son propre vécu, pour considérer ce qui existe dans le monde :

Ce qui est télévisé existe à coup sûr, pour le reste, rien n'est sûr. [...] En résumé, on peut avancer que le phénomène de déréalisation produit par la télévision correspond à une spectacularisation de la réalité et que la réalité à la télévision est une réalité construite (Brunet, 2004, dans Vérilhac, 2019, p. 4).

En concordance avec les écrits sur la spectacularisation de l'information, Stoiciu (2006) aborde quelques-unes des dynamiques qui la motivent, incarnées entre autres par la recherche de ce fameux « scoop »⁸ mais aussi de la pression populaire sur le contenu. Stoiciu (2006) affirme que de nombreux artisans de l'information, notamment en Europe, ont tenté de comprendre et d'expliquer un dérapage médiatique majeur en lien avec la révolution roumaine survenue au début des années 1990. Parmi les constats émis, elle retient trois hypothèses, dont deux qui apparaissent particulièrement pertinentes avec le cadre de notre recherche :

- l'hypothèse de l'attente inconsciente d'une tragédie; c'est ce que Stoiciu considère comme étant une « attente collective ». Dans le cas qui nous intéresse, l'attente collective du danger concerne notamment les médias et le public, suivant l'annonce officielle du projet Énergie Est quelques semaines seulement après la tragédie ferroviaire de Lac-Mégantic;
- l'hypothèse des structures imaginaires collectives; Stoiciu résume cette hypothèse comme étant l'influence des référents culturels quant au regard porté sur les événements. Elle écrit que : « lors de la première révolution en direct à la télévision, la structure imaginaire de l'auditoire roumain est venue en contact avec celle de l'imaginaire occidental soumis aux contraintes du sensationnalisme » (2006). Cela résonne avec ce qu'écrit

⁸ Le terme « scoop » vient de l'anglais. Il est employé pour désigner une « information de dernière heure, généralement importante, qu'un journal, une chaîne de radio ou une chaîne de télévision présente en exclusivité » (Site linguistique de la Société Radio-Canada, 2020 [En ligne].

Brunet (2004). La spectacularisation de la catastrophe survenue à Lac-Mégantic, générée par l’embrasement du pétrole brut contenu dans les wagons-citernes ayant foncé droit vers les immeubles sur le centre-ville et l’image du « trou » formé au centre-ville, s’est potentiellement « imprimée » de la même façon dans la perception collective des catastrophes environnementales potentielles.

En rétrospective, Stoiciu indique qu’on retient des événements liés à la révolution roumaine que c’est la recherche du scoop, à tout prix, qui a généré une escalade du traitement médiatique sensationnaliste.

Ducol (1997) écrit que le mot « information » désignerait en fait la « mise en forme » du réel. Du latin *informare*, « informer », signifierait à son tour l’action de « façonner », ou de « former ». Puis le terme « scoop », qui serait relié à l’ancien français *eschavir*, signifierait « façonner quelque chose en artiste ». En regard de ces définitions, Ducol estime que l’obtention de faits dits « exclusifs » – l’obtention de scoops –, implique nécessairement une mise en forme du réel. Plus précisément, mettre la main sur un scoop pousserait à le mettre en récit (Ducol, 1997). Mathien (1992) évoque en ce sens que tous médias confondus adhèrent à une sélection d’événements « à partir de leur caractère sensationnel ». Ce caractère sensationnel, mis en récit de surcroît, est ainsi cohérent avec ce que Morin (1993) estime comme étant la vocation même du journalisme d’information : celle d’apporter au public « l’inattendu » (Morin, 1993). Cet aspect concernant les circonstances de fabrication de la nouvelle s’avère véritablement pertinent dans la quête de réponses à notre question de recherche. Dans la sous-section suivante, nous verrons à ce titre comment le contexte médiatique actuel, précisément concerné par notre réflexion, a contribué à brosser le portrait de la couverture du projet d’oléoduc Énergie Est. Nous verrons également comment cela agit sur le rôle des médias dans la couverture de projets d’exploitation des ressources naturelles, ce qui nous guide vers nos objectifs de recherche.

3.1.2. Le contexte journalistique québécois ébranlé

La profession journalistique, ailleurs dans le monde comme au Québec, est en proie à une crise identitaire majeure, entre autres générée par une baisse drastique des revenus publicitaires (Brin et St-Pierre, 2013; Les Affaires, 2019). La pandémie de COVID-19, déclarée au début de l'année 2020 par l'OMS, n'a fait qu'accentuer les difficultés vécues par les médias québécois, ce que Lacroix et Carignan (2020) nomment « la crise dans la crise » (p. 275). Ces circonstances ont un effet sur les pratiques et les ressources journalistiques ainsi que sur le traitement des nouvelles. Dans cette sous-section nous abordons les bouleversements subis par les médias, l'impact de ces derniers sur l'objectivité journalistique et sur la médiatisation des projets d'exploitation des ressources naturelles.

3.1.2.1. Une « double » crise des médias

C'est la sphère médiatique dans son ensemble qui est touchée par une crise sans précédent : « En effet, que ce soit dans le secteur de l'imprimé ou dans celui de l'audiovisuel, les entreprises médiatiques connaissent des moments difficiles. On assiste dans plusieurs cas à une restructuration de l'entreprise et du travail des journalistes » (Brin et St-Pierre, 2013, p. 7). Bernier, Demers et al. (2008) rappellent que les crises médiatiques s'enchaînent depuis des décennies. Toutefois, selon Bernier (2014), depuis le tournant des années 2010, aucun média n'échappe à celle-ci, qui touche toutes les grandes institutions médiatiques en occident. À titre d'exemple, selon les données établies par l'Association des Journaux canadiens⁹, les revenus publicitaires des journaux en version papier dits payants « ont baissé de 25% entre 2006 et 2011 » (p. 7-8). Brin et St-Pierre (2013) soutiennent que « si les revenus représentent un indicateur de la vitalité économique des médias, il en va de même des données de lectorat » (p. 9). Outre les données financières, c'est le phénomène de migration des lecteurs et téléspectateurs vers les plateformes en

⁹ Un regroupement de l'Association canadienne des journaux et de la Canadian Community Newspapers Association (Brin et St-Pierre, 2013).

ligne, sites web d'information et journaux gratuits, qui transparaît dans cette crise, et qui pousse les entreprises médiatiques à devoir se transformer pour survivre, notamment en réduisant les effectifs journalistiques (Assemblée nationale du Québec, 2020; Brin et Descôteaux, 2019) :

Les effectifs journalistiques ont diminué de 9,9 % au Québec entre 2005 et 2015. Les dépenses liées à la production de l'information ont aussi diminué. La couverture des affaires publiques (gouvernements, municipalités et justice) au Canada a diminué de 36 % de 2008 à 2017. La presse hebdomadaire est sévèrement affectée. Depuis 2011, le nombre de titres est passé de 200 à 120 (Brin et Descôteaux, 2019, p. 2)

Marcotte (2008) écrit qu'une pluralité de facteurs vont affecter directement la qualité journalistique des instances médiatiques. En effet, en plus de la crise qui continue aujourd'hui d'influencer la précarité des conditions de travail des professionnels de l'information (Brin et Descôteaux, 2019), la secousse donnée par l'arrivée du coronavirus (SARS-CoV-2) et l'état d'urgence sanitaire mondiale a eu pour effet d'entraîner une « nouvelle crise » : celle où la surcharge de travail et la désinformation¹⁰ se rencontrent. Lacroix et Carignan (2020) soutiennent que les pratiques journalistiques ont été grandement chamboulées (travail en confinement ou à risque sur le terrain, difficulté d'accès aux sources dans le domaine de la santé, etc.), ce qui a menacé le droit du public à l'information (p. 290). Les auteures soulèvent d'ailleurs l'importance de la médiatisation des actualités liées au virus, occultant par le fait même les autres thèmes, comme celui de l'environnement et des changements climatiques, qui nous intéresse principalement (Organisation météorologique mondiale, 2020). Tous ces facteurs qui bouleversent l'univers médiatique viennent également mettre en danger des principes primordiaux, comme l'objectivité journalistique. Il en sera question dans la sous-section qui suit.

¹⁰ La désinformation est reliée à la notion des fausses nouvelles, selon Sauvé (2019), qui définit le concept comme suit : « Les fake news (« infausses ») sont des informations inexactes, non récupérables, diffusées sans contrôle journalistique à un large public par l'intermédiaire des réseaux sociaux. Elles ont pour but de tromper le public à des fins mercantiles ou idéologiques ou encore d'amuser » (p. 15)

3.1.2.2. *L'objectivité journalistique dans la fabrication de la nouvelle*

Bien que des codes déontologiques encadrent les pratiques journalistiques au Québec, la notion d'objectivité, valeur centrale du journalisme, est largement débattue dans l'espace public, mais également dans la littérature scientifique. Gauthier écrivait en 1991 que la question de l'objectivité journalistique ne faisait aucunement l'unanimité, et que le principe, largement remis en question, était féroce ment défendu par les médias, puisque fondamental à la profession journalistique :

S'il se peut bien que l'objectivité soit un leurre, il n'en reste pas moins qu'elle continue de préoccuper, sinon de tourmenter la conscience malheureuse de tous ceux qui s'intéressent d'un peu plus près à la pratique journalistique (Gauthier, 1991, p. 83).

Pour Imbert (1989), le paradigme médiatique mêlant les phénomènes de convergence et de monopole, que l'on voit poindre dans les années 1980, et qui, au cours des années 1990 et 2000, se sont matérialisés, aurait dû décourager les organes médiatiques ou les professionnels de l'information de se targuer d'être « objectifs ». L'auteur estime d'ailleurs que l'objectivité de la presse est une « arme mythico-idéologique » que brandissent à qui mieux mieux les journalistes, ceux qu'il qualifie de « détenteurs du pouvoir d'informer » (Imbert, 1989).

L'« objectivité » est un des mythes les plus productifs dans l'information technologisée. [...] Pourtant, point n'est besoin d'être disciple d'Einstein et de la relativité, ou grand philosophe, pour comprendre que tout, même (surtout) une photo, est affaire de point de vue, d'angle, de contexte, de moment, d'éclairage et de stratégie (Imbert, 1989, p. 15).

Pour sa part, Sormany (2011) écrit que le journaliste, même dans le souci de témoigner avec impartialité et neutralité, n'est jamais réellement à l'abri d'une couverture ou de choix dépourvus de subjectivité.

Le travail du journaliste, s'il est fait avec rigueur et honnêteté, implique nécessairement l'exercice d'un jugement et, par conséquent, la possibilité de se tromper. C'est même inévitable dans la mesure où ce qui est significatif pour les uns peut fort bien l'être moins pour les autres; telle information, qui paraissait

hier porteuse d'avenir, se révélera demain sans importance véritable (Sormany, 2011, p. 36).

Dans le même sens, Carignan (2014) écrit : « les journalistes exercent une profession aux contours souvent très vagues, qui leur permet de rapporter des faits et des événements selon leurs propres perceptions des choses » (p. 57). Ainsi, selon l'auteure, malgré la mise en place de mécanismes et de normes régissant la pratique journalistique, les points de vue personnels à chaque individu peuvent influencer leur propre vérité – une notion déjà en elle-même imprécise et n'étant assujettie à aucune définition véritablement consensuelle (Carignan, 2014). Pour atteindre un idéal de vérité, le journaliste doit effectuer chacune des étapes de sa couverture en réalisant des choix – en l'occurrence cruciaux, mais nécessaires –, une façon quotidienne d'exercer « son jugement d'informateur – sans lequel il ne pourrait y avoir de journalisme » (Sormany, 2011). Quant à l'enjeu central du débat sur la notion d'objectivité journalistique, Pena estime qu'il réside dans l'interprétation que l'on se fait du terme; selon l'auteur, « l'objectivité est défendue en opposition à la subjectivité (Pena, 2009, p. 121) », qui elle, est vue comme une faute dramatique, méritant un blâme ou une conséquence. Schudson écrit que la subjectivité est, en soi, quelque chose d'« incontournable », qu'elle ne doit pas nécessairement être considérée comme une négation de l'objectivité (Schudson, 1978). L'auteur prétend que la subjectivité ne met pas nécessairement en péril la qualité de l'information, et qu'au contraire, elle peut la bonifier. Pena écrit de même que la réelle signification de l'objectivité journalistique doit résider dans cette conception que « les faits sont construits d'une façon très complexe, donc, on ne peut pas les cultiver comme s'ils étaient l'expression absolue de la vérité » (Pena, 2009, p. 121).

Cet idéal d'objectivité, qui persiste à exister au sommet des valeurs et pratiques journalistiques, représente un défi de tous les jours, notamment dans une industrie en crise. Il faut, selon Pena, toujours demeurer méfiant des faits, et continuellement maintenir, dans la mise de l'avant des faits récoltés, une rigueur dans la façon dont ils sont racontés et rapportés. Dans un contexte où les médias de partout dans le monde, y compris ceux du

Québec, redéfinissent les dynamiques et les structures de leur vocation, le métier journalistique est lui aussi appelé à évoluer (Carignan, 2014). Déjà, les dernières transformations survenues en raison de la récente crise des médias aurait engendré « une pratique journalistique plus teintée de subjectivité et plus axée sur l'interprétation des événements, leur analyse et la spéculation quant à leurs causes et conséquences » (Chaput, 2019). Ces pistes de réflexion nous amènent à questionner le rôle des médias, et de surcroît, celui des professionnels de l'information, dans le traitement des événements ou des projets présentant des risques environnementaux. Dans la sous-section qui suit, nous exposons quelques exemples de travaux qui en font état.

3.1.2.3. Le manque de connaissances scientifiques

Il est intéressant de remarquer que les travaux menés sur la façon dont les salles de nouvelles du Québec manœuvrent pour exposer les phénomènes, événements ou enjeux environnementaux sont peu nombreux. De façon générale, les études plus exhaustives qui y sont associées sont, d'une part, plus ou moins récentes et moins en phase avec le contexte médiatique actuel, et d'une autre, pas directement reliées au projet Énergie Est (Bergeron, 2016; Batelier, 2020; Bossé, 2020; Théberge, 2006; Thibault, 2019). Ces travaux sont surtout reliés au domaine des études en environnement, mais aussi en gestion ou en sociologie.

En communication environnementale, Vézina a établi que les quotidiens *La Presse* et *Le Devoir* avaient été « extrêmement efficaces afin d'alerter la population » (2008, p. 137) quant à l'enjeu de la privatisation de l'eau, mais qu'ils n'avaient toutefois pas joué un rôle d'éducation et de vulgarisation adéquat. L'auteure soutient que les deux journaux ont d'ailleurs tenu des parties prenantes en faux; d'une part, l'ancien maire de Montréal, Pierre Bourque, qui a été qualifié de « traître », et d'une autre, l'entreprise impliquée dans le processus, illustrée comme une « bête assoiffée de profits ». Ces qualificatifs ont respectivement été associés au gouvernement Couillard et à TransCanada, plus tard, dans la couverture d'Énergie Est.

Toujours dans le cas de la privatisation de l'eau à Montréal, Vézina rapporte que les deux médias étudiés ont à peine diffusé une information « favorable à l'éducation relative à l'environnement » (p. 138). De son côté, Elloh (2017) a soulevé la faible valeur éducative des contenus médiatiques étudiés (TVA et RDI) dans sa recherche en lien avec le Manifeste pour tirer profit collectivement de notre pétrole et l'exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti. En lien avec le projet d'oléoduc Énergie Est, l'étude réalisée par Antigny (2017) est la seule qui a précisément tenté d'analyser l'acceptabilité sociale reliée au projet de TransCanada, d'autres travaux ne le citant ou mentionnant qu'à titre d'exemple. Si l'auteur soutient que les médias québécois ont dépeint négativement le projet d'oléoduc, ce dernier ne se penche toutefois sur aucune analyse de discours ou de contenu pour le démontrer.

Ce manque précis de connaissances sur le lien entre le projet Énergie Est et l'apport des médias québécois dans sa diffusion dans l'espace public nous confirme ici la pertinence de notre objet de recherche. Nous constatons donc que l'importance de la polémique suscitée par l'initiative pétrolière ne s'est pas transposée au domaine de la recherche, ne serait-ce qu'en dehors de l'intérêt pour le principe d'acceptabilité sociale nommé à répétition dans la couverture. Nous abordons à cet effet ce processus collectif dans la prochaine section.

3.2. L'acceptabilité sociale, un processus pour réguler collectivement le risque environnemental

L'acceptabilité sociale, encore aujourd'hui considérée comme un terme fourre-tout (Batelier 2015), est au cœur des revendications des différentes parties prenantes qui gravitent autour des projets d'exploitation des ressources naturelles. Même si sa définition n'est pas encore consensuelle, elle a fait l'objet de plusieurs réflexions au Québec, notamment au gouvernement. Fortement évoqué dans l'opinion publique lors des années

où le projet Énergie Est faisait couler beaucoup d'encre, nous présentons dans la sous-section qui suit les dynamiques qui articulent ce principe.

3.2.1. L'acceptabilité sociale, une notion qui ne fait pas consensus

Selon Gendron (2014), l'étude du syndrome NIMBY, dont il a été question plus haut, a plafonné; d'une part, les débats autour des risques environnementaux ou humains reliés à des projets industriels sont devenus l'affaire des collectivités, et les modes décisionnels dits unilatéraux ont fait place à des prises de décision concertées. D'après Batelier (2016), ces limites ont ainsi encouragé les chercheurs, dans les deux dernières décennies, à esquisser les prémisses du concept de l'acceptabilité sociale. Ce dernier constate toutefois que le concept d'acceptabilité sociale est loin d'être unanimement défini; il existe une pluralité de significations tant dans les dictionnaires que dans la littérature scientifique, et ce, malgré le fait que « la notion soit devenue la pierre angulaire des discours, arguments et pratiques des parties prenantes aux débats entourant la réponse du public aux grands projets » (p. 3). L'auteur estime que la définition peut varier en raison des parties prenantes et de leurs intérêts, qui proviennent de différents milieux, dont l'État, les industries, les groupes environnementaux, la population ou les organes médiatiques. Roy (2018) écrit que la notion d'acceptabilité sociale, qu'elle soit considérée dans l'élaboration d'un plan stratégique, dans la manifestation des préoccupations ou intérêts des citoyens et des Autochtones, ou encore dans un processus d'évaluation des risques environnementaux comme ceux réalisés par le BAPE, est appréhendée de deux façons dans la littérature scientifique : d'une part comme un processus, d'une autre, comme une finalité. Par exemple, Fortin et Fournis (2013) considèrent l'acceptabilité sociale comme étant un continuum, soit « un processus d'évaluation politique d'un projet mettant en interaction une pluralité d'acteurs impliqués à diverses échelles et à partir duquel se construisent progressivement des arrangements et des règles institutionnels reconnus légitimes » (p. 12). D'un autre côté, Gendron (2014) écrit que l'acceptabilité sociale est en soi une finalité, un résultat, dans la mesure où l'acceptation d'un projet par la population est le fruit d'une réflexion collective, et que l'adhésion des différents groupes à ce processus se

concrétise en fonction des alternatives proposées, qui doivent aller au-delà du compromis social. Autrement, ce résultat équivaldrait au rejet collectif du projet.

En l'absence d'un consensus scientifique clair quant à la définition du concept, Batellier (2016) observe que :

la notion est mobilisée souvent sans définition explicite, sans références théoriques et conceptuelles, autour de valeurs, de finalités et de postulats de départ rarement explicités. Bien qu'évoquée dans les évaluations et décisions de nombreux organismes gouvernementaux au Québec (Bureau d'audiences publiques en environnement, Commission de protection du territoire agricole, Commissaire au développement durable), la notion est rarement définie et demeure absente du cadre législatif et réglementaire québécois et canadien (Batellier, 2016, p. 3).

Dans l'objectif de clarifier les postulats de l'acceptabilité sociale, l'auteur a recensé puis proposé neuf définitions (voir **Error! Reference source not found.**), mettant notamment en confrontation celle de l'Office québécois de la langue française (OQLF), qui stipule que l'acceptabilité sociale est en soit un « ensemble des caractéristiques qui font que l'exploitation d'une ressource naturelle est jugée comme étant potentiellement acceptable par une communauté » (OQLF, 2013, cité dans Batellier, 2016), avec celle du Gouvernement du Québec (2013), qui énonce pour sa part que l'acceptabilité sociale est un « ensemble des jugements collectifs, basés sur les valeurs sociétales, portant sur le bien-fondé d'une politique ou d'un projet de développement pouvant avoir un impact sur les milieux naturel et humain (Gouvernement du Québec, 2013, cité par Batellier, 2016) ». La définition de l'OQLF, qui indique qu'un ensemble de caractéristiques est à considérer pour parvenir à l'acceptabilité sociale, rejoint cette vision de « finalité » évoquée plus haut, alors que la définition du gouvernement québécois, qui articule sa vision de l'acceptabilité sociale autour de « jugements collectifs », rejoint la vision du processus.

Tableau 1 – Exemples de définitions de l’acceptabilité sociale (tiré de Batellier, 2016)

Source (date) – contexte	Définitions proposées
Office québécois de la langue française (consulté en 2013)	Ensemble des caractéristiques qui font que l'exploitation d'une ressource naturelle est jugée comme étant potentiellement acceptable par une communauté.
Gouvernement du Québec – thésaurus gouvernemental en ligne (consulté en 2013)	Ensemble des jugements collectifs, basés sur les valeurs sociétales, portant sur le bien-fondé d'une politique ou d'un projet de développement pouvant avoir un impact sur les milieux naturel et humain.
Wolsink (2012) – énergies renouvelables	Social acceptance is the degree of which a phenomenon is taken by relevant social actors, based on the degree how the phenomenon is (dis)liked by these actors.
Stankey (1996) – forêts	Choix de tolérance issu de ce que la société accepte en termes de conditions environnementales et des pratiques qui seront entreprises afin de maintenir ou de restaurer ces conditions.
Shindler, Brunson et Cheek (2004) – forêts	Acceptability judgments reflect a political perspective and are the product of the interactions between citizens and management organizations over time, reflecting trust levels and beliefs that citizens hold about those responsible for the stewardship of the nation’s resources.
Caron-Malenfant et Conraud (2009) – multisectoriel	Le résultat d’un processus par lequel les parties concernées construisent ensemble les conditions minimales à mettre en place, pour qu’un projet, programme ou politique s’intègre de façon harmonieuse, et à un moment donné, dans son milieu naturel et humain.
Fortin, Fournis et Beaudry (2013) – éolien et gaz de schiste	Processus d’évaluation politique d’un projet mettant en interaction une pluralité d’acteurs impliqués à diverses échelles et à partir duquel se construisent progressivement des arrangements et des règles institutionnels reconnus légitimes, car cohérents avec la vision du territoire et le modèle de développement privilégiés par les acteurs concernés.
Gendron (2014) adapté de Brunson (1996) – multisectoriel	Assentiment de la population à un projet ou à une décision résultant du jugement collectif que ce projet ou cette décision est supérieur aux alternatives connues/imaginables, incluant le statu quo.

Bureau d'audiences
publiques sur
l'environnement (2014, p.
351) – gaz de schiste

L'acceptabilité sociale est un processus collectif et évolutif qui intègre un nombre important d'acteurs locaux et régionaux. Elle se traduirait non pas par l'assentiment général, mais plutôt par un consensus des parties prenantes à travers la consultation et les échanges.

Douglas et Wildavsky (1982) soutiennent que la science et la technologie, auparavant vues comme des sources de confiance et de sécurité, font désormais « l'objet de doute » et de méfiance. Fortin et Fournis (2013) avancent d'ailleurs que la notion d'acceptabilité sociale est de plus en plus jugée comme étant un processus collectif pour réguler socialement le risque, notion qui prend une place de plus en plus considérable dans les sphères politiques, à un point tel qu'un principe de précaution¹¹ fut édicté en 1992 par l'Organisation des Nations Unies (ONU), puis éventuellement intégré aux lois québécoises et canadiennes sur le développement durable.

Selon Roy (2018), la perception du risque, puisqu'intrinsèquement liée à la nature des projets, doit être considérée dans le processus d'acceptabilité sociale quoiqu'en soit sa définition, car :

elle est influencée par les « considérations morales et éthiques » ainsi que les « valeurs » (Stef, Van den Berg, De Groot, 2012). La notion de perception du risque « [...] ne concerne plus uniquement les décideurs ou les experts [...] elle relève non seulement de facteurs quantifiables, mais aussi de la perception de la population » (Gauthier et Simard, 2011; Roy, 2018).

Cette notion du risque, additionnée aux voix de la collectivité contre les projets d'exploitation des ressources naturelles, résonne de plus en plus fort dans les revendications de la population, autant lorsqu'il était question d'Énergie Est que d'autres projets qui l'ont précédé, et qui ont également échoué.

¹¹ Ce principe historique stipule qu'« en cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement ».

L'importance du nombre d'études sur la société et la perception du risque, l'acceptabilité sociale, et le traitement journalistique du risque, témoignent de l'intérêt à porter attention aux impacts qu'ils ont sur la société. Qui plus est, la couverture médiatique de plus en plus importante de tous les types de risques, notamment depuis les années 1960, a favorisé l'idée d'intégrer les acteurs sociaux – et la réflexion quant à leurs positions – dans différentes sphères de gouvernance des entreprises ou des États (Marion, 2019; Yates et Caron, 2012). Pour toutes ces raisons, il s'avère pertinent de se pencher sur le sujet de la couverture médiatique du projet d'oléoduc Énergie Est. La section suivante présente notre approche méthodologique pour répondre à notre question de recherche.

4. MÉTHODOLOGIE

Pour analyser puis dresser le portrait de la couverture médiatique de l'oléoduc Énergie Est, il faut d'abord être au fait de ce qui s'est écrit à son égard. Il est aussi nécessaire de comprendre de quelle façon cette couverture médiatique s'est orchestrée et élaborée, c'est-à-dire, comment, dans les salles de presse, les artisans des médias ont voulu exposer le sujet. Notre recherche s'inscrivant dans un raisonnement hypothético-déductif, c'est-à-dire, cherchant à confirmer nos a priori (Muchielli, 1996), nous avons opté pour une méthodologie mixte; notre volet quantitatif se traduit par l'analyse de contenu d'un corpus de presse, tandis que notre volet qualitatif consiste à mener trois entretiens semi-dirigés avec des journalistes.

Selon les résultats d'une importante recension des écrits couplée d'une enquête effectuées par Johnson, Onwuegbuzie et Turner (2007), est considérée comme « méthode mixte » la combinaison des données quantitatives et qualitatives issues d'une collecte et d'une analyse, menées simultanément ou en séquence (Creswell, 2011). Anadón (2019) écrit que : « [ce type de méthodologie] permet une plus grande amplitude de la recherche ainsi que la corroboration des résultats » (p. 106). Cette méthode nous accorde ainsi un recul nécessaire pour analyser les différents événements marquants de cette affaire, qui a largement été présentée dans l'espace public. Il est pertinent d'examiner, par le prisme d'une méthodologie polyvalente et complète comment toutes les facettes d'un projet d'ampleur comme celui de TransCanada ont été dépeintes par la presse. Dans la section qui suit, nous présentons notre démarche de manière exhaustive.

4.1.Approche quantitative

Nous avons opté, dans un premier temps, pour une approche quantitative reposant sur l'analyse de contenu de presse. Comme suggéré par Bardin (1977) et L'Écuyer (1987), nous avons procédé à notre analyse de contenu par étapes, en débutant d'abord par une

préanalyse, qui se caractérise comme une phase d'organisation et une période d'intuitions. Cette première phase implique en elle-même divers objectifs, dont le choix de notre corpus d'articles de presse, la lecture flottante des éléments de notre corpus, puis l'élaboration de notre grille d'analyse, constituée de 28 variables.

4.1.1. Présentation du corpus de presse analysé

Pour les fins de cette étude, l'étendue de notre analyse de contenu a été restreinte aux trois grands journaux francophones du Québec, soit Le Journal de Montréal, La Presse, et Le Devoir. Nous avons ciblé ces trois quotidiens nationaux puisqu'ils sont les plus lus au Québec¹² (Infopresse, 2018) et qu'ils ont entre autres comme mission de traiter des sujets d'actualité nationale, nous assurant ici que le projet Énergie Est, d'intérêt public pour la population québécoise tout entière, avait été traité dans leurs pages.

Nous avons construit notre corpus au moyen de deux bases de données : Eureka, pour repérer tous les articles reliés aux quotidiens La Presse et Le Devoir, puis la base de données maison du Journal de Montréal, puisque les archives de ce quotidien n'étaient alors pas disponibles sur Eureka ou sur les banques de données de presse tenues par les services de bibliothèque de l'Université de Sherbrooke au moment de construire notre corpus. Nous avons dû contacter le service à la clientèle du Journal pour avoir accès aux archives. En ce qui a trait à la composition de ce corpus d'articles, nous avons utilisé le mot-clé « TransCanada » dans nos paramètres de recherche sur les deux bases de données, afin de regrouper tous les articles concernant la compagnie instigatrice du projet Énergie Est. Nous avons aussi réglé nos paramètres de recherche dans le but de cibler tous les articles écrits entre le 1^{er} décembre 2012 et le 31 décembre 2017.

¹² *Le Journal de Québec* est le 2^e quotidien le plus lu au Québec, mais sa mission est davantage axée sur la couverture de l'actualité régionale de la capitale nationale, de l'est du Québec ainsi que du Saguenay-Lac-Saint-Jean, contrairement aux trois journaux ciblés pour cette recherche (Journal de Québec, 2017)

Notre corpus documentaire était donc, au départ, constitué de 919 articles de presse. Nous avons cependant rejeté le seul article datant de 2012 qui faisait référence à TransCanada, mais qui ne traitait aucunement du projet Énergie Est. En raison de limites temporelles et des objectifs de la recherche, nous avons limité l'analyse de contenu à une portion du corpus traitant des enjeux du projet jusqu'au mois de février 2015. Cette décision s'explique d'une part en raison de la présentation de nos résultats préliminaires au colloque Petrocultures, à Glasgow, en Écosse, qui avait lieu en août 2018, quelques semaines après avoir assemblé notre échantillon d'articles.

Notre décision s'appuie également sur les faits entourant l'évolution du projet Énergie Est; vers la fin du mois de février 2015, la pétrolière TransCanada a laissé entendre dans l'espace public que son projet de terminal méthanier à Cacouna pourrait être avorté et être plutôt envisagé au Nouveau-Brunswick. L'annulation a officiellement été annoncée en avril suivant, et la compagnie albertaine a renoncé définitivement à construire ce port au Québec en novembre 2015 (Pineault, 2016). Ce revirement constituait pour nous une étape majeure dans la lignée des événements concernant l'oléoduc Énergie Est, et ainsi, un point d'arrêt pertinent dans notre analyse documentaire.

Nous avons donc assemblé et analysé un corpus final de 342 articles, dont 106 du Journal de Montréal, une proportion de 30,9% de notre corpus, 104 textes du quotidien La Presse, soit 30,4% de l'échantillon, et finalement, 132 textes du journal Le Devoir, une proportion de 38,6% de notre corpus initial (voir **Figure 1** – Nombre d'articles analysés selon le quotidien). Il s'agit d'articles factuels, de reportages, de dossiers thématiques, de chroniques, d'éditoriaux ou de textes issus du courrier des lecteurs, écrits et publiés entre l'année 2013 et la fin du mois de février 2015, sur tout ce qui a concerné l'initiative d'oléoduc Énergie Est de TransCanada.

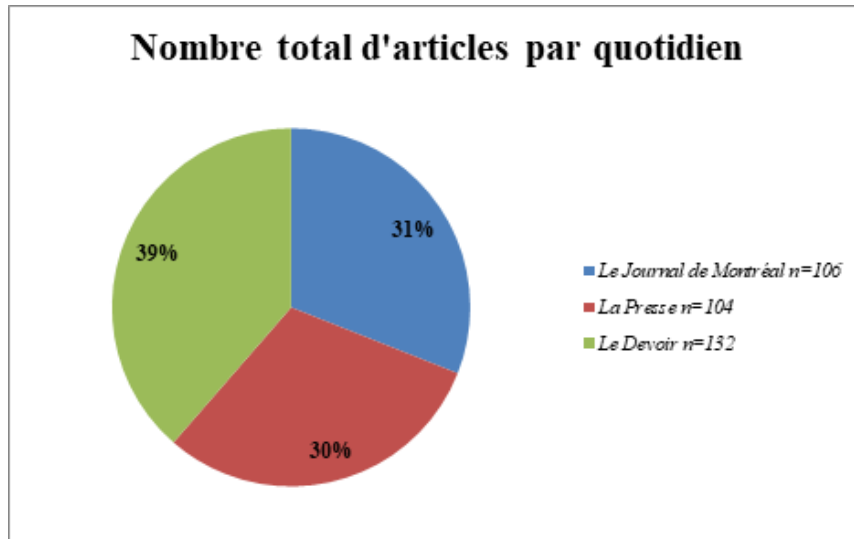


Figure 1 – Nombre d'articles analysés selon le quotidien

Pour analyser ce corpus documentaire, nous avons utilisé une grille de codage que nous avons construite en nous inspirant de celle élaborée par les chercheurs Olivier Champagne-Poirier, Marie-Eve Carignan, Marc D. David, et Tracey O’Sullivan, pour la recherche « Understanding and Quantifying: A Mixed-Method Study on the Journalistic Coverage of Canadian Disasters », financée par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada. Après une première lecture flottante des articles et une analyse inductive de ceux-ci, à l’aide d’un journal de bord, nous avons dû modifier quelques-unes des variables de la version originale de la grille, qui, pour la recherche citée, étaient davantage adaptées à un contexte de crise. Nous les avons donc modifiées pour qu’elles puissent se prêter au contexte spécifique d’un projet pétrolier comme celui qui était mené par TransCanada. Nous avons également retiré des variables de la grille originale qui se prêtaient moins à l’objet de notre recherche, telles que « Vulnérabilité du lieu », « Acteurs – victimes du désastre », « Acteurs – équipe de secours », etc. Nous avons ainsi ajouté des variables plus appropriées, par exemple « Vulnérabilité primaire ou secondaire », « Acteurs – Organisation de TransCanada », « Acteurs – Économie » ou encore « Acteur – Opposants au projet » (voir ANNEXE I Présentation des indicateurs de la grille d’analyse). Ce faisant, il s’agit, selon nous, d’une

technique de codage innovante dans la mesure où cette nouvelle grille, en plus de nous donner accès à un outil détaillé, complet et adapté pour notre sujet de recherche, nous permettait d'effectuer une analyse exhaustive d'un imposant corpus de plus de 300 articles. Qui plus est, en adaptant la grille d'analyse d'un autre projet de recherche, nous établissons sa pertinence et la possibilité qu'elle puisse être utilisée dans d'autres contextes d'études ou d'autres recherches.

Les 342 articles de presse de notre échantillon ont donc tous été étudiés et analysés grâce aux paramètres de notre grille d'analyse, associée au logiciel d'analyse quantitative SPSS. Il nous apparaissait pertinent de résumer quelques-unes des informations générales que nous avons relevées quant à la quantité d'articles de notre corpus, aux années où ceux-ci ont été publiés, aux rubriques ou thématiques auxquelles ils ont été associés, aux journalistes ayant été le plus mandatés pour traiter du sujet Énergie Est, etc., toujours en phase avec nos objectifs de recherche, soit d'établir comment le projet pétrolier de TransCanada a été médiatiquement couvert, et ce, par les trois quotidiens francophones principaux du Québec.

4.1.2. Présentation des indicateurs de la grille d'analyse

Les variables qui constituent la grille d'analyse quantitative que nous avons construite ont différentes vocations. Sept d'entre elles servent à l'identification générale des articles de presse (ex. nom du journal, nom du journaliste, thème de l'article, etc.). Deux variables concernent les différents types de vulnérabilités évoquées dans les textes du corpus (ex. vulnérabilités environnementales, techniques, économiques, etc.), tandis que neuf variables examinent les différents acteurs autour du projet, c'est-à-dire les parties prenantes ou les intervenants cités ou mentionnés dans les articles (ex. élus politiques, groupes d'opposition, citoyens, experts, etc.). Les dix autres variables de la grille analysent les pratiques journalistiques mises de l'avant dans les articles de presse, comme, par exemple, le choix des sujets, l'angle de traitement, l'intention journalistique, les procédés d'écriture et les solutions mises de l'avant. Une description exhaustive de chacun

de nos 28 indicateurs et de leurs valeurs respectives est présentée à l'ANNEXE I Présentation des indicateurs de la grille d'analyse.

Malgré l'ampleur des résultats pouvant émerger de notre analyse quantitative, en raison de l'importante quantité d'articles de presse à l'étude et des nombreux paramètres de notre grille, il existe certaines limites à notre analyse de contenu. En effet, selon Bonneville, Grosjean et Lagacé (2007), bien que cette technique offre plusieurs possibilités de croisements des variables, et ainsi, de nombreuses possibilités d'interprétations, les résultats qui en découlent « ne devraient pas porter au-delà du contenu analysé » (p. 104). En ce sens, les interprétations tirées de nos données quantitatives sont adéquates pour brosser un portrait général de la couverture du projet Énergie Est, mais ne captent pas le contexte du traitement donné par les journalistes, ni son contexte de production. Pour ces raisons, nous complétons notre démarche méthodologique avec un volet qualitatif, dont les tenants et aboutissants sont présentés dans la section suivante.

4.2. Approche qualitative

En complément aux constats préliminaires de notre recherche, résultant de l'analyse de presse, nous souhaitons réaliser des entretiens de recherche avec des journalistes d'information qui ont couvert le sujet. Il était pertinent pour cette recherche d'ajouter à nos observations les contextes professionnels desquels sont issus les travailleurs de l'information qui ont contribué à la couverture médiatique du projet Énergie Est, et d'en faire l'analyse.

L'avantage que nous tirons des entretiens semi-dirigés est qu'ils permettent de tenir une conversation encadrée et, simultanément, offrent la possibilité pour la personne interrogée d'aborder par elle-même d'autres dimensions du sujet (Bonneville, Grosjean et Lagacé, 2007; Savoie-Zajc, 2009). La grille d'entrevue qui nous a permis de recueillir les propos de trois journalistes a été construite en fonction de « certains constats ou certaines intuitions ou hypothèses » (Deschenaux et Bourdon, 2007, p. 8), toujours dans l'optique d'un raisonnement hypothético-déductif. De ce fait, les grands thèmes qui constituent

cette grille s’inspirent entre autres des résultats issus de notre analyse quantitative, comme, par exemple, les résultats reliés au recours à certains intervenants. D’autres thèmes de cette grille d’entretiens ont été déterminés à partir d’éléments qui demeuraient inconnus malgré l’analyse quantitative des articles de presse, comme les choix éditoriaux, les contraintes de travail, l’expérience journalistique et la perception de la couverture d’Énergie Est. Notre grille, présentant en détail les questions et sous-questions énumérées dans nos entretiens, se trouve à l’

ANNEXE II.

Tel que l’exige la Politique en matière d’éthique de la recherche avec des êtres humains de l’Université de Sherbrooke, le contenu et le déroulement prévus de nos entretiens semi-dirigés ont d’abord fait l’objet d’un examen éthique (voir la certification éthique en ANNEXE III).

Nous avons, par la suite, ciblé trois professionnels de l’information pour participer à nos entretiens semi-dirigés¹³. Les trois personnes sélectionnées ont été journalistes au moment de la couverture médiatique du projet d’oléoduc Énergie Est de TransCanada, dont un au Journal de Montréal, un à La Presse et un au Devoir, et ont toutes rédigé plusieurs articles issus de l’échantillon analysé.

¹³ Dans le contexte socio-sanitaire engendré par la pandémie de COVID-19, les entretiens ont été réalisés à distance, par téléphone ou par Skype.

Répondant 1 : L'entretien avec le journaliste 1 a été réalisé le 11 mars 2020 par téléphone.

Répondant 2 : L'entretien avec le journaliste 2 a été réalisé le 25 mars 2020 par l'entremise de la plateforme virtuelle Skype.

Répondant 3 : L'entretien avec le journaliste 3 a été réalisé le 26 mars 2020, par l'entremise de la plateforme virtuelle par Skype.

Dans le but de préserver l'anonymat des personnes interrogées, nous leur avons attribué un numéro en fonction de l'ordre où les entretiens ont été réalisés. De même, nous n'avons pas associé les journalistes avec le quotidien pour lequel ils ont travaillé, ou pour lequel ils travaillent encore. Le genre masculin est aussi emprunté pour des raisons de confidentialité.

L'objectif de ces entretiens est de dégager le sens que les journalistes associent à leur couverture respective du projet d'oléoduc et à la couverture globale offerte par les médias québécois. Ainsi, ces discussions donnent « un accès direct au vécu et à l'expérience des individus » (Carignan, 2014; Savoie-Zajc, 2003). Toutefois, le contexte dans lequel ces entretiens sont menés peut avoir un effet sur la qualité des réponses données par les participants (Demers, 2012). En ce sens, considérant que les entretiens ont été réalisés par téléphone ou par l'entremise de Skype, et non en vis-à-vis, cela peut avoir influencé négativement la création d'un lien de confiance entre le chercheur et les personnes interviewées. Pour pallier la rencontre physique, nous nous sommes assurés de mener des entretiens approfondis, d'une durée d'environ 45 minutes à une heure, permettant au participant de s'exprimer sans se sentir contraint par le temps, contribuant par le fait même à l'instauration d'un lien avec le chercheur.

Lors du déroulement de nos entretiens, des thèmes supplémentaires ont parfois émergé selon la tournure des discussions. Ont notamment été abordées les frustrations que certains journalistes de médias régionaux peuvent vivre quand des journalistes de quotidiens ou médias nationaux arrivent dans un secteur donné pour couvrir une question d'intérêt

national, comme l'a été, par exemple, le forage dans le fleuve Saint-Laurent, à la hauteur de la municipalité de Cacouna, dans le Bas-Saint-Laurent. Certains journalistes ont également voulu aborder la question des événements de Lac-Mégantic, qui sont survenus quelques semaines avant l'annonce officielle de la mise en branle du projet Énergie Est.

Lorsque nous avons terminé les entretiens semi-dirigés prévus pour cette recherche, nous avons procédé à leur retranscription, puisque les données brutes émergeant de ces discussions « ne sont pas immédiatement accessibles à l'analyse [et] doivent être traitées afin de faire ressortir les résultats de recherche » (Bonneville, Grosjean et Lagacé, 2007). Étant donné que le but derrière l'analyse qualitative est de générer du sens à partir des données préalablement classées et synthétisées de façon inductive (Giroux, 2003), nous avons, une fois les entrevues retranscrites, procédé à la création de différentes catégories de thèmes « telles qu'elles émerg[ai]ent des données » (Tesch, 1990, p, 113). En fonction de cette classification, nous avons réalisé l'analyse thématique de chaque entretien à l'aide du logiciel d'analyse Nvivo. L'ensemble des propos recueillis lors de nos entretiens de recherche ont fait l'objet d'un codage selon quatre thèmes principaux qui se sont révélés lors des discussions : 1) la notion du risque, 2) les pratiques journalistiques, 3) la perception de la couverture médiatique d'Énergie Est et 4) le rôle des médias. Cette opération a permis de voir quels thèmes ont été les plus associés aux portions d'entretiens codées, une étape nommée « condensation des données » par Miles et Huberman (2003). Nous avons ainsi ciblé les éléments ayant un lien fort avec notre problématique et répondant à nos hypothèses de recherche formulées dans le chapitre dédié à cet effet.

Les résultats de notre double stratégie méthodologique sont présentés dans le chapitre qui suit.

5. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Nous présentons dans ce chapitre les résultats reliés aux deux démarches méthodologiques de cette recherche, quantitative dans un premier temps et qualitative dans un second. Nous exposons d’abord les résultats issus de notre analyse de contenu, puis nous mettrons en lumière les résultats provenant de l’analyse de nos entretiens semi-dirigés réalisés avec des professionnels de l’information. Ces données ont été examinées en rapport à nos objectifs de recherche et nous présentons ici notre interprétation des résultats obtenus.

5.1. Présentation des résultats de l’analyse de contenu

S’appuyant sur un corpus de 342 articles journalistiques tirés des quotidiens québécois *Le Journal de Montréal*, *La Presse* et *Le Devoir*, et effectuée à partir d’une grille d’analyse paramétrée par 28 variables principales – et 110 valeurs associées –, notre analyse de contenu, réalisée à l’aide du logiciel SPSS, a fait ressortir pas moins de 9234 données brutes. En raison de l’ampleur de ces données, il nous a été impossible de nous attarder à chacune d’elles dans le cadre de ce chapitre. Nous nous concentrons donc sur les résultats les plus évocateurs à l’égard de notre question de recherche. Ces résultats quantitatifs ont été analysés à partir de 12 des 28 variables de notre grille d’analyse, regroupées ici sous quatre différents thèmes que nous avons rattachés au traitement journalistique du projet

de TransCanada : 1) les enjeux et les risques, 2) l'angle et le traitement journalistique, 3) les acteurs interrogés et 4) les journalistes ayant couvert le projet Énergie Est.

5.1.1. Les risques d'un projet d'exploitation des ressources naturelles mis en lumière par les médias

Dans la prochaine sous-section, nous montrons comment nos résultats quantitatifs dévoilent la place du risque environnemental dans les articles journalistiques analysés et comment ceux-ci sont posés dans l'espace public sans être solutionnés (Sicard, 1997).

5.1.1.1. L'environnement comme fil conducteur

Plusieurs vulnérabilités de santé et de sécurité par rapport à la réalisation du projet Énergie Est ont été abordées par la presse entre 2012 et 2017. Le risque, évoqué sous différentes formes, est au cœur des contenus journalistiques qui ont été analysés. Ici, la variable « Vulnérabilité principale soulevée dans l'article » a été utilisée dans la grille d'analyse pour observer quels risques potentiels du projet de TransCanada étaient mis de l'avant. Il est possible de constater à quel point la vulnérabilité environnementale du projet est centrale dans le traitement médiatique des trois journaux à l'étude lorsqu'on observe les résultats globaux.

La vulnérabilité principale la plus souvent soulevée dans les articles analysés est la vulnérabilité environnementale, qui apparaît dans 196 des 342 articles analysés (57,3%), soit plus de la moitié du corpus. Comme démontré dans le Tableau 2, cette vulnérabilité est également la plus présente dans chacun des journaux à l'étude. Ceci peut s'expliquer, entre autres, par le contexte dans lequel l'annonce officielle du projet Énergie Est s'est faite, en août 2013, à peine quelques semaines après que la tragédie de Lac-Mégantic soit survenue.

Tableau 2 – Vulnérabilité principale soulevée dans l'article

Vulnérabilité principale soulevée dans l'article	Journal de Montréal	La Presse	Le Devoir	Total tous quotidiens confondus	%
Environnementale	50	61	85	196	57,3%
Non-applicable	29	23	34	86	25,2%
Économique	22	18	9	49	14,3%
Sécurité civile	4	0	3	7	2,1%
Technique	1	2	1	4	1,7%
Total des articles (n)	106	104	132	342	100%

Cette vulnérabilité est mise en lumière lorsqu'on parle de l'atteinte dite « directe » à la biodiversité, par exemple dans le cas où un déversement de pétrole surviendrait (Desplanques, 2015), ou de la fragilité d'un écosystème pour des espèces menacées, telles que le sont désormais les bélugas (Bourgault-Côté, 2014). À titre d'exemple, dans l'article intitulé « Un oléoduc aussi polluant que sept millions d'autos », paru dans Le Journal de Montréal, la vulnérabilité environnementale mise de l'avant est la pollution atmosphérique engendrée par oléoduc comme celui d'Énergie Est. La première portion de ce texte illustre les potentiels impacts environnementaux du projet, en expliquant que l'oléoduc « pourrait générer autant de pollution que sept millions de voitures », alors que le Québec comptait, au moment où l'article fut écrit, « 4,4 millions d'automobiles en circulation » (Desplanques, 2014).

Le Journal de Montréal est le quotidien qui, après la question de la vulnérabilité environnementale, a davantage mis l'accent sur les risques économiques, soit la « vulnérabilité économique » d'aller de l'avant ou non avec l'oléoduc Énergie Est, avec 22 articles sur 106 (20,8%).

5.1.1.2. Les solutions peu mises de l'avant

Les journalistes rapportent les problématiques, mais peuvent également mettre de l'avant des alternatives. Il en est justement question dans cette tendance grandissante appelée « journalisme de solutions », de plus en plus valorisée pour sa façon de pointer vers des alternatives à des enjeux donnés, plutôt que de pointer vers des constats pouvant être inquiétants ou alarmants, sans suggérer de moyens ou de mesures pour y remédier (Amiel, 2017; Montpetit, 2020).

Dans le cadre de notre analyse, la variable « Solutions proposées » fait état de la présence ou de l'absence d'initiatives, de solutions, d'alternatives, de mesures ou de moyens, mentionnés, cités ou proposés par les auteurs des textes de notre corpus. Ces « solutions » pouvaient être suggérées tant dans l'optique « pro-Énergie Est » que dans l'optique « anti-Énergie Est ». Dans le cas du projet Énergie Est, cela pourrait notamment se traduire par le traitement médiatique de solutions comme aller de l'avant avec le projet, soumettre le projet à un processus d'évaluation environnementale, opter pour autre méthode de transport du pétrole, réviser les normes et mesures préventives, entreprendre des actions légales, entreprendre des actions législatives, ou encore, abandonner le projet.

Des solutions ou alternatives proposées et reliées au projet d'oléoduc de TransCanada sont citées ou mentionnées dans 26,9% des articles (n=92). Dans plus de 73% des articles (n=250), aucune solution n'est mise en lumière (voir Figure 2 – Solutions proposées dans l'article).

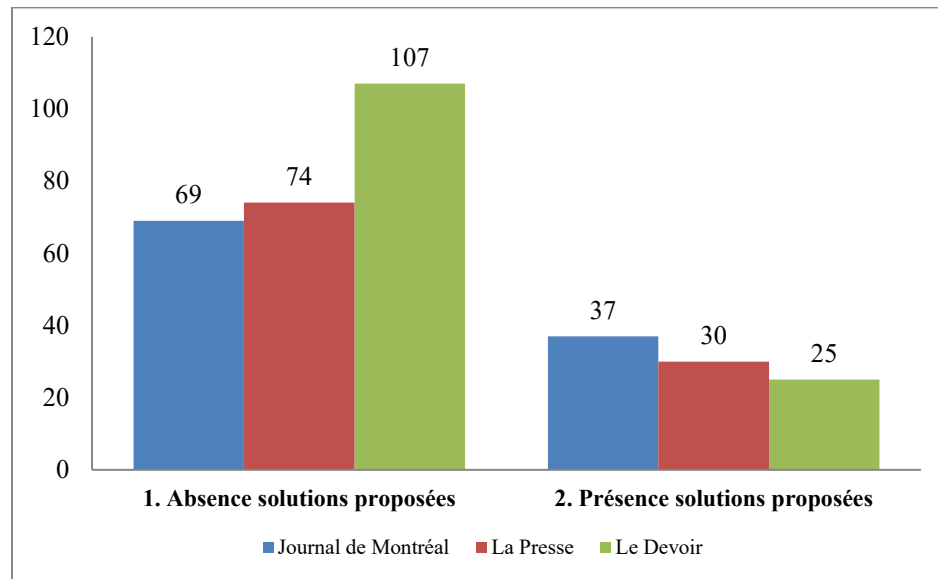


Figure 2 – Solutions proposées dans l'article

Ainsi, les enjeux environnementaux sont posés dans l'espace public sans être « solutionnés » (Sicard, 1997). Dans la prochaine section, nous verrons comment la perspective des vulnérabilités environnementales d'Énergie Est évoquées dans la presse a pu être renforcée par le choix des sujets et l'angle de traitement des contenus.

5.1.2. *L'angle et le traitement journalistique*

Nous aborderons dans cette section les sujets principaux et secondaires des articles analysés et leur angle de traitement.

5.1.2.1. *Les enjeux environnementaux et la gouvernance : au cœur de la couverture*

De manière globale, en considérant l'ensemble du corpus de la recherche, tout comme pour les vulnérabilités, nos résultats démontrent que le sujet principal le plus récurrent des articles analysés concerne les enjeux environnementaux liés à Énergie Est (voir Tableau 3 – Sujet principal de l'article).

Tableau 3 – Sujet principal de l'article

Sujet principal de l'article	Journal de Montréal	La Presse	Le Devoir	Total tous quotidiens confondus	%
Enjeux environnementaux du projet	39	33	37	109	31,9%
Gouvernance	22	20	41	83	24,3%
Enjeux économiques du projet	19	17	5	41	12,0%
Non-applicable	11	14	9	34	9,9%
Relations publiques et communications de TransCanada	9	5	15	29	8,5%
Processus participatif	1	7	10	18	5,3%
Projets énergétiques ou d'exploitation des ressources naturelles autres qu'Énergie Est	1	3	8	12	3,5%
Procédures judiciaires en lien avec le projet	2	1	6	9	2,6%
Enjeux techniques du projet	2	2	1	5	1,5%
Enjeux sociaux du projet	0	2	0	2	0,6%
Projets énergétiques ou d'exploitation des ressources naturelles autres qu'Énergie Est	0	0	0	0	0,0%
Total des articles (n)	106	104	132	342	100,0%

109 des 342 articles du corpus évoquent les enjeux liés à l'environnement (31,9 %) et leur font une plus grande place que tout autre sujet. Les trois quotidiens ont mis les enjeux environnementaux comme sujet principal dans une proportion presque égale de textes; 39 sur 106 (36,8%) dans Le Journal de Montréal, 33 sur 104 (31,7%) dans La Presse, et 37 sur 132 (28%) dans Le Devoir.

Le deuxième sujet principal du corpus analysé, tel qu'illustré dans le Tableau 3 – Sujet principal de l'article, est celui associé aux enjeux de gouvernance. Ce dernier compte 83 articles sur 342 (24,3%). Si Le Journal de Montréal en présente 22 sur 106 (20,8%) et La Presse, 20 sur 104 (19,2%), Le Devoir en compte près du double, avec 41 articles sur 132 (31,1%) pour la même période. Il est intéressant de remarquer l'importance que Le Devoir accorde ici à l'aspect politique d'un projet énergétique d'ampleur par rapport aux deux autres journaux, soulevant, tel que mentionné précédemment, les vulnérabilités environnementales d'une part, mais en ne pointant pas exclusivement ces risques, et en ouvrant le traitement médiatique sur l'importance de faire réagir les acteurs de la sphère

politique. Par exemple, Le Devoir rappelle la responsabilité des dirigeants en matière d’exploitation des ressources naturelles, comme c’est le cas dans l’article « L’“Énergie” inquiète les environnementalistes », signé par Alexandre Shields. Soulignant la décision du gouvernement Couillard d’inclure “la lutte aux changements climatiques” au titre officiel du ministre du Développement durable et de l’Environnement », le journaliste a ajouté dans la couverture que le Parti libéral se montrait « très favorable aux énergies fossiles », ajoutant que « plusieurs voient dans l’ajout du terme “énergie” un synonyme de “pétrole” » (Shields, 2014).

Les résultats qui concernent la variable « Sujet secondaire », tels qu’illustrés dans le Tableau 4 – Sujet secondaire de l'article, démontrent que les enjeux environnementaux sont encore une fois à l’avant-plan, et cela s’illustre parmi 130 articles sur les 342 articles analysés (38%). C’est le cas dans 63 articles des 132 articles du Devoir (47,7%), soit un peu plus du double du Journal de Montréal, avec 30 articles sur 106 (28,3%), et dans 37 des 104 textes (35,6%) de La Presse.

Tableau 4 – Sujet secondaire de l'article

Sujet secondaire de l'article	Journal de Montréal	La Presse	Le Devoir	Total tous quotidiens confondus	%
Enjeux environnementaux du projet	30	37	63	130	38,0%
Non-applicable (ou pas de sujet secondaire)	37	20	34	91	26,6%
Enjeux économiques du projet	14	12	6	32	9,4%
Processus participatif	4	15	8	27	7,9%
Gouvernance	11	3	8	22	6,4%
Enjeux techniques du projet	4	2	7	13	3,8%
Relations publiques et communications de TransCanada	3	6	2	11	3,2%
Projets énergétiques ou d'exploitation des ressources naturelles autres qu'Énergie Est	1	6	4	11	3,2%
Enjeux sociaux du projet	1	2	0	3	0,9%
Procédures judiciaires en lien avec le projet	0	1	0	1	0,3%
Projets énergétiques ou d'exploitation des ressources naturelles autres qu'Énergie Est	1	0	0	1	0,3%
Total des articles (n)	106	104	132	341	100,0%

Si les enjeux environnementaux sont ceux qui sont les plus souvent abordés comme sujet principal d'un article (31,9%), et qu'ils sont également les plus souvent abordés comme sujet secondaire, c'est donc que nous avons codé des contenus qui abordaient deux sujets liés à l'environnement dans un même article. À titre d'exemple, un article du Journal de Montréal a pour sujet principal la nécessité du gouvernement Marois de réaliser une évaluation environnementale pour deux initiatives pétrolières, soit l'inversion du flux de la canalisation 9B d'Enbridge et le projet Énergie Est de TransCanada et pour sujet secondaire que la province de Québec en récolterait les impacts environnementaux.

5.1.2.2. Une perspective négative des facettes d'Énergie Est

Un angle de traitement journalistique est une pratique de « prérationalisation, un acte premier par lequel l'observateur va décider d'isoler, dans l'étendue et la confusion du réel, une gamme d'aspects » (Ruellan, 2006, p. 373). C'est la voie qui sera empruntée par un journaliste ou un rédacteur en chef pour traiter d'un sujet, qui comporte généralement de multiples facettes. Mais, toujours selon Ruellan, « l'angle n'est pas aisément repérable parce qu'il n'est pas signifié explicitement, il faut le déduire de la lecture des articles » (2006, p. 373).

Pour cette recherche, la variable « Angle de traitement principal de l'article » permettait d'observer cette « voie empruntée » par les auteurs des textes, celle qui menait vers un traitement positif, négatif ou neutre, du sujet qui était couvert. Les sujets ayant un angle positif pointaient soit vers l'absence ou la quasi-absence des risques environnementaux, économiques, techniques, ou encore en matière de sécurité civile, mettaient entre autres en lumière les succès de toutes sortes, liés à l'exploitation des ressources naturelles, ou encore, émettaient des critiques constructives envers le projet d'oléoduc de TransCanada. En contrepartie, les sujets considérés comme étant négatifs pointaient quant à eux vers la présence ou l'omniprésence des risques environnementaux, économiques, techniques, ou en matière de sécurité civile, mettaient en lumière les ratés de toutes sortes, liés à l'exploitation des ressources naturelles, ou émettaient des critiques sévères. Était codée la

valeur « Neutre » si l'utilisation de qualificatifs, d'adjectifs, de tons, ou de discours était en majorité neutre, en apparence dénuée de subjectivité, présentant des faits et des données de toute sorte dans une perspective de rapporter l'information de manière objective et balancée.

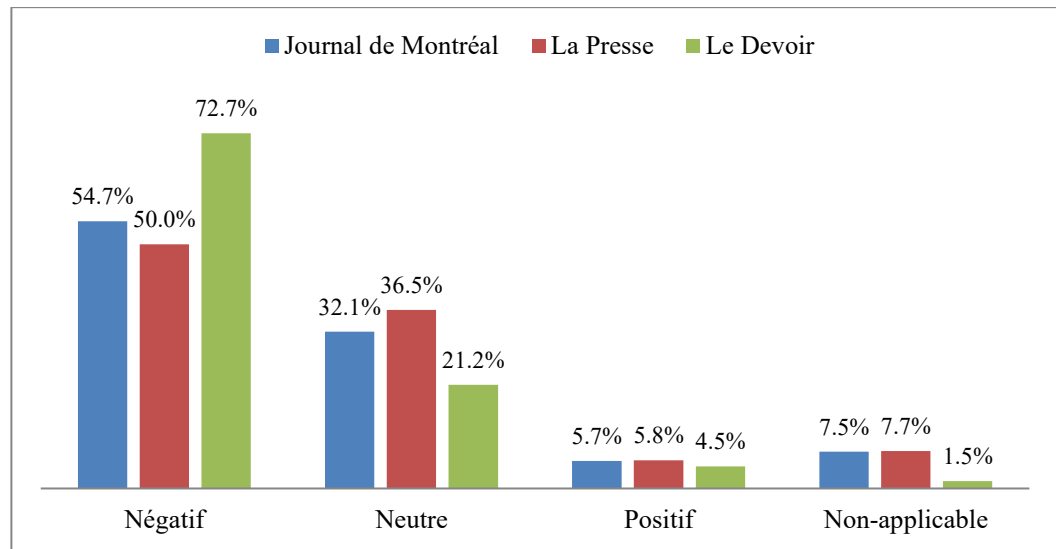


Figure 3 – Angle de traitement principal de l'article selon le quotidien

De manière globale, les résultats de notre analyse (Figure 3) pointent une large proportion d'articles du corpus ayant un angle « Négatif ». C'est le cas pour 206 textes sur 342 (60,2%), c'est-à-dire plus de la moitié des contenus journalistiques analysés. Si, dans l'ensemble du corpus, les articles codés avec la valeur « Positif » sont minoritaires avec 18 articles sur 342 (5,3%), la place des textes considérés comme étant associés à la valeur « Neutre » est toutefois importante, avec 100 articles sur 342 (29,2%). Cela est cohérent si l'on considère que le principe de neutralité journalistique se base entre autres sur le fait « qu'un journaliste ne doit pas montrer de parti pris » (Desrochers, 2016, p. 17). La valeur « non-applicable » a été codée dans le cas où l'article était très court, telle une brève.

Par ailleurs, 96 articles sur 132 (72,7%) du Devoir sont codés comme présentant un angle « Négatif ». Ce quotidien présente une plus grande proportion de textes connotés négativement que celle de ses deux concurrents, qui eux, présentent une part de textes «

« négatifs » quasi équivalente; 58 sur 106 pour Le Journal de Montréal (54,7%) et 52 sur 104 pour La Presse (50%). Le Devoir est également le journal qui a le moins d'articles associés à la valeur « Neutre » du corpus, avec 28 sur 132 (21,2%).

5.1.2.3. La mince ligne entre informer et dénoncer

Nous avons également analysé l'intention derrière le discours des auteurs des articles étudiés avec la variable « Intention principale de l'article ».

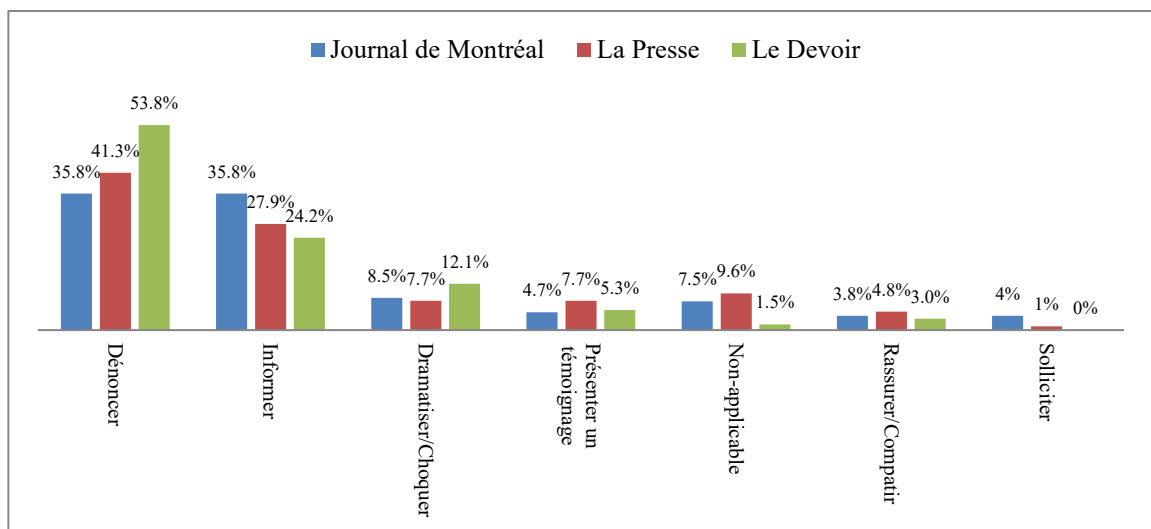


Figure 4 – Intention principale de l'article

Les résultats de l'analyse de cette variable démontrent, pour l'ensemble de notre corpus, qu'un plus grand nombre d'articles présente comme intention principale celle de « Dénoncer », avec 152 articles sur 342 (44,4%), ayant comme ambition, qu'elle soit consciente ou non, de faire valoir des informations avec une pointe d'accusation, de mettre au grand jour des nouvelles dignes d'intérêt public (voir Figure 4). Les nouvelles associées à la variable « Dénoncer » sont ici exposées dans un souci de « prévenir » la population sur tout angle négatif concernant le projet Énergie Est.

En guise d'exemple, un article du corpus datant du 10 septembre 2014, tiré du Devoir, démontre cette intention : « La meilleure manière d'étourdir des citoyens, c'est encore de traiter un dossier en pièces détachées. C'est le processus à l'œuvre pour l'oléoduc Énergie

Est, qui va traverser le Québec jusqu'à Cacouna en passant à travers des zones extrêmement sensibles » (Boileau, 2014). Dans son éditorial, la journaliste utilise des faits, notamment en ce qui a trait à l'augmentation des wagons de pétrole sur les rails du pays, arguant que 500 wagons de pétrole brut circulaient au Canada en 2009, par rapport à 160 000 en 2013, puis aux 510 000 prévus en 2016. Toutefois, l'auteure emploie davantage de termes connotés négativement ou de phrases dénonçant la mise en place de l'oléoduc Énergie Est que de propos favorables à son égard : « À l'heure où toutes les lumières sont au rouge face à la croissance des gaz à effet de serre [...] le Québec est en train de se faire passer un pipeline sans trop réagir » (Boileau, 2014).

Les résultats en lien avec la valeur « Dénoncer » sont largement plus élevés au journal Le Devoir, avec 71 articles sur 132 (53,8%), tandis que La Presse en présente 43 sur 104 (41,3%). Les résultats démontrent que Le Journal de Montréal se tient aussi près d'une intention principale d'« Informer », que celle de « Dénoncer », avec, pour chacune des valeurs, 38 articles sur 106 (35,8%).

La Presse et Le Journal de Montréal dénombrent peu d'articles associés à la valeur « Dramatiser/choquer », soit 8 articles sur 104 (7,7%) pour le premier journal, et 9 sur 106 (8,5%) pour le deuxième. Environ le double de textes, soit 16 sur 132 (12,1%), a été recensé du côté du Devoir pour cette même valeur.

5.1.2.4. L'utilisation de faits pour expliquer les composantes d'un projet complexe

L'analyse de la variable « Procédé principal dans la description du projet » permet de constater que les articles étudiés respectent globalement une relative objectivité, notion au cœur des principes d'éthique journalistique. En effet, si « [ê]tre objectif en journalisme, c'est la capacité supposée de rapporter des faits tels qu'ils se produisent » (Gauthier, 1991), les résultats liés à la valeur « Utilisation de données factuelles » (voir Tableau 5 – Procédé principal dans la description du projet) montrent que les faits, même s'ils sont utilisés pour pointer de potentiels risques ou impacts environnementaux du projet pétrolier,

demeurent centraux dans la couverture analysée, avec 173 textes 342 (50,6%). Si la mise en valeur des faits est prééminente dans les articles analysés, elle est suivie par la valeur « Utilisation d’adjectifs négatifs », avec un total de 88 textes sur 342 (25,7%).

Tableau 5 – Procédé principal dans la description du projet

Procédé principal dans la description du projet	Journal de Montréal	La Presse	Le Devoir	Total tous quotidiens confondus	%
Utilisation de données factuelles	35	53	85	173	50,6%
Utilisation d'adjectifs négatifs	39	25	24	88	25,7%
Non-applicable	18	11	3	32	9,4%
Utilisation du deuxième degré (métaphore, métonymie)	9	9	9	27	7,9%
Comparaison à d'autres projets énergétiques ou d'exploitation des ressources naturelles	1	6	11	18	5,3%
Utilisation de la personnification	4	0	0	4	1,2%
Total des articles (n)	106	104	132	342	100,0%

Bien que les auteurs des contenus à l’étude aient fait valoir des données factuelles dans une majorité des articles, la présence d’adjectifs négatifs demeure importante dans 39 des 106 textes (36,8%) associés au Journal de Montréal, dans 25 sur 104 (24%) dans le cas de La Presse, puis dans 24 sur 132 (18,2%) en ce qui a trait au Devoir. À titre d’exemple, l’utilisation d’adjectifs négatifs s’illustre à plusieurs endroits dans un texte du Journal de Montréal où la journaliste soutient que des organismes environnementaux entrevoient « une sombre année 2014 pour les baleines en eaux canadiennes, en raison de deux projets pétroliers », dont Énergie Est de TransCanada. Elle cite les propos tenus par le Fonds mondial pour la nature (WWF), prévenant les lecteurs des effets néfastes du pétrole sur l’écosystème : « Imaginez du bitume dilué se répandant sur des centaines de kilomètres de rivage jusqu’au fond des baies et des fjords, semant la mort au sein d’espèces marines en voie de rétablissement » (Desplanques, 2013).

On dénote que 27 des 342 articles (7,9%) à l’étude utilisent le deuxième degré – qu’on parle de l’utilisation de métaphores ou de métonymies – comme procédé principal dans la description du projet Énergie Est. C’est le cas dans 9 articles pour chacun des quotidiens

à l'étude. À titre d'exemple, dans un article de La Presse, l'auteur emploie la métonymie, nommément lorsqu'il réfère aux projets pétroliers Northern Gateway et Keystone XL, tous deux mis en pause : « Au sud, les États-Unis font la sourde oreille au projet Keystone XL » (Vailles, 2014). Aussi, le journaliste utilise la métaphore du ballon qui risque d'éclater s'il est trop rempli. La comparaison à d'autres projets énergétiques ou d'exploitation des ressources naturelles a été codée pour 18 articles sur 342 (5,3%). Cette valeur était codée lorsqu'un texte citait d'autres projets industriels (réalisés ou abandonnés), que ce soit pour en faire valoir les avantages ou les inconvénients en matière d'environnement, d'économie, de sécurité ou de technologie. Cette valeur a été répertoriée dans 11 des 132 (8,3%) contenus associés au journal Le Devoir. À titre d'exemple, un article de ce journal met le projet d'oléoduc Northern Gateway d'Enbridge à l'avant-plan. L'auteur y compare les dédales au travers desquels Enbridge doit passer pour tenter de faire aboutir son projet, alors que, selon le journaliste, TransCanada semble s'en sortir sans trop d'embûches : « Pour tout dire, le seul oléoduc d'envergure qui semble assuré de voir le jour d'ici 2018, c'est le projet Énergie Est de TransCanada qui doit [ne] transporter rien de moins que le double de pétrole que le Northern Gateway » (Sansfaçon, 2014).

Finalement, dans les articles à l'étude, l'utilisation d'une figure de style comme celle de la personnification a été moindre. 4 articles sur 342 (1,2%) y sont associés, tous provenant du Journal de Montréal (3,8%). On le remarque entre autres dans un texte où l'auteur met en scène les bélugas (Lecavalier, 2014).

5.1.3. Les parties prenantes mises de l'avant dans les articles

Nous avons regroupé les données analysées faisant état de l'absence ou de la présence des différentes parties prenantes reliées au projet d'oléoduc dans les articles analysés. Selon Freeman (1984), « la notion de partie prenante est définie dans sa vision large comme tout individu ou groupe qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs d'une organisation » (p. 5). Autant dans l'élaboration et la mise en marche d'un projet énergétique d'ampleur, il existe une pléthore de parties prenantes qui veillent à leurs

intérêts individuels. Nous présentons ici cinq des neuf variables concernant les parties prenantes, dont les résultats sont les plus parlants. Il s’agit des résultats qui concernent les acteurs associés à l’aspect économique du projet, ceux reliés à l’entreprise TransCanada, les groupes d’opposition, les citoyens concernés par la mise en place de l’oléoduc et les experts et scientifiques s’étant prononcés ou ayant été nommés ou cités dans les médias au sujet de l’initiative pétrolière (voir ANNEXE I Présentation des indicateurs de la grille d’analyse pour l’ensemble du contenu relié aux parties prenantes observées dans nos variables).

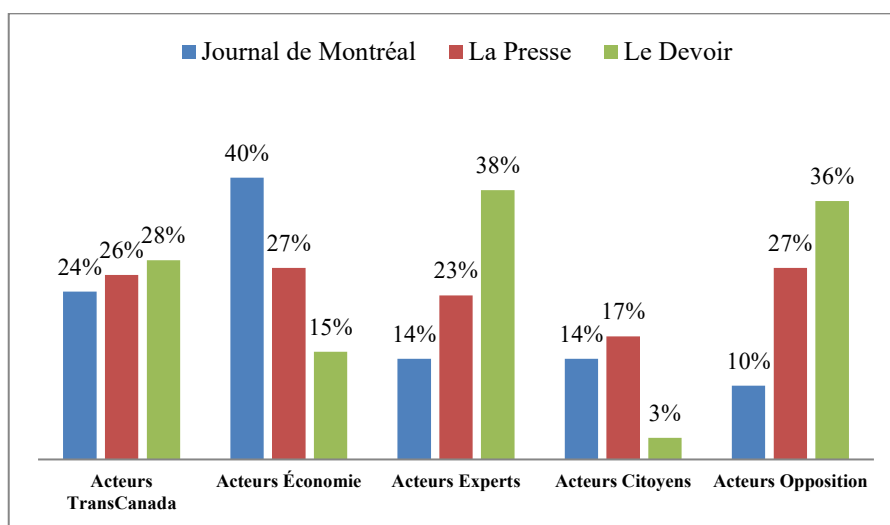


Figure 5 – Présence de cinq types de parties prenantes dans les quotidiens analysés

À l’exception des citoyens, chacune des parties prenantes présentées dans ce chapitre sont citées ou mentionnées dans des proportions semblables des articles du corpus (voir Figure 5).

Par la publication de lettres ouvertes des divers porte-paroles, par l’entremise de citations de communiqués ou par la réaction de personnes représentant l’entreprise au sein d’un texte, les acteurs associés à TransCanada trouvent une voix dans 89 des 342 articles analysés (26%). Cette tendance s’observe, tel qu’on le voit dans la Figure 5 dans une proportion semblable d’un journal à l’autre.

87 articles sur 342 (25,4%) font une place aux groupes d'opposition (groupes environnementaux, lobbies environnementaux, groupes d'action citoyenne, organismes environnementaux, etc.). Si « on observe que l'engouement pour les questions environnementales tend à croître [et que l]es groupes environnementaux attirent de plus en plus l'œil de la caméra ou la plume des journalistes » (Rodier-Sylvestre, 2007), le portrait des résultats présentés ici semble différent. Dans la couverture d'Énergie Est, la place faite aux acteurs de TransCanada et celle accordée aux acteurs des groupes d'opposition est très semblable. Ainsi, on dénote un traitement relativement équilibré envers ces deux types de parties prenantes, qui sont pourtant à l'opposé sur le spectre de la volonté de réaliser un projet d'ampleur comme celui qui était envisagé par TransCanada.

Bien que l'aspect environnemental du projet soit au cœur des préoccupations mises de l'avant dans le corpus étudié, il est suivi de près par l'aspect économique. Les acteurs du secteur économique – par exemple des p. d.-g ou membres influents d'entreprises, des personnes représentant les diverses Chambres de commerce du pays, des lobbyistes du domaine économique, etc. – sont cités ou mentionnés dans 90 textes (26,3%). C'est Le Journal de Montréal qui en mentionne le plus, soit dans 42 articles.

Les experts et les scientifiques figurent dans 89 articles des 342 (26%) qui composent le corpus à l'étude (voir Figure 5). Ces acteurs sont des intervenants d'un domaine clé, que ce soit en matière d'environnement, de communication, de justice, de politique, etc., qui sont cités ou nommés dans les articles. Leurs propos ont ici été exposés dans un texte ou dans un reportage afin d'appuyer les faits établis ou démontrés par un journaliste ou un auteur. On dénote une plus faible présence d'acteurs experts ou scientifiques dans Le Journal de Montréal, ces derniers étant cités ou nommés dans 15 textes sur les 106 analysés (14,2%). La Presse en présente 24 sur 104 (23,1%), tandis que Le Devoir est le quotidien qui les met davantage de l'avant, dans 50 articles sur les 132 étudiés (37,9%).

Tableau 6 – Les experts les plus cités ou mentionnés

Experts cités ou mentionnés	Robert Michaud	Émilien Pelletier	Jean-Thomas Bernard
Nombre d'articles dans lequel l'expert est cité/mentionné	19	7	7
Journal et nombre d'articles qui cite/mentionne le plus l'expert	Le Devoir (15)	Le Devoir (5)	Journal de Montréal (4)

Parmi les experts cités ou mentionnés, Robert Michaud, directeur scientifique et président de l'équipe de recherche du Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins (GREMM), est l'expert le plus cité ou nommé dans l'ensemble du corpus étudié (19 fois); il est majoritairement cité ou mentionné dans Le Devoir. Le professeur émérite à l'Institut des sciences de la mer de Rimouski et détenteur de la Chaire de recherche du Canada en écotoxicologie marine à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), Émilien Pelletier, et le professeur invité à l'Université d'Ottawa et spécialiste de l'analyse des marchés de l'énergie, Jean-Thomas Bernard, sont les deux autres experts les plus cités ou nommés dans le corpus à l'étude, respectivement dans 7 textes sur 342. Ainsi, parmi les trois experts les plus cités, deux sont étroitement liés au secteur de l'environnement. Également, Robert Michaud et Émilien Pelletier ont tous deux une expertise reliée au fleuve Saint-Laurent et à sa protection et s'affichent clairement contre la construction de l'oléoduc Énergie Est.

Bien qu'évoluant en sciences économiques, le professeur Jean-Thomas Bernard se spécialise précisément en économie environnementale et politiques énergétiques et environnementales. Ainsi, nous constatons que l'environnement est un thème commun aux trois spécialistes les plus cités ou nommés dans notre corpus. Jean-Thomas Bernard, émet des réserves, sans toutefois appeler à boycotter le projet de TransCanada.

Alors que le projet d'oléoduc Énergie Est prévoyait que ses tuyaux s'étendent sur près de 700 km (Pineau, 2016), plusieurs municipalités, villes, ou communautés allaient devoir être traversées. Les citoyens concernés, de près ou de loin, pouvaient ainsi se compter par milliers. Toutefois, les résultats concernant ces parties prenantes, comme illustré à Figure 5, démontrent qu'elles sont peu représentées dans la couverture journalistique des quotidiens à l'étude, soit dans 37 des 342 articles analysés (10%). Le Journal de Montréal fait une place aux citoyens dans 15 textes sur 106 (14,2%) et Le Devoir dans 4 articles sur 132 (3%). C'est La Presse qui présente le plus de contenus où des citoyens sont mentionnés ou cités, avec 18 articles sur 104 (17,3%). En guise d'exemple, le journal La Presse a misé sur la série intitulée « Sur la route d'Énergie Est », parue en 2014 en réaction à la fuite du document stratégique préparé par la firme de communication Edelman, pour démontrer les enjeux et les impacts que le projet aurait pu avoir dans certaines communautés de la province. Pour cette série de reportages, l'équipe de La Presse est allée à la rencontre de plusieurs citoyens qui demeuraient, à l'époque, aux endroits stratégiques ciblés par TransCanada pour faire passer son oléoduc.

Les trois quotidiens étudiés attribuent donc environ un quart de leur couverture journalistique à chacune des parties prenantes mentionnées, sauf aux « Acteurs citoyens », ceux-là même qui auraient été directement affectés (positivement ou négativement) par la mise en œuvre du projet qui sont moins présents.

5.1.4. Les journalistes qui ont le plus couvert le projet Énergie Est

Outre ce qui apparaissait dans le contenu des textes qui ont fait l'objet d'une analyse quantitative, cette recherche a permis d'identifier les journalistes qui ont couvert le sujet du potentiel oléoduc Énergie Est de TransCanada. Nous présentons ici les trois journalistes par quotidien qui ont écrit le plus d'articles à ce propos. Cela permet de comprendre comment les professionnels les plus affectés à la couverture d'Énergie Est ont dépeint le projet pétrolier, sachant qu'ils peuvent avoir une large influence dans la représentation que le public peut s'en faire (Marion, 2009).

5.1.4.1. Portrait des journalistes du Journal de Montréal ayant le plus couvert le projet Énergie Est

Comme indiqué au Tableau 7, au Journal de Montréal, Olivier Bourque, Anne-Caroline Desplanques et Charles Lecavalier sont les trois journalistes qui ont le plus couvert le sujet de l'oléoduc Énergie Est entre 2012 et 2017.

Tableau 7 – Présentation des principaux professionnels de l'information pour Le Journal de Montréal et de la fréquence à laquelle ils ont couvert le projet Énergie Est

Journalistes	Nombre d'articles	Pourcentage de la couverture
Olivier Bourque	13	12,3%
Anne-Caroline Desplanques	9	8,5%
Charles Lecavalier	9	8,5%

Ce sont les textes signés par le journaliste Olivier Bourque qui sont les plus nombreux recensés pour Le Journal de Montréal. Le journaliste, désormais à l'antenne du Réseau de l'information (RDI) de la Société Radio-Canada (SRC), a rédigé 13 des 106 articles analysés pour ce quotidien. Ses textes intégrés au corpus ont tous été rédigés en 2014. Spécialisé en économie et autrefois affecté au Canal ARGENT de Québecor, dont les nouvelles sont reprises dans Le Journal de Montréal, Olivier Bourque a en grande partie offert une couverture axée sur l'aspect économique du projet Énergie Est.

Tableau 8 – Données de la couverture d'Olivier Bourque

Olivier Bourque			
Parties prenantes mises de l'avant		Traitement mis de l'avant	
Acteurs Économie	66,0%	Vulnérabilités principales mises de l'avant	Économiques – 38,5%
Acteurs TransCanada	61,5%	Angle de traitement principal	Négatif – 38,4%
Acteurs Opposition	7,7%	Intention principale	Informer – 38,5%
Acteurs Citoyens	46,2%	Procédé principal description projet	Utilisation de données factuelles – 30,8%
Acteurs Experts	23,1%	Sujets principaux mis de l'avant	Économie – 30,8

Le thème des sujets principaux abordés, la nature des vulnérabilités principales soulignées, et les parties prenantes les plus mises de l'avant ont tous en commun d'être reliés au secteur de l'économie. Les résultats de notre analyse (voir Tableau 8) démontrent que le journaliste a principalement présenté le projet pétrolier avec une intention d'informer sous un angle économique, mais une quantité non négligeable des articles de sa couverture est associée à une intention de dénoncer certains faits ou événements. En guise d'exemple, Olivier Bourque a souligné dans son article intitulé « Moins d'emplois prévus » (2014) les risques économiques que pourraient rencontrer le Québec en allant de l'avant avec l'oléoduc, en affirmant que le nombre d'emplois est « beaucoup moins important » que ce que supposait une étude de faisabilité (130 emplois plutôt que 203).

Les autres journalistes du Journal de Montréal qui ont le plus couvert le sujet sont Charles Lecavalier et Anne-Caroline Desplanques. Cette dernière a été journaliste spécialisée en sciences et en environnement au quotidien au cours des années ciblées pour notre analyse. Elle a quitté le journalisme entre 2018 et 2020, années pendant lesquelles elle a été conseillère principale aux relations avec les médias au Centre de recherches pour le développement international (CRDI). En juin 2020, elle a réintégré ses fonctions au Journal de Montréal. Elle a signé 9 textes sur les 106 du Journal, principalement en 2014.

Tableau 9 – Données sur la couverture d'Anne-Caroline Desplanques

Anne-Caroline Desplanques			
Parties prenantes mises de l'avant		Traitement mis de l'avant	
Acteurs Économie	77,8%	Vulnérabilités principales mises de l'avant	Environnementales – 55,6%
Acteurs TransCanada	44,4%	Angle de traitement principal	Négatif – 77,8%
Acteurs Opposition	0%	Intention principale	Dénoncer – 77,8%
Acteurs Citoyens	22,2%	Procédé principal description projet	Utilisation d'adjectifs négatifs – 100%
Acteurs Experts	22,2%	Sujets principaux mis de l'avant	Environnement – 44,4%

Selon les résultats associés au traitement de la journaliste, on voit, comme démontré dans le Tableau 9, que cette dernière a beaucoup insisté sur les vulnérabilités environnementales du projet Énergie Est. Il est également question d'environnement dans la majorité des sujets principaux qu'elle a traités. Selon ce qu'il a pu être observé lors de l'analyse, les intentions principales dans le traitement d'Anne-Caroline Desplanques sont principalement incarnées dans la façon dont elle dénonce les risques environnementaux ou économiques reliés au projet pétrolier. Dans une moins grande proportion¹⁴, elle traite toutefois des faits reliés aux événements ou les actualités concernant Énergie Est de manière à dramatiser ou choquer.

Ces observations s'illustrent notamment dans un article datant du 24 mai 2014, dont le titre est « Un sursis pour les bélugas de Cacouna » qui met en lumière le danger potentiel du projet sur la faune marine, en l'occurrence sur les bélugas, qui sont d'ailleurs considérés comme des espèces en voie de disparition¹⁵, rappelant que le secteur où la compagnie pétrolière souhaitait faire de l'exploration était un secteur de reproduction du mammifère; elle a ici choisi de parler de ce secteur comme étant « considéré comme une pouponnière pour le béluga », ce qui fait image. Par ailleurs, nos résultats démontrent que la journaliste a fortement insisté en utilisant des adjectifs négatifs tout au long de sa couverture, en plus de présenter une majorité de textes adoptant un angle négatif. La répartition du nombre d'acteurs ou de parties prenantes qu'elle convoque dans sa couverture est ici intéressante. Selon nos résultats d'analyse, elle a donné la réplique aux acteurs de TransCanada dans une proportion dans 4 de ses 9 articles, mais ne l'a pas donné aux groupes d'opposants au projet.

¹⁴ Selon les résultats à l'analyse quantitative pratiquée, nous avons constaté que la journaliste a utilisé le procédé « Dramatiser/choquer » dans une proportion de 22,2% de ses textes.

¹⁵ Le béluga du Saint-Laurent a officiellement été classé comme un animal en voie de disparition par le gouvernement du Canada en 2016, une décision qui a « fait suite à la recommandation du Comité sur la situation des espèces en péril » (Côté, 2016).

Le journaliste Charles Lecavalier, correspondant parlementaire au Journal de Québec depuis 2012, a écrit 9 articles sur les 106 du Journal de Montréal étant dédiés à Énergie Est (voir Tableau 10).

Tableau 10 – Données sur la couverture de Charles Lecavalier

Charles Lecavalier			
Parties prenantes mises de l'avant		Traitement mis de l'avant	
Acteurs Économie	33,3%	Vulnérabilités principales mises de l'avant	Environnementales – 88,9%
Acteurs TransCanada	22,2%	Angle de traitement principal	Négatif – 66,7%
Acteurs Opposition	0%	Intention principale	Dénoncer – 55,6%,
Acteurs Citoyens	11,1%	Procédé principal description projet	Utilisation de données factuelles – 55,6%
Acteurs Experts	11,1%	Sujets principaux mis de l'avant	Gouvernance – 44,4%

Selon les résultats de notre analyse, ce sont les vulnérabilités environnementales de l'oléoduc qui ont le plus été soulevées par Charles Lecavalier, dans ses articles couvrant l'actualité politique associée au projet. Son champ d'expertise transparaît d'ailleurs dans le nombre d'articles qu'il a consacrés aux sujets associés à la gouvernance, mais le journaliste a offert presque autant de textes où l'environnement était le sujet principal (33,3%). Ce sont toutefois les parties prenantes reliées à l'économie qui sont davantage mises de l'avant pour commenter au sujet du projet d'oléoduc. Tout comme sa collègue Anne-Caroline Desplanques, il n'a mentionné aucun acteur issu des groupes d'opposition, et a fait une place moins grande aux représentants de la compagnie TransCanada. Une majorité des contenus du journaliste présente un angle négatif (6 sur 9)¹⁶ et l'intention de dénoncer (55,6%) derrière son propos est plus grande que celle d'informer¹⁷. Ces résultats sont d'ailleurs en cohérence avec les procédés journalistiques associés à sa couverture. Il présente principalement des données factuelles, mais compare dans 4 articles le projet

¹⁶ Sur 9 articles, Charles Lecavalier présente 3 dont l'angle est considéré comme neutre (33,3%).

¹⁷ L'intention d'informer a été recensée dans une proportion de 44,4% parmi les textes de Charles Lecavalier.

Énergie Est avec d'autres initiatives pétrolières, une autre façon de présenter aux lecteurs des faits concrets.

5.1.4.2. Portrait des journalistes de La Presse ayant le plus couvert le projet Énergie Est

Comme indiqué au Tableau 11, à La Presse, Martin Croteau, Hélène Baril et Hugo Meunier sont les trois journalistes qui ont le plus couvert le sujet de l'oléoduc entre 2012 et 2017.

Tableau 11 – Présentation des professionnels de l'information pour La Presse et la fréquence à laquelle ils ont couvert le projet Énergie Est

Journalistes	Nombre d'articles	Pourcentage de la couverture
Martin Croteau	30	28,8%
Hélène Baril	9	8,7%
Hugo Meunier	7	6,7%

L'ancien journaliste Martin Croteau, qui couvrait l'actualité à La Presse en traitant majoritairement de politique ou d'économie, a écrit le plus de textes au sujet d'Énergie Est, avec un total de 30 articles sur 104. Sa couverture représente 8,8% du corpus étudié. Il est le deuxième journaliste, après Alexandre Shields, du Devoir, qui a écrit le plus au sujet du projet d'oléoduc. Martin Croteau est pour sa part devenu relationniste et porte-parole chez Revenu Québec en 2019, après 12 ans comme journaliste à La Presse.

Tableau 12 – Données sur la couverture de Martin Croteau

Martin Croteau			
Parties prenantes mises de l'avant		Traitement mis de l'avant	
Acteurs Économie	23,3%	Vulnérabilités principales mises de l'avant	Environnementales – 66,7%
Acteurs TransCanada	60%	Angle de traitement principal	Neutre – 50%
Acteurs Opposition	36,7%	Intention principale	Dénoncer – 43,4%
Acteurs Citoyens	16,6%	Procédé principal description projet	Utilisation de données factuelles – 70%

Acteurs Experts	33,3%	Sujets principaux mis de l'avant	Environnement – 36,7%
-----------------	-------	----------------------------------	-----------------------

Les sujets principaux du journaliste ont majoritairement été axés sur l’environnement. Selon les résultats associés à l’angle de traitement, il a offert une couverture majoritairement neutre¹⁸. Il est ici intéressant de remarquer que ses intentions principales, soit celle de dénoncer et d’informer¹⁹, ont été exprimées dans des proportions similaires. Le journaliste a misé sur l’utilisation de données factuelles dans la plupart de ses textes. Martin Croteau a fait une place plutôt équitable aux acteurs qui ont gravité autour du projet Énergie Est; les acteurs de l’économie, les experts et les acteurs de l’opposition se partagent une place comparable. Les parties prenantes qui ont eu un espace substantiel dans la couverture de Martin Croteau sont les acteurs de la compagnie TransCanada, et sont d’ailleurs présents dans une proportion de 60% des articles du journaliste, alors que les citoyens sont ceux qui sont le moins représentés.

La journaliste Hélène Baril, en poste à La Presse depuis un peu plus de 19 ans, a pour sa part signé 9 des 104 articles du quotidien au sujet du projet d’oléoduc. Spécialisée en économie, elle a principalement rédigé ses articles au sujet d’Énergie Est en 2013 et en 2014, dont les sujets principaux étaient en majorité de nature économique (voir Tableau 13).

Tableau 13 – Données sur la couverture d'Hélène Baril

Hélène Baril			
Parties prenantes mises de l'avant		Traitement mis de l'avant	
Acteurs Économie	66,7%	Vulnérabilités principales mises de l'avant	Économiques – 66,7%
Acteurs TransCanada	11,1%	Angle de traitement principal	Négatif – 44,%
Acteurs Opposition	22,2%	Intention principale	Dénoncer – 44,4%
Acteurs Citoyens	11,1%	Procédé principal description projet	Utilisation de données factuelles – 44,%

¹⁸ Nos résultats démontrent toutefois une quantité non négligeable de textes dont l’angle est négatif (40%).

¹⁹ Nos résultats démontrent que l’intention d’informer a été répertoriée dans une proportion de 36,7% des textes de l’ancien journaliste.

Acteurs Experts	22,2%	Sujets principaux mis de l'avant	Économie – 44,4%
-----------------	-------	----------------------------------	------------------

En accord avec ses sujets principaux, les vulnérabilités qu'elle a le plus évoquées sont elles aussi reliées à l'économie. Les intervenants de ce même secteur sont les plus cités ou mentionnés dans ses contenus. La journaliste n'a toutefois pas donné une aussi grande place que son collègue Martin Croteau aux parties prenantes associées à TransCanada. Les résultats de l'analyse démontrent qu'Hélène Baril a principalement une intention de dénoncer des faits, événements ou actualités reliées à Énergie Est (dans 4 articles sur 9), de manière légèrement plus importante que son intention d'informer (3 articles sur 9). Elle a toutefois favorisé l'utilisation de données factuelles dans son traitement²⁰.

Le journaliste Hugo Meunier a signé 7 des 104 textes associés à La Presse dans notre échantillon. Ce dernier a quitté La Presse en novembre 2016 pour travailler jusqu'en 2018 à titre directeur de la production numérique chez Québecor. Il est, depuis 2019, retourné au journalisme, mais du côté d'URBANIA²¹.

Tableau 14 – Données sur la couverture d'Hugo Meunier

Hugo Meunier			
Parties prenantes mises de l'avant		Traitement mis de l'avant	
Acteurs Économie	28,6%	Vulnérabilités principales mises de l'avant	Environnementales – 57,1%
Acteurs TransCanada	42,9%	Angle de traitement principal	Négatif – 71,4%
Acteurs Opposition	71,4	Intention principale	Présenter un témoignage – 71,4%
Acteurs Citoyens	100%	Procédé principal description projet	Utilisation d'adjectifs négatifs – 42,9%
Acteurs Experts	14,3%	Sujets principaux mis de l'avant	Processus participatif et Environnement (ex aequo) – 42,9%

²⁰ La journaliste a toutefois employé les adjectifs négatifs dans une proportion de 33,3% de ses textes.

²¹ URBANIA média, plus connu sous le nom d'URBANIA, est une agence de contenu en ligne qui mélange à la fois le journalisme, la création et diffusion de contenus de marques et la production de contenus multiplateforme. (<https://urbania.ca/a-propos>)

La couverture d'Énergie Est par Hugo Meunier a été ponctuelle et contextuelle. Dans le cadre de la série d'articles « Sur la route d'Énergie Est », son collègue photojournaliste Édouard Laplante-Fréchette et lui sont partis sur le terrain, ciblant différentes villes associées au tracé du futur oléoduc dans le document stratégique préparé par la firme de relations publiques Edelman. Son traitement du projet se limite donc à l'année 2014. Il a davantage donné la parole aux citoyens, touchés de près ou de loin par la mise en service d'un tel projet énergétique, en citant, mentionnant ou exposant le témoignage de ces acteurs dans chacun des textes qu'il a écrits. Tel qu'exposé au Tableau 14, de tous les textes analysés, et parmi les journalistes ayant le plus couvert le sujet, Hugo Meunier est celui qui a le plus mis les « Acteurs Citoyens » de l'avant. Contrairement aux autres journalistes, qui ont principalement couvert Énergie Est à partir de Montréal, Hugo Meunier a proposé sept reportages issus de la visite de six municipalités, en sept jours (Lévis, St-Augustin-de-Desmaures, Kamouraska, Lanoraie, L'Islet, et St-Jean-Chrysostome).

Notre analyse révèle que le journaliste a favorisé une approche axée sur le contact humain et sur le journalisme narratif (storytelling) par rapport à ses collègues. Dans sa série d'articles, ce dernier a davantage mis l'accent sur les vulnérabilités environnementales du projet de TransCanada et donné une voix importante aux acteurs des groupes d'opposants. En cohérence avec les parties prenantes les plus exposées dans sa couverture – des citoyens témoignant de leurs inquiétudes, des groupes s'opposant au projet, etc. – la majorité des articles associés au journaliste présente un angle principal négatif.

5.1.4.3. Portrait des journalistes du journal Le Devoir ayant le plus couvert le projet Énergie Est

Comme indiqué au Tableau 15, au Devoir, Alexandre Shields, Jean-Robert Sansfaçon et Philippe Orfali sont les trois journalistes qui ont le plus couvert le sujet de l'oléoduc entre 2012 et 2017.

Tableau 15 – Présentation des principaux professionnels de l’information pour Le Devoir et de la fréquence à laquelle ils ont couvert le projet Énergie Est

Journalistes	Nombre d'articles	Pourcentage de la couverture
Alexandre Shields	63	47,7%
Jean-Robert Sansfaçon	6	4,5%
Philippe Orfali	5	3,8%

Sur l’ensemble des textes analysés pour cette recherche, c’est Alexandre Shields, journaliste spécialisé en environnement, qui a le plus écrit d’articles au sujet du projet Énergie Est; ce dernier a ainsi rédigé 63 textes sur 342, une proportion de 18,4% des articles à l’étude. Selon notre analyse et les données représentées au Tableau 15, le travail d’Alexandre Shields représente presque la moitié du traitement du Devoir accordé à Énergie Est. Avec une couverture aussi importante, Alexandre Shields possède une grande influence sur le corpus étudié. À l’emploi du journal Le Devoir depuis 2005, il a fait ses premières armes en économie avant d’être journaliste principal affecté à l’environnement, en 2012.

Tableau 16 – Données de la couverture d’Alexandre Shields

Alexandre Shields			
Parties prenantes mises de l'avant		Traitement mis de l'avant	
Acteurs Économie	15,9%	Vulnérabilités principales mises de l'avant	Environnementales – 63,5%
Acteurs TransCanada	31,7%	Angle de traitement principal	Négatif – 84,1%
Acteurs Opposition	46%	Intention principale	Dénoncer – 63,5%
Acteurs Citoyens	1,6%	Procédé principal description projet	Utilisation de données factuelles – 75,2%
Acteurs Experts	57,1%	Sujets principaux mis de l'avant	Environnement – 28,5%

C'est en 2014 que le journaliste a dédié la plus importante portion de sa couverture d'Énergie Est de notre corpus, avec 42 articles. La spécialisation d'Alexandre Shields s'illustre dans une quantité importante de textes où les enjeux environnementaux du projet d'oléoduc sont exposés comme des vulnérabilités principales. Cette expertise en environnement s'exprime également dans les sujets principaux mis de l'avant par le journaliste. Alexandre Shields présente une couverture principalement négative. Avec 53 textes dont l'angle est négatif sur 63, il est le journaliste qui présente le plus souvent l'oléoduc comme dommageable, nuisible, ou dangereux. L'intention principale associée à sa couverture est « Dénoncer »; comme indiqué dans le Tableau 16 – Données de la couverture d'Alexandre Shields, dans la plupart des cas, Alexandre Shields dénonce un ou plusieurs éléments reliés au projet de TransCanada. Cela étant dit, il est crucial de souligner que le journaliste dénonce principalement des composantes du projet pétrolier avec des données factuelles, notamment en citant ou mentionnant l'avis d'experts. Les parties prenantes les plus évoquées dans les articles d'Alexandre Shields sont les experts ou les scientifiques. La place des acteurs reliés aux groupes s'opposant au projet Énergie Est est toutefois non-négligeable, de même que celle qui a été attribuée aux parties prenantes de TransCanada, citées ou mentionnées dans les articles du journaliste.

Jean-Robert Sansfaçon, ancien rédacteur en chef et éditorialiste invité du Devoir, a rédigé 6 des 132 articles du quotidien au sujet de l'oléoduc de TransCanada (voir Tableau 15), ce qui le place en seconde position parmi les journalistes ayant le plus traité le sujet. Jean-Robert Sansfaçon a davantage écrit sur le projet en 2013.

Tableau 17 – Données de la couverture de Jean-Robert Sansfaçon

Jean-Robert Sansfaçon			
Parties prenantes mises de l'avant		Traitement mis de l'avant	
Acteurs Économie	50%	Vulnérabilités principales mises de l'avant	Environnementales – 83,3%
Acteurs TransCanada	0%	Angle de traitement principal	Négatif – 83,3%
Acteurs Opposition	16,6%	Intention principale	Dénoncer – 66,7%

Acteurs Citoyens	0%	Procédé principal description projet	Comparaison à d'autres projets – 66,7%
Acteurs Experts	0%	Sujets principaux mis de l'avant	Environnement – 50%

Selon les données présentées dans le Tableau 17, il a davantage ciblé les vulnérabilités environnementales du projet pour exposer son opinion dans ses éditoriaux. La moitié des textes qu'il propose a un sujet principal relié à l'environnement. L'éditorialiste n'a pas donné de voix à plusieurs parties prenantes. Outre les acteurs de l'économie, présents dans 3 articles sur 6, il n'a cité ou mentionné qu'un seul acteur de l'opposition et n'a pas présenté le point de vue de partie prenante reliée à TransCanada, aux citoyens concernés par le projet ou aux experts pouvant s'exprimer à ce sujet.

Finalement, Philippe Orfali a signé 5 des 132 articles du Devoir (voir Tableau 15). Ce dernier a été à l'emploi du quotidien jusqu'en 2017, avant de devenir journaliste économique chez Québecor jusqu'en août 2020. Il a à ce moment quitté le journalisme après 14 ans de métier pour devenir conseiller principal aux communications et au rayonnement international de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ).

Tableau 18 – Données de la couverture de Philippe Orfali

Philippe Orfali			
Parties prenantes mises de l'avant		Traitement mis de l'avant	
Acteurs Économie	0%	Vulnérabilités principales mises de l'avant	Environnementales – 80%
Acteurs TransCanada	0%	Angle de traitement principal	Négatif – 60%
Acteurs Opposition	100%	Intention principale	Informé – 60%
Acteurs Citoyens	0%	Procédé principal description projet	Utilisation de données factuelles – 100%
Acteurs Experts	20%	Sujets principaux mis de l'avant	Gouvernance, processus participatif et environnement (ex aequo) – 20%

Sa couverture d'Énergie Est s'est pour sa part limitée à l'année 2014. Malgré son expertise en économie, la majorité des articles qu'il a rédigés concernent les vulnérabilités environnementales du projet, soit 4 textes sur 5. Il ne présente d'ailleurs aucun acteur issu du domaine de l'économie, aucune partie prenante de TransCanada, et cite un seul expert. Il a donné une voix aux opposants du projet dans tous les textes qu'il a écrits au sujet d'Énergie Est. Même s'il a évoqué en grande partie les vulnérabilités environnementales du projet, il a réparti ses sujets principaux, mettant de l'avant à la fois les enjeux liés à la gouvernance, les enjeux concernant le processus participatif du projet et les enjeux environnementaux y étant associés. Sur 5 articles, deux n'ont pas été associés à un sujet principal puisqu'ils traitaient de DoublonsLaMise.org²². Si nous observons que Philippe Orfali a offert une couverture davantage négative²³, son intention principale était toutefois d'informer, et il l'a fait dans l'entièreté de ses textes en utilisant des données factuelles pour traiter de ce sujet.

La présentation des résultats issus de l'analyse quantitative du corpus d'articles liés à Énergie Est, ainsi que le regard posé sur la couverture offerte par les journalistes les plus investis dans le traitement de ce sujet permet de remarquer que de manière globale, ce sont davantage des journalistes d'information qui ont traité du projet Énergie Est (71%), et qu'ils ont principalement traité des aspects environnementaux du projet. À cet égard, nous présenterons maintenant ce qui découle de nos entretiens semi-dirigés réalisés avec trois journalistes qui ont été affectés de près à la couverture médiatique du projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada, au sein de leur quotidien respectif. Sans toutefois établir un lien de cause à effet en ce qui a trait à leur influence sur le public, il s'avère pertinent de présenter une analyse de ces entretiens, qui tiennent compte des motivations derrière le traitement respectif de ces journalistes, de leurs contraintes humaines,

²² L'actuel député et co-porte-parole du parti politique Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, a remporté en 2014 le prix littéraire du Gouverneur général pour son essai *Tenir tête*, assorti d'une bourse de 25 000\$, qu'il a décidé de donner à la campagne « Coule pas chez nous ». Cette campagne visait à contrecarrer la réalisation de projets d'oléoducs, dont Énergie Est. Invité à l'émission *Tout le monde en parle*, Nadeau-Dubois a encouragé le public à doubler sa mise. La récolte a finalement été de 385 330\$ (Zapirain, 2014).

²³ Une proportion de 40% des textes de Philippe Orfali présentent toutefois un angle neutre.

professionnelles ou contextuelles. Ces entretiens permettent ainsi de s'approcher davantage de nos objectifs de recherche, puisqu'ils nous ont permis de faire réagir certains des journalistes qui ont le plus signé de textes sur Énergie Est dans nos résultats quantitatifs.

5.2. Présentation des résultats des entretiens semi-dirigés

Cette section présente les résultats des entretiens semi-dirigés qui ont été réalisés auprès de trois journalistes. Ces derniers ont un apport considérable dans la couverture du projet Énergie Est au Québec. L'un des trois travaille toujours pour le quotidien auquel il était associé lors de sa couverture du projet. Les deux autres ont quitté leur média peu après l'abandon du projet de TransCanada, mais évoluent toujours en journalisme. Seront abordés, à l'intérieur de cette section, les quatre grands thèmes qui sont ressortis de l'analyse de nos discussions : 1) la notion omniprésente du risque environnemental en raison de la tragédie de Lac-Mégantic, 2) les pratiques journalistiques privilégiées, 3) la perception de la couverture médiatique du projet Énergie Est et 4) le rôle des médias dans la couverture de projets d'envergure.

5.2.1. Notion du risque environnemental : les événements de Lac-Mégantic en trame de fond du traitement médiatique

Notre analyse identifie un point commun dans les réponses des trois journalistes interrogés au sujet de la notion du risque dans le traitement médiatique d'Énergie Est : les événements tragiques survenus en 2013 à Lac-Mégantic. Les journalistes ont tous affirmé avoir été affectés par la tragédie et indiqué qu'ils identifiaient de nombreux risques liés au projet Énergie Est en raison des conséquences environnementales de l'explosion du convoi ferroviaire.

Le répondant 1 a d'ailleurs abordé de front cette question dans son entretien : « La première fois que [ce projet d'oléoduc] a été présenté – et c'est important, la date – [c'est]

précisément trois semaines après la tragédie de Lac-Mégantic ». À son avis, TransCanada a usé d'arrogance en présentant un projet pétrolier quelques semaines seulement après l'explosion du convoi ferroviaire. Ce dernier, ainsi que le répondant 2, ont tous deux mentionné que les risques liés au transport pétrolier étaient minimisés par la compagnie albertaine, et qu'en plus, cette dernière « misait » sur cet accident pour faire valoir son projet, soulignant que les risques de déversement ou d'explosion d'un oléoduc en comparaison au transport ferroviaire par wagons étaient moindres. Selon le répondant 2, les représentants de TransCanada « disaient notamment qu'il fallait éviter d'autres "Mégantic" ».

Affecté à la couverture médiatique de la tragédie de Lac-Mégantic dès juillet 2013, le répondant 3 estime que la catastrophe a permis aux journalistes, comme à la population, de prendre conscience des risques en tous genres liés à un projet comme celui de TransCanada :

Si ce dossier-là a autant soulevé d'inquiétudes ou de questionnements, et [s'il] a autant mobilisé les gens, c'est que c'est arrivé dans le contexte du traumatisme de Lac-Mégantic. Ça a été notre première grande catastrophe pétrolière au Québec, en tout cas des dernières décennies. (Journaliste 3)

Les risques environnementaux, sociaux, économiques et ceux liés à la sécurité ont tous été énumérés comme étant inhérents au projet Énergie Est par les trois journalistes interrogés. Ce sont, selon eux, les risques environnementaux de l'oléoduc qui méritaient un traitement prioritaire, « qui [étaient] extrêmement importants à mettre en lumière », croit le répondant 1. Autant en ce qui a trait à la protection des zones agricoles, à celle des zones habitables, et à celle des zones de protection de la faune, comme le secteur de Cacouna, précise-t-il.

C'était un élément important dès le début [dans] la question du port pétrolier à Cacouna. Parce que l'on construisait un port pétrolier en plein cœur d'un des deux seuls habitats essentiels des bélugas et [que] ça aurait anéanti la capacité des bélugas à se reproduire. (Journaliste 1)

Le répondant 3, qui se spécialise en environnement et en sciences dans sa pratique journalistique, estime qu'une potentielle fuite de l'oléoduc « aurait été un désastre en

termes de santé publique », et que son expérience sur le terrain lors des événements de Lac-Mégantic lui a donné la certitude qu'il fallait mettre de l'avant l'impact d'un projet comme Énergie Est sur les sources d'eau potable. Ce journaliste affirme d'ailleurs que sa couverture s'est constituée en partie en réfléchissant aux répercussions d'une fuite de pétrole brut sur la population, comme celle engendrée par l'explosion du convoi ferroviaire à Lac-Mégantic. Qui plus est, le répondant 3 ajoute que la fuite du document stratégique de TransCanada, préparé par la firme de relations publiques Edelman, est venue renforcer la nécessité de mettre au grand jour les conséquences de la potentielle mise en marche d'Énergie Est. « Quand on a eu conscience de son tracé et du nombre de sources d'eau qu'il traversait, [Lac-Mégantic est] tout de suite remonté à la surface », explique le journaliste 3 et « est resté dans ma couverture jusqu'à la toute fin, jusqu'à ce qu'Énergie Est soit abandonné ».

Selon les trois journalistes interrogés, cette notion du risque a été le thème central de leur couverture. Plusieurs facteurs, autres que l'événement qui a secoué la communauté de Lac-Mégantic à l'été 2013, ont motivé les professionnels de l'information à mettre de l'avant ce thème. Pour l'expliquer, les répondants ont parlé de leurs pratiques journalistiques et de la liberté avec laquelle ils ont pu couvrir le projet Énergie Est à l'époque.

5.2.2. Les pratiques journalistiques adoptées dans la couverture d'Énergie Est

Parmi les grands thèmes qui ont émergé lors de nos entretiens, celui des pratiques journalistiques a été le plus discuté par les répondants. Nous avons classé les propos reliés à cette catégorie principale en trois sous-catégories. Nous présentons d'abord les propos des journalistes quant à la liberté dont ils disposaient dans leur traitement d'Énergie Est (choix de sujets ou d'angles, absence d'affectations imposées). Il sera ensuite question de la place accordée aux différentes parties prenantes et des types de sources d'information privilégiées. Finalement, nous aborderons le thème de l'objectivité journalistique, en soulevant notamment les opinions et les biais évoqués par les répondants, puis leurs

positions quant au droit de regard et décisionnel des patrons comme gage de qualité de l'information.

5.2.2.1. Libres de proposer une variété d'angles de traitement

Dans le cas du projet Énergie Est, la majorité des répondants disent avoir joui d'une liberté considérable dans le choix de leurs sujets ou des angles des articles publiés. Le répondant 1 affirme avoir voulu exposer principalement les inquiétudes liées à Énergie Est, exprimées dans l'espace public. « [Dans le cas d'Énergie Est], il fallait exposer les impacts possibles [du] projet », soutient ce journaliste dont la spécialisation est environnementale.

L'idée, c'est toujours de trouver de nouveaux angles pour en parler. En présentant les différents angles des documents, en obtenant des informations de nature publique... Parfois, il y a des documents qui viennent jouer dans le débat public, comme la stratégie d'Edelman. Parfois, on finit par faire des entrevues avec plusieurs personnes pour essayer de comprendre les différentes inquiétudes qu'il peut y avoir tout le long du tracé [de l'oléoduc]. (Journaliste 1)

Le répondant 2 affirme pour sa part avoir couvert le projet de TransCanada sans aucune connaissance approfondie des enjeux techniques reliés à la mise en marche d'un oléoduc. Il explique qu'il a plutôt misé sur ses forces en journalisme narratif pour parler d'Énergie Est. Au fait des grandes lignes du projet, ce journaliste généraliste avoue avoir décidé de traiter du sujet dès que le document stratégique d'Edelman a été rendu public par Greenpeace. « On se demandait : [cet oléoduc], ça touche qui, exactement? », soutient le répondant 2. Pour répondre à cette question, il explique qu'il a proposé à sa direction une série de reportages terrain qui avait comme but de suivre le tracé de l'oléoduc. Il affirme que son objectif était d'humaniser l'histoire derrière l'idée du projet Énergie Est, et de rendre ce sujet plus accessible aux lecteurs :

Moi, je parlais comme le citoyen lambda qui n'a pas d'expertise sur ce sujet. J'y allais vraiment en racontant ce que j'apprenais tous les jours, et de façon très, très vulgarisée, parce que je ne connaissais pas cela. [...] je suis parti comme « le gars d'à-côté » qui ne connaît pas toute l'histoire. Puis, de fil en aiguille, on a raconté l'histoire. On n'avait pas d'angles prédéterminés non plus. (Journaliste 2)

Le répondant 1 affirme être un journaliste qui oriente généralement sa démarche journalistique en fonction des recherches et des lectures qu'il fait. « À la base, le journalisme, c'est juste de lire des documents. C'est rarement des affaires super trippantes, qu'on fait. On fait des demandes d'accès à l'information », souligne-t-il.

Souvent, je lisais d'abord les études d'impacts du projet, les analyses du projet, les documents produits par le promoteur – sur le tracé, sur les composantes de sécurité, sur la sécurité des cours d'eau, etc. Souvent, il y a des analyses d'impact qui sont produites par les promoteurs, qui nous permettent de comprendre la réelle ampleur des enjeux environnementaux. (Journaliste 1)

Pour sa part, le répondant 3 a réitéré à de nombreuses reprises pendant la discussion l'importance que les événements de Lac-Mégantic ont pris comme place dans sa démarche journalistique du projet Énergie Est, et contribué aux choix éditoriaux qu'il a faits. Il ajoute que le fait d'avoir couvert « de fond en comble » l'actualité en lien avec la contamination de la rivière Chaudière l'a encouragé à traiter de la potentielle contamination des cours d'eau qui devaient être traversés par l'oléoduc de TransCanada. La rivière Chaudière a été fortement contaminée par les hydrocarbures pétroliers C10-C50 transportés par les wagons ayant explosé le 6 juillet 2013, et les effets se faisaient encore sentir en 2017²⁴. D'une part, la qualité de l'eau a été grandement affectée, mais la faune marine également²⁵. Le répondant 3 exprime qu'il a insisté, dans sa couverture, sur la potentielle contamination des sources d'eau à la vue des effets de l'explosion survenue à Lac-Mégantic.

Je pense que ce qui a vraiment le plus marqué les esprits et convaincu les éditeurs de me laisser continuer à travailler là-dessus et [à y] accorder autant de place, c'[est] quand on a clairement vu l'impact sur l'eau potable [de la rivière Chaudière, après Lac-Mégantic]. (Journaliste 3)

Les journalistes interrogés expliquent qu'ils n'ont pas été affectés ponctuellement, comme d'autres journalistes ont pu l'être dans le cadre de la couverture d'Énergie Est. Le

²⁴ Selon un rapport effectué par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

²⁵ Selon Rousseau (2017), « les anomalies chez les poissons, notamment des déformations et des lésions » étaient préoccupantes au moment de la publication de l'étude du MDDELCC.

répondant 1 est affecté aux actualités environnementales de son quotidien depuis près d'une dizaine d'années. Il a donc de facto été affecté à la couverture du projet d'oléoduc, mais ce dernier considère qu'il ne s'agit pas d'une assignation imposée par ses patrons. « C'était plus moi qui essayais de leur imposer ma couverture! » (répondant 1). Il estime que, si un journaliste a la chance de proposer ses propres sujets à ses patrons, cela engendre un effet positif sur la couverture qu'il offrira : « C'est donc à moi d'être curieux, d'apporter des choses intéressantes, autant que possible. C'est non seulement de le[s] [apporter], mais de les "vendre" [aux patrons]. Parfois [pour Énergie Est], ce n'était pas évident » (Journaliste 1).

Le répondant 3 a, pour sa part, affirmé que la couverture d'Énergie Est ne lui avait pas été soumise par ses patrons. Il a d'ailleurs soutenu qu'« il n'y a pas d'assignation » au quotidien où il œuvrait, et que « c'est assez unique dans l'industrie ». Ceci dit, il a admis qu'une des contraintes de son travail était de convaincre ses patrons de couvrir un sujet qui n'avait pas de lien avec le territoire du Grand Montréal. En raison des règles des marchés régionaux de son entreprise, ce dernier ne pouvait, par exemple, traiter exclusivement d'un sujet relié au Bas-Saint-Laurent, parce que le territoire « appartient » au journal associé, et qu'un autre journaliste était automatiquement affecté à la couverture de ce territoire.

Cacouna tombait dans le territoire du [journal associé]. C'est pour ça que je ne pouvais pas couvrir l'impact [du projet] sur le fleuve, et donc, je devais le laisser cette partie-là du dossier à mon collègue. [Lui] et moi, on a travaillé beaucoup ensemble sur des dossiers environnementaux parce que souvent, j'ai été confronté à ce problème de territoire. Pour le dossier de TransCanada, c'était frustrant, parce que je ne pouvais pas [avoir ce dossier] au complet à cause de ça. [Mon collègue] n'avait pas le même beat que moi. Il ne couvrait pas exclusivement l'environnement, donc il le faisait un peu à temps perdu. Il n'avait ni militants, ni sources, ni ressources pour le faire. Donc, j'ai le sentiment que ça a vraiment affecté la couverture. Puis que les lecteurs du reste du Québec se sont peut-être sentis ignorés par la couverture que je pouvais apporter malgré moi. (Journaliste 3)

Le répondant 3 est le journaliste qui semble avoir eu le plus besoin de confronter ses patrons pour les convaincre de traiter d'Énergie Est. Il avoue avoir vécu certaines frustrations venant des choix et décisions des patrons en raison du modèle économique de son journal, qui influençait ses affectations, mais estime en fin de compte que cela n'a pas nui à sa liberté éditoriale.

5.2.2.2. La difficulté de donner une voix à toutes les parties prenantes

Les résultats provenant de notre analyse quantitative démontrent que différents types de parties prenantes ont été évoqués sur l'ensemble de la couverture médiatique du projet Énergie Est et dans des proportions relativement équilibrées. Cependant, les journalistes interrogés s'expriment peu au sujet de la place que les différents intervenants prennent dans leur traitement médiatique d'Énergie Est. Si ces derniers concèdent qu'il était essentiel de faire valoir les points de vue des différentes parties prenantes concernées par le projet, le répondant 2 confie qu'il a été ardu de mettre de l'avant l'ensemble des parties prenantes dans ses articles. « Les gens qui avaient des intérêts [positifs] pour ce projet énorme, on n'en a pas croisé. [Ceux qu'on a plus croisés,] c'était plus des militants [anti-oléoducs] » (répondant 2). Il estime que la voix des opposants au projet et des personnes qui militaient contre l'idée de construire cet oléoduc était dominante dans l'espace public. Il ajoute qu'il tenait cependant à donner un espace aux opinions des « pro-oléoducs ».

À Lévis, on a parlé avec des gens qui travaillent dans des raffineries. Eux, ils étaient très emballés par ce projet-là. Le maire de Lévis, lui, trouvait que c'était important, parce que c'est probablement sa gang à lui qui avait travaillé sur le projet. Il voyait ça comme « très [positif] ». (Journaliste 2)

Le répondant 3 parle des agendas respectifs des différents intervenants sollicités pour leur couverture. Selon lui, même si les journalistes sont au fait des standards journalistiques à respecter, équilibrer ses intervenants dans son traitement est un défi de tous les instants, en raison des intérêts qui les motivent à parler dans les médias.

Moi, comme je faisais de l'environnement, évidemment, j'avais mon téléphone qui sonnait tous les jours, avec les ONG environnementales qui ont leur propre agenda. J'ai essayé de ne pas me laisser influencer et de ne pas juste rapporter

leurs messages. Pour essayer de m'éloigner de ça, j'essayais d'avoir des faits, d'avoir accès à la carte de prévisions du tracé, à des données factuelles, et pour ça, je dépendais de TransCanada et de l'Office national de l'Énergie. (Journaliste 3)

Le répondant 2 croit également qu'il faut en tout temps demeurer vigilant quant aux propos des différents groupes d'intérêts, qu'ils soient pour ou contre un projet énergétique, lorsqu'on adopte une démarche journalistique sur le terrain, parce que ces propos doivent être remis en contexte et ne reflètent pas toujours ceux de toute une communauté ou d'un groupe. Il explique qu'il n'est pas toujours évident de valider les propos tenus par des personnes qui ont des réactions émotives face à un sujet, comme cela l'a été lors de sa cueillette d'informations dans le Bas-Saint-Laurent.

On a rencontré des gens de la place qui nous disaient que les militants [contre le projet] les énervaient autant que les promoteurs [ou militants en faveur]. Ils nous ont dit : « ils viennent ici et ils ne sont pas chez eux ». Ils disaient que leur communauté était prise d'assaut par des militants qui venaient d'un peu partout, des Montréalais avec des dreads, qui faisaient du militantisme au nom des habitants. (Journaliste 2)

Le répondant 2 ajoute que les mairesses ou les maires des différentes villes concernées n'étaient pas toutes et tous entendus dans les médias.

Il y avait [notamment] le maire de L'Islet, André Caron, qui lui, était farouchement contre le projet. Mais à Lévis, pas très loin, c'était [d]es gros partisans. Donc il y avait beaucoup les maires de communautés [dans les parties prenantes exposées], pour qui c'était un projet trop grand et [à qui] on faisait miroiter de l'emploi, mais pas vraiment, au fond. Donc eux autres, les maires de communautés de 600 ou 700 personnes, n[e] voyaient aucun intérêt de voir un pipeline [passer] par chez eux. (Journaliste 2)

Le répondant 3 affirme également qu'il lui était primordial de mettre de l'avant les risques appréhendés par les représentants des différentes municipalités devant être traversées par l'oléoduc.

C'était très important pour moi, les petits maires, les MRC, et les ingénieurs qui travaillent dans les toutes petites municipalités sans ressources : [ils étaient] tous des gens avec qui je parlais beaucoup. Et je trouvais ça très important de leur parler, parce qu'ils parlaient au nom de leurs citoyens, qui étaient très inquiets. (Journaliste 3)

Le répondant 3 est le seul des participants à nos entretiens à mentionner son intérêt à faire une place aux communautés autochtones dans le débat public sur Énergie Est. « Les communautés autochtones étaient donc “un gros” interlocuteur. [Elles étaient] importantes pour moi », précise-t-il.

Dans ce dossier-là, il y avait les Mohawks qui étaient très directement touchés, parce que TransCanada [passait] à travers leur territoire, de bord en bord, et ils étaient touchés directement par le tracé présumé du pipeline, et touchés indirectement parce qu'ils voyaient l'impact [de l'exploitation pétrolière] sur d'autres Premières Nations à travers le pays. (Journaliste 3)

Le répondant 3 a également soulevé les difficultés qu'un journaliste peut éprouver quand vient le temps de faire parler certains types de parties prenantes. Il avance que la ligne éditoriale ou la réputation d'un quotidien peut avoir un impact sur la volonté des intervenants à émettre un commentaire. Le répondant 3 souligne en ce sens que la crédibilité d'un journal peut être un avantage; cela peut rassurer les sources et les convaincre de parler. À l'inverse, les valeurs qui émanent d'un média peuvent en décourager d'autres, et les dissuader de commenter une situation d'actualité. « D'autres interlocuteurs à qui j'ai parlé, [des gens du secteur de l'économie], étaient toujours très sur la défensive », évoque le répondant 3 à titre d'exemple.

Le répondant 1 reconnaît qu'il n'a pas accordé une place aussi grande aux diverses parties prenantes gravitant autour d'Énergie Est qu'à celle qu'il a donnée aux experts en environnement, même s'il estime qu'il était crucial pour lui de donner la parole à TransCanada en tout temps, tel que le commandent les normes de la profession journalistique²⁶. Un groupe qu'il dit considérer comme étant la « partie adverse ».

[Pour Énergie Est], à chaque fois qu'il y avait des informations qui étaient « pour critiquer le projet » ou pour mettre en lumière des impacts sociaux ou

²⁶ Selon le guide de déontologie du Conseil de presse du Québec (CPQ), il est attendu d'un professionnel de l'information que son travail démontre, entre autres, un équilibre, soit qu'il y ait « dans le traitement d'un sujet, [une] présentation d'une juste pondération du point de vue des parties en présence ». (Conseil de presse du Québec, 2015)

environnementaux, ou pour remettre en question des impacts économiques, systématiquement, je donnais la parole à TransCanada. Il faut le noter, d'ailleurs, TransCanada se faisait un devoir de répondre. (Journaliste 1)

Si le répondant 1 souligne avoir donné une possibilité de s'exprimer aux représentants de la compagnie albertaine, il ne spécifie pas quelle réelle place il a donné dans ses articles aux propos des porte-paroles ou à ceux des représentants de TransCanada. Au sujet des voix officielles de l'entreprise pétrolière, l'opinion du journaliste interrogé transparaît fortement lors de l'entretien. Il explique : « Chaque fois qu'on est sur une affaire, on lance toujours la partie adverse. C'est comme avec GNL²⁷. Ils ne sont pas d'accord avec moi, évidemment, ils me haïssent, mais tant pis pour eux. » (Journaliste 1).

L'analyse de nos entretiens témoigne des difficultés que les journalistes peuvent vivre au quotidien en ce qui a trait aux échanges avec les personnes touchées directement par leurs sujets.

Le répondant 3 affirme, pour sa part, qu'il croyait avoir « exclusivement fait du travail de terrain », en ce sens qu'il ne se fiait nullement aux études d'impacts ou aux documents judiciaires liés au projet d'oléoduc. Il exprime toutefois que sa présence permanente aux audiences de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) dédiées à Énergie Est, tenues en 2016, a donné un nouvel essor à sa couverture, ainsi que de nouvelles sources d'information à considérer.

Couvrir des audiences publiques aussi techniques que celles sur Énergie Est, c'était [comme suivre] un cours d'université sur les hydrocarbures. En fait, c'était un cours accéléré en hydrocarbures. Je n'aurais jamais pu faire la même couverture si je n'avais pas fait les audiences. (Journaliste 3)

²⁷ GNL Québec est l'un des plus gros projets industriels de gaz naturel liquéfié « jamais vus » dans la province. On prévoit sa construction à La Baie, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et suscite des inquiétudes qui rappellent celles évoquées en lien avec la volonté de TransCanada d'instaurer un terminal pétrolier à Cacouna, dans le Bas-Saint-Laurent (Radio-Canada, 2019).

Le répondant 3 estime que les audiences de la CMM ont été pour lui formatrices, surtout pour les apprentissages reliés au secteur pétrolier, mais il indique qu'elles sont arrivées juste avant l'abandon du projet d'oléoduc par TransCanada, et que ces nouvelles aptitudes ne lui ont pas servi à couvrir le sujet d'Énergie Est par la suite. Elles ont plutôt servi à traiter d'autres sujets reliés à des projets d'exploitation des ressources naturelles.

En rappelant le contexte politique dans lequel le projet Énergie Est a émergé, c'est-à-dire vers la fin du mandat du premier ministre conservateur Stephen Harper, le répondant 3 évoque un problème important en ce qui a trait à l'accessibilité de l'information détenue par l'Office national de l'Énergie (ONÉ). Un élément qui, selon le répondant 3, peut influencer la couverture journalistique, puisque cette inaccessibilité aux sources officielles d'un organisme réglementé par le gouvernement implique qu'un professionnel de l'information doive se tourner vers des sources, qui, sans être « moins fiables », sont moins solides. Le journaliste explique qu'accéder à ces sources est aussi plus difficile, d'une part, n'étant pas physiquement sur le territoire, d'une autre, parce qu'il est plus ardu d'obtenir de l'information en français.

Il y avait aussi une question de proximité des sources. [Étant un] journaliste au Québec, à Montréal, qui travaille en français, même si je suis parfaitement bilingue, quand on s'adresse à une organisation fédérale, basée dans l'ouest du pays, on n'a pas de sources directes. (Journaliste 3)

Les entraves au travail journalistique ne sont pas qu'exclusivement externes. Elles peuvent parfois être imposées au sein même des salles de presse, incarnées entre autres par des contraintes de production dues à un manque de ressources, ou encore à l'imposition d'une ligne éditoriale. Les écueils d'un traitement médiatique peuvent aussi émaner d'une perspective subjective d'un sujet par la personne qui le traite. Considérant l'imputabilité des médias, les patrons des salles de nouvelles (directeur de l'information, rédacteur en chef, pupitres, etc.), agissent comme un rempart « pour une information de qualité » (Journaliste 1), en accord avec la déontologie journalistique. À cet effet, il sera question

de l'objectivité journalistique des journalistes interrogés et du droit de regard de leurs supérieurs dans la section qui suit.

5.2.2.3. Conscients de leurs biais

Nos entretiens ont été marqués par des commentaires évocateurs des potentiels biais et de la vision subjective des journalistes interrogés. Ces remarques, qui sont normalement passées sous silence en raison du devoir d'objectivité journalistique, contribuent, une fois nommées, à une compréhension plus poussée des intentions journalistiques derrière le traitement ou la démarche de chacun. À ce sujet, deux journalistes sur trois démontraient une allégeance « anti-oléoduc » dans les propos tenus lors des entretiens.

D'une part, le répondant 1 confie avoir ressenti un malaise par rapport à la compagnie TransCanada dès l'apparition du projet Énergie Est dans la sphère publique :

Il y a une compagnie [TransCanada] qui est arrivée et qui a dit : «Pensez-vous que le pétrole, on serait mieux de le faire circuler par trains ou par pipeline? Le pipeline, il est beaucoup plus sécuritaire! », et évidemment, c'est d'une indécence consommée, vu le contexte et le traumatisme que les gens au Québec avaient vécu. C'est à ce moment-là que le projet a été présenté. (Journaliste 1)

En entretien, il s'exprime également sur les compétences de TransCanada ou sur les difficultés de cette dernière à mettre en œuvre son projet au Québec.

[La fuite du document stratégique], c'était du bonbon cette affaire-là. [Le document d'Edelman] a vraiment mis en lumière à quel point l'entreprise avait des difficultés à faire accepter son projet, et donc avait besoin de solliciter un appui politique au niveau local. Vraiment, c'était des gens qui avaient de la difficulté à faire passer leur projet. Ce n'était vraiment pas des cons, ce sont des gens qui savent comment fonctionne l'opinion publique, l'opinion publique qui a des noyaux de résistance, mais par contre, dans le cas d'Énergie Est, ça n'a pas fonctionné. (Journaliste 1)

Ce dernier s'est réjoui de la fuite du plan de communication de TransCanada en 2014, qui, à son sens, a contribué à l'abandon du projet. Détenant des connaissances approfondies en environnement, et plus précisément sur la faune et la flore du Québec, il a également

partagé son opinion quant à la « fatalité » qui découlerait de la construction d'un oléoduc dans le secteur de Cacouna, dans le Bas-Saint-Laurent : « J'ai pas mal couvert le sujet, c'est un sujet que je connais très bien, la question de la protection des cétacés dans le Saint-Laurent. Avec un pipeline "drette" là, tu es fait » (Journaliste 1).

Le répondant 3 dit être conscient que le traumatisme vécu à Lac-Mégantic, tant par la population que par les journalistes, a influencé sa couverture.

C'était vraiment un traumatisme, je pense, pour les Québécois, qui ont un peu réalisé le parcours du pétrole. [Le projet Énergie Est a été annoncé] dans le même temps [que la catastrophe]. On [avait] encore le nez dans Mégantic, dans le « trou »²⁸, dans l'espèce de cratère énorme qu'est devenu Mégantic. (Journaliste 3)

Le répondant 3 précise que l'opposition citoyenne envers Énergie Est était si virulente dans l'espace public que certaines personnes ont cru que même les journalistes se rangeaient du côté « anti-oléoduc ». Il explique : « Quand on s'adressait aux promoteurs ou aux appuis au projet [c'était] tout de suite perçu comme une menace. Il m'était difficile de rapporter le point de vue de ceux qui ne voulaient pas parler » (Journaliste 3).

Le répondant 3 estime aussi que le travail des médias dans le cas d'Énergie Est a été utile pour les opposants au projet.

On a joué un rôle clé dans l'abandon du projet. Ce n'est pas nous qui avons fait que le projet a été abandonné, mais on a relayé, on a donné de l'écho à la grogne, qui autrement, serait peut-être passée inaperçue. Le fait qu'il y a eu un écho à la grogne des premiers mouvements – parce que bon, au début, c'était que quelques groupes qui s'opposaient et ça a fait que d'autres groupes se sont créés –, ça a réveillé des villes, les petites municipalités qui n'ont pas les moyens d'analyser ce type de dossiers très complexes, et ça a donné une voix, vraiment, à l'opposition. Je pense que s'il n'y avait pas eu les médias, à ce moment-là, ça aurait été beaucoup plus difficile pour les villes de s'organiser de partager de l'information et pour les citoyens, de se mobiliser. (Journaliste 3)

²⁸ Le « trou » fait référence à l'état et l'apparence du centre-ville de Lac-Mégantic après l'explosion du convoi ferroviaire le 6 juillet 2013.

Pour lui, les journalistes ont joué leur « rôle d'écho à la grogne citoyenne, aux inquiétudes citoyennes ». Il soutient que la couverture médiatique a eu une influence dans la mise au rencart d'Énergie Est.

5.2.3. Perception de la couverture médiatique du projet Énergie Est

Les journalistes interrogés pour cette étude estiment qu'Énergie Est aurait mérité un peu plus d'attention de la part des différents organes médiatiques du Québec. Les trois participants soulignent un manque de ressources, précisément au niveau de la spécialisation journalistique en environnement ou des connaissances scientifiques liées à des projets énergétiques d'envergure comme celui qui était prévu par TransCanada. Ils soutiennent que le traitement a été davantage axé sur les risques environnementaux liés au projet, mais que malgré cela, le sujet n'a pas assez fait les manchettes.

Je pense que les médias n'ont peut-être pas accordé autant d'importance à ce projet-là autant qu'ils auraient dû. C'est comme [le projet] GNL Québec. C'est la même affaire : on ne s'y intéresse pas au début, puis à un moment donné ça devient the talk of the town puis on s'y intéresse. C'est ce qui s'est passé avec Énergie Est, et c'est ce qui va se passer avec les autres [projets]. (Journaliste 1)

De l'avis du répondant 1, le manque d'intérêt des salles de rédaction pour les projets industriels d'envergure, et plus généralement, pour les enjeux environnementaux, fait que des sujets comme le projet Énergie Est deviennent soudainement « prioritaires » seulement quand ils suscitent l'intérêt de la population.

Le répondant 3 estime que le manque de journalistes spécialisés en environnement a pesé dans la balance quant au poids du sujet dans les grands titres d'actualité mis de l'avant par les organes de presse québécois.

Étant moins impliqué dans la couverture de sujets reliés à l'environnement que ses confrères, le répondant 2 estime que cette perspective plus « extérieure » lui permet de souligner qu'Énergie Est a reçu une couverture « très anti pipeline », notamment en raison des « intervenants les plus exposés », selon lui.

Il y avait une forte opposition envers ce projet-là, ici, et les seuls groupes à parler [dans les médias], c'était des groupes environnementaux et des lobbies environnementalistes. Eux parlaient « au nom de la population ». Ils disaient : « les gens n'en veulent pas [de ce projet d'oléoduc] ». Donc, oui, j'ai l'impression qu'on a fait une couverture « anti », beaucoup, qui condamnait le projet, alors que les arguments des « pro » se défendent aussi. (Journaliste 2)

Avec le recul, le répondant 2 estime que le traitement a été plus négatif en raison de la forte présence des groupes d'opposition dans l'espace médiatique. Il estime que les médias ont une tendance à traiter des enjeux sociétaux avec une teinte plus libérale que conservatrice. « C'est un secret de polichinelle que les journalistes, en général, tirent plus à gauche qu'à droite », soutient-il.

Je pense que c'est insidieux, ça se fait quand même un peu tout seul. Que ce soit pour [le projet Énergie Est] ou [pour] n'importe quel projet, comme [celui du] troisième lien à Québec. On ne peut pas dire que le projet de troisième lien [à Québec] a super bonne presse dans les médias, de ce côté de l'autoroute [à Montréal]. (Journaliste 2)

En ce qui a trait à la perspective des journalistes quant à leur propre couverture, les trois répondants se disent satisfaits de ce qu'ils ont mis en lumière, et estiment avoir offert au public, dans l'ensemble, un portrait juste des enjeux reliés à un projet d'envergure comme celui qui était envisagé par la compagnie TransCanada.

Le répondant 1 estime notamment que son apport a été central dans la couverture du projet par la presse écrite québécoise.

Il y a de [mes] textes qui ont suscité des réactions bien au-delà [du quotidien], beaucoup de sujets qui ont été repris par les autres médias, d'ailleurs. [C'est] l'impact d'un travail pertinent; ça a des impacts ailleurs dans la sphère publique. C'est intéressant. (Journaliste 1)

N'étant pas spécialisé dans le traitement d'actualités scientifiques ou environnementales, le répondant 2 croit qu'il a offert un traitement respectueux des parties prenantes qui étaient touchées de près ou de loin par le projet d'oléoduc.

Ça fait peut-être un peu pompeux dit de même, mais c'était de nous faire une tête nous-mêmes [sur le projet]. Je n'avais aucune idée [de ce en quoi ça consistait], je n'avais jamais suivi ce dossier-là. Ce n'était pas un des dossiers que je couvrais d'ordinaire. C'était complexe, et à la fin [de cette série de reportages], j'ai pu me faire une opinion sur tout cela. Quand on a fini la semaine,

en revenant, je comprenais ce qu'il se passait avec le pipeline. Je comprenais le sujet, alors qu'au début de la semaine, je ne comprenais rien du tout. (Journaliste 2)

Le répondant 3 considère que, malgré l'insuffisance des ressources journalistiques au sein de son quotidien, il a pu couvrir, autant que faire se peut, tous les aspects reliés à Énergie Est.

J'avais une vision d'ensemble du dossier, et au [quotidien], on était une petite équipe, à l'époque. Tout le monde avait tellement de choses à faire que ce dossier-là est retombé complètement dans mon carré de sable dans toutes ses ramifications. (Journaliste 3)

Ce journaliste affirme que cette couverture a été l'occasion d'en apprendre beaucoup sur le chemin du pétrole, sur quel type de pétrole circule [au pays], quels pourraient être ses impacts, comment il se comporte, dépendamment de l'environnement dans lequel il tombe : « Ça m'a réveillé sur tous les autres pipelines, et surtout [sur] le dossier pétrolier ou [celui] des hydrocarbures en général. Après Énergie Est, j'ai beaucoup plus couvert tous les autres pipelines » (Journaliste 3).

Le répondant 3 reconnaît que certains aspects, qu'il ne considère pas comme des lacunes, mais plutôt comme « des observations a posteriori », auraient eu avantage à être peaufinés ou remarqués au moment où Énergie Est était d'actualité. Le répondant 3 apporte une critique constructive à son travail, même s'il se dit « généralement satisfait » de sa contribution.

C'est qu'à mon retour de congé [d'une longue durée], [j'ai] vraiment très peu couvert [Énergie Est], donc il y a un certain manque de suivi dans le travail que j'ai pu faire pour la couverture. J'aurais aussi aimé pouvoir sortir de Montréal pour pouvoir aller [à l'extérieur]. (Journaliste 3)

Ce journaliste se questionne d'ailleurs sur la façon dont les médias pourraient donner le temps aux journalistes, malgré les contraintes de production, pour assurer des suivis adéquats des sujets produits dans le cadre de couvertures aussi imposantes que celle

d'Énergie Est. Cette critique constructive ainsi que les responsabilités des organes de presse sont abordées dans la prochaine section.

5.2.4. Le rôle des médias dans la couverture des projets d'envergure

Un dernier thème, lui aussi au cœur des réponses fournies par les journalistes interrogés, est celui du rôle des médias. Dans une perspective réflexive, les participants ont partagé leurs impressions quant aux responsabilités éditoriales des entreprises médiatiques, mais aussi des professionnels de l'information, et ont aussi proposé des pistes de discussion quant au regard autocritique que devraient en tout temps porter les médias sur leur travail, selon eux.

5.2.4.1. Il faut davantage parler d'environnement dans les médias, et en parler mieux

Les trois journalistes interrogés expriment un certain inconfort, quant à la place des enjeux environnementaux dans les différents médias, et par rapport au traitement qui leur est attribué. Ils considèrent notamment que les organes de presse ont une responsabilité éditoriale d'offrir une plus importante tribune à l'environnement, par intérêt public, et non pas par intérêt de performance.

Le répondant 1 estime que les patrons de presse ne considèrent pas les enjeux environnementaux avec autant d'intérêt que les faits divers, par exemple.

Je pense que c'est important que les médias s'intéressent aux gros projets industriels [comme Énergie Est] dès qu'ils se présentent, parce qu'après ça, on se retrouve à faire du rattrapage. Les journalistes sont habituellement compétents, mais [en fin de compte], n'y sont pas incités. (Journaliste 1)

Il croit également que l'environnement, dont les sujets sont souvent classés dans les actualités générales, plutôt que dans une section dédiée à ce thème, n'est pas couvert aussi rigoureusement de la part des journalistes non spécialisés.

Selon lui, il est aussi de la responsabilité éditoriale d'un média de s'assurer d'une constance dans le traitement de sujets environnementaux, notamment en cette ère de changements climatiques : « Je ne serai pas méchant envers les collègues, mais je trouve que les journalistes, en ce qui a trait aux questions environnementales, font un travail de paresseux » (Journaliste 1).

Ces propos du répondant 1 viennent remettre en question les habitudes de traitement de l'information.

5.2.4.2. De la nécessité de l'autocritique dans les pratiques journalistiques actuelles

Les professionnels qui ont participé à nos entretiens ont offert quelques pistes de solutions qui pourraient améliorer la couverture médiatique aux prochains projets pétroliers qui investiront le débat public.

Le répondant 1, qui traite quotidiennement d'enjeux reliés à l'environnement, suggère que les rédactions soient ouvertes à donner plus de temps aux journalistes pour traiter de ces sujets. Il considère que les aspects techniques complexes des sujets environnementaux méritent une attention particulière, et qu'une plus grande planification, une recherche plus poussée et des assignations aux actualités environnementales sur de plus longues périodes seraient bénéfiques.

En environnement, on n'a pas encore tout à fait le réflexe de prendre les devants. C'est peut-être ça qu'on devrait retenir d'Énergie Est. Prendre les devants sur la couverture. C'est ce qu'on fait avec Énergie Saguenay et je pense que les médias, parfois, n'apprennent pas de ces erreurs-là. (Journaliste 1)

Le répondant 1 demeure toutefois optimiste pour la suite, puisqu'il croit que « la chose environnementale intéresse davantage les patrons maintenant ».

Ayant lui-même expérimenté cette façon de faire dans sa couverture d'Énergie Est, le répondant 2 propose d'ajouter l'avenue du journalisme narratif, ou à tout le moins le

journalisme de terrain, pour traiter des enjeux reliés à l'actualité environnementale ou de nature scientifique, pour humaniser les sujets.

Dans ces moments-là [quand un sujet est complexe], je trouve que [le terrain] c'est ce qui est l'idéal, en couverture. Je suis un apôtre du terrain, j'ai tout le temps trouvé qu'il en manquait. Des Yves Boisvert, ou des Pierre Foglia²⁹, [il ne s'en fait plus beaucoup]. Yves Boisvert qui raconte la politique américaine à sa façon, je trouve ça bien plus intéressant que la énième analyse de ce qui se passe avec les primaires de l'expert qui couvre la politique américaine, par exemple. (Journaliste 2)

Le répondant 2 estime qu'il est important que la couverture journalistique de projets industriels d'envergure – qui peuvent être techniquement difficiles à vulgariser pour les journalistes et ardu à comprendre pour le public – soit déclinée selon diverses formes de traitement : le journalisme narratif, l'enquête, la vulgarisation scientifique, l'épreuve des faits, les entrevues longues (hot seat) avec les élus politiques ou les promoteurs d'un projet, etc.

Parmi les solutions qui ont été mises de l'avant par les participants à notre recherche, figure aussi celle de redorer le blason du journalisme en environnement.

5.2.4.3. Le « beat³⁰ » environnemental, un incontournable

Le projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada a été qualifié comme étant « complexe » par les trois journalistes interrogés. Deux d'entre eux, dont l'expertise et le « beat » est en environnement, ont signifié qu'il était primordial que des journalistes spécialisés en environnement ou en sciences se penchent sur des sujets comme le projet d'oléoduc.

À cet effet, le répondant 1 déplore qu'il y ait très peu de journalistes au Québec ayant l'environnement comme spécialisation. Selon lui, trop peu de journalistes québécois ont

²⁹ Yves Boisvert est chroniqueur et au journal *La Presse* depuis 30 ans. Également à *La Presse*, Pierre Foglia a été journaliste et chroniqueur de 1972 à 2015. Ce dernier est un des journalistes d'opinion les plus reconnus de la profession.

³⁰ Le « beat » journalistique est en fait une spécialisation dans un domaine précis. Sormany (2011) écrit qu'il s'agit d'une tendance incontournable dans le domaine (p.378).

l'occasion de se consacrer totalement à ce vaste thème, qui demande des connaissances pourtant pointues : « C'est important, lorsqu'on a l'occasion de couvrir un sujet comme Énergie Est, sur le long terme, [qu'on bâtit] une masse de connaissances qui sont absolument appréciables, et qui nous permette de mieux comprendre les enjeux, plus rapidement » (Journaliste 1).

Dans le même sens, le répondant 3 regrette le peu de journalistes spécialisés en environnement. « Le Québec a encore moins de journalistes environnementaux maintenant que quand j'y étais », soutient-il. Il apporte aussi une nuance : selon lui, les journalistes québécois qui travaillent sur le thème de l'environnement ne le font pas tous de façon « exclusive », et pas par choix : « C'est souvent quelque chose qui arrive par-dessus d'autres responsabilités pour des journalistes dits « sans beat », soit des généralistes. » (Journaliste 3).

Ainsi, le répondant 3 estime que les jeunes journalistes ou les journalistes qui ne sont pas spécialisés qui traitent de ces enjeux (par l'affectation qui leur est attribuée) privent le public, en quelque sorte, d'une information complète. Ces journalistes interrogés ont toutefois souligné dans les entretiens des points de vue arbitraires.

L'analyse des résultats quantitatifs et qualitatifs présentée dans ce chapitre permet d'établir un portrait complet de la couverture journalistique attribuée au projet Énergie Est. Si, d'un côté, les données liées à l'analyse des articles de presse démontrent que la couverture est principalement axée sur les enjeux environnementaux ainsi que les vulnérabilités qui y sont reliées, et que l'intention derrière le propos des auteurs était de dénoncer les conditions du projet, on comprend mieux, en tenant compte des résultats issus des entretiens, que les journalistes ont fortement été marqués par les événements tragiques de Lac-Mégantic et que cela a eu un effet sur leur traitement d'Énergie Est. Les entretiens semi-dirigés nous ont aussi permis d'ajouter une couche de compréhension quant à la perception respective des répondants sur la couverture globale attribuée au

projet. Ces derniers estiment qu'en considérant le contexte qui a suivi la catastrophe pétrolière de Lac-Mégantic, le traitement d'Énergie Est a été juste et crédible, et surtout, d'intérêt public.

6. DISCUSSION

Dans le cadre de cette recherche, nous avons pour objectif de répondre à la question principale suivante : comment le projet Énergie Est a-t-il été couvert par les trois principaux quotidiens francophones en importance au Québec? Pour y arriver, nous avons, d'une part, mis en lumière ce qui se dégageait des 342 articles publiés par les trois journaux à l'étude, et avons réalisé des entretiens avec trois journalistes provenant de ces médias et ayant couvert le sujet à différents degrés.

Deux constats principaux émergent de notre double stratégie méthodologique. D'abord, en concordance avec notre hypothèse, nous avons constaté que les journalistes affectés au traitement médiatique de l'oléoduc de TransCanada ont posé un regard négatif sur le projet, notamment en raison de l'influence qu'a eue la catastrophe de Lac-Mégantic sur leur perception du risque et sur celle de la population (Carignan, 2014; Wilson, 2000). Ensuite, cette perception modulée du risque a cultivé l'attention et l'appétit du public, nourrissant l'intérêt des médias et générant ainsi les motifs d'une couverture principalement axée sur les risques environnementaux de l'oléoduc Énergie Est (Friedman, 2015).

Notre analyse nous amène à conclure que le traitement médiatique du risque environnemental et la perception de ce risque se retrouvent en quelque sorte dans une boucle; l'un agit sur l'autre, et vice versa. À cet effet, la Figure 6 **Error! Reference source not found.** illustre la mise en relation entre nos résultats de recherche, notre problématique et le cadre théorique de ce mémoire.

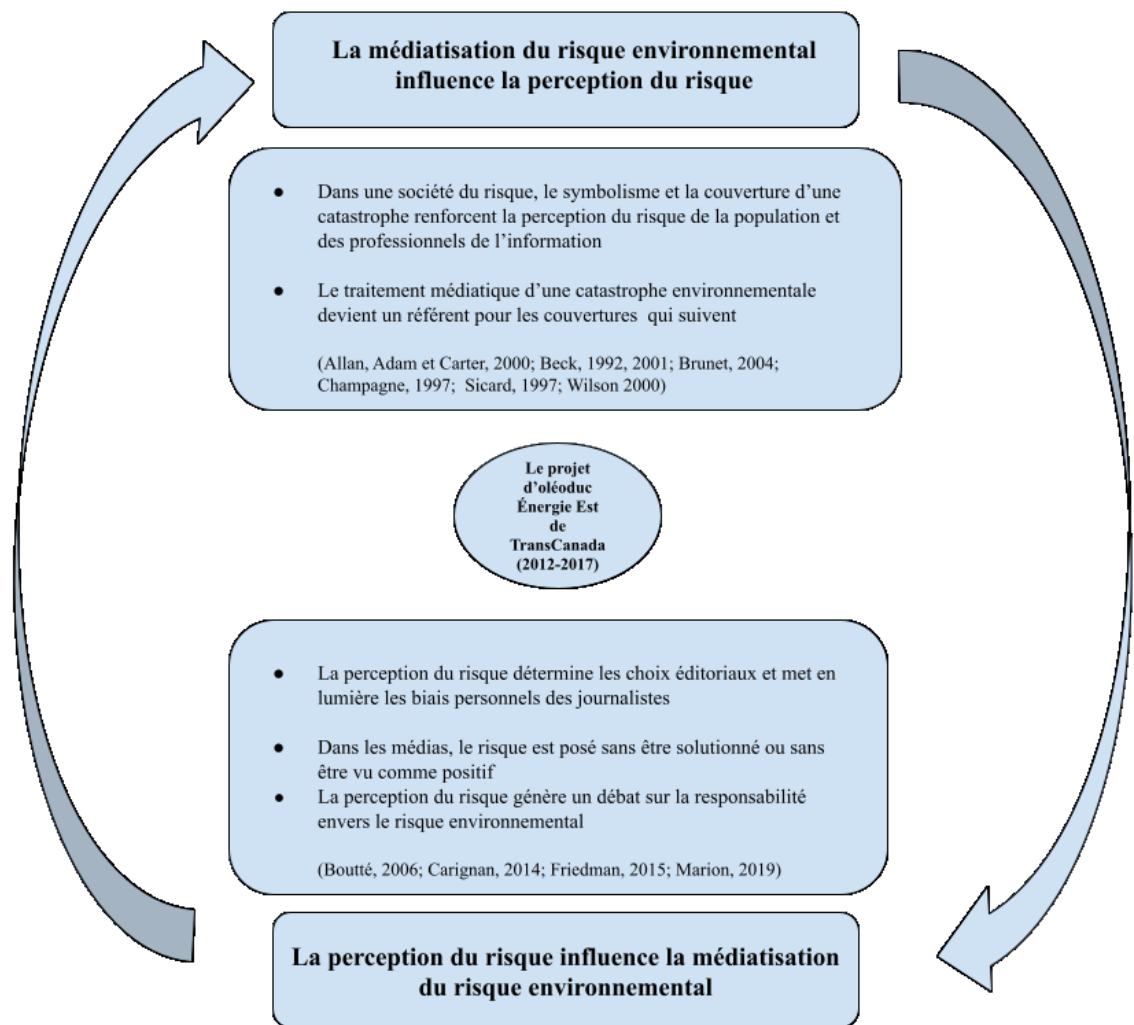


Figure 6 – Boucle d'influence entre la médiatisation et la perception du risque dans la couverture du projet Énergie Est

6.1. L'influence et la portée de la médiatisation du risque environnemental

L'objectif de cette recherche visait en partie à valider la manière dont les journalistes ont statué sur les risques environnementaux, tous azimuts, de l'implantation de l'oléoduc Énergie Est. Nous présentons dans cette sous-section comment les vulnérabilités associées à l'oléoduc et la perspective d'une catastrophe, traitées dans un contexte de société du risque, ont façonné la couverture du projet de TransCanada.

6.1.1. Le symbolisme et la couverture d'une catastrophe renforcent la perception du risque

La tragédie ferroviaire survenue à Lac-Mégantic le 6 juillet 2013 est devenue une catastrophe hautement symbolique au Québec, c'est-à-dire qu'elle s'est désormais insérée dans les mémoires des gens. Cloarec (1989) écrit d'ailleurs :

L'observateur du paysage incendié est placé en situation (symbolique) d'être le seul témoin vivant du paysage qui n'est plus. C'est une symbolique du deuil qui est à l'œuvre. Le paysage mort n'existe que dans la déploration du paysage vivant, dont la perte est, comme la mort, irrémédiable. (p. 303)

Les faits, tout comme les images, qui ont circulé dans les médias ont ainsi profondément marqué la population québécoise, qu'on parle des citoyens ou des professionnels de l'information. « Ça a été notre première grande catastrophe pétrolière au Québec, en tout cas des dernières décennies », nous affirmait le répondant 3. Et pour compte, la couverture médiatique de ce désastre a été faste (Lanouette, 2016).

On l'a aussi remarqué avec la couverture extensive liée à la responsabilité du chauffeur du convoi ferroviaire, Thomas Harding (Journal de Montréal, 2013; La Presse canadienne, 2013; Radio-Canada, 2013) ou à celle de la Montreal, Maine and Atlantic Railway (MMA) au lendemain de la tragédie (Le Devoir, 2013; Les Affaires, 2013; TVA Nouvelles, 2013). L'attention médiatique fortement orientée sur les impacts environnementaux de l'explosion du convoi a laissé une trace dans l'imaginaire collectif (L'actualité, 2013; Le Devoir, 2013; Radio-Canada, 2013).

Cette profonde marque s'inscrit parmi celles qui construisent ce que Beck (1992) appelle la société du risque, dont les transformations, qu'elles soient d'ordre technologique ou naturel – et dont le développement augmente logiquement les risques –, influencent les craintes et la perspective du risque, tous domaines confondus. Pena (2009) écrit : « l'homme a peur de l'inconnu et lutte de façon désespérée contre cela » (p. 123). En

réponse à cette peur, Giddens (1991), qui a largement théorisé sur la notion de culture du risque, explique que l'individu réagit au risque en tentant d'être proactif et en essayant de le prévoir du mieux possible. Cela résonne en quelque sorte dans ce que nous avons analysé de la couverture de l'oléoduc envisagé par TransCanada.

Ainsi, les journalistes interrogés pour les fins de cette recherche ne sont pas imperméables à cette crainte collective du risque qui a été nourrie par des faits avérés (explosion, victimes, pollution, etc.) liés à la tragédie de Lac-Mégantic. C'est ce que nous avons remarqué chez les répondants 1 et 3, qui ont, tous deux, couvert les événements de Lac-Mégantic avant de couvrir Énergie Est. Rappelant que le projet pétrolier a été annoncé quelque temps à peine après la tragédie, ces professionnels de l'information concèdent que d'avoir « encore le nez dans Mégantic » (Journaliste 3) a influencé leur perception de ce qui pourrait avoir lieu si un oléoduc traversait le territoire québécois. C'est exactement ce que Beck soutient : le risque, inévitablement présent, est parfois grossi par la perception du risque, qui, elle, est collectivement amplifiée à la fois par la population et par les médias.

Avec le recul sur nos résultats et sur les événements liés à Énergie Est, nous constatons que le traitement médiatique du projet se fonde sur une grande question, qui s'est posée sur plusieurs années : « et si Énergie Est pouvait créer un nouveau “Lac-Mégantic” ? ». Cette interrogation fait écho aux postulats de la culture du risque, précisément aux idées de prévention et de contrôle du risque. Selon les trois journalistes répondants, ces deux éléments font partie de leur devoir d'informer sur les impacts environnementaux (et autres vulnérabilités du projet). Le répondant 1 estime qu'il était d'ailleurs impératif que les professionnels de l'information affectés à ce sujet soient en mesure de faire connaître l'étendue des impacts qui attendaient la population québécoise si la construction d'un oléoduc comme Énergie Est devait aller de l'avant.

Dans la sous-section qui suit, nous exposons comment le traitement d'événements symboliques joue un rôle dans l'appréhension et l'exposition des risques environnementaux.

6.1.2. Le traitement médiatique d'une catastrophe environnementale devient un référent

Selon ce que Miller et Parnell Riechert ont établi (2000), la couverture d'événements comme ceux de Lac-Mégantic suivrait un certain modèle de traitement médiatique typique aux catastrophes, qui se soumet à une logique en trois temps : 1) la perturbation de la normalité, 2) l'enquête sur le mystère et 3) la restauration de la normalité. Cette formule favoriserait la construction d'une certaine symbolique autour d'un phénomène ou d'un événement et de ses impacts.

De ce fait, avant d'être arrivés à l'étape de la « restauration de la réalité » post-catastrophe pétrolière, l'annonce d'une initiative pétrolière comme Énergie Est a suscité une certaine dissonance à la fois chez la population, mais également au sein des médias, influençant par le fait même la perception du risque d'un tel projet. Ainsi, dans la couverture journalistique associée à l'oléoduc de TransCanada, nous constatons la présence d'une énorme appréhension collective du danger (Guillebaud, 1990, dans Stoiciu, 2006, p. 130), que l'on peut dans ce cas-ci associer aux impacts environnementaux majeurs subis par la communauté de Lac-Mégantic. Dans nos entretiens de recherche, le journaliste 3 spécifie d'ailleurs que sa couverture tient ses bases dans sa réflexion quant aux répercussions d'une possible fuite de pétrole de l'oléoduc, comme celle qui a eu lieu à Lac-Mégantic en 2013.

[L]a forte présence [de l'oléoduc] sur le territoire [augmentait les risques de] contamination [de l'eau]. [Q]uel impact ça pourrait avoir sur leur vie, sur leur santé, sur leur économie, sur leur tissu social? [Lac-Mégantic] est resté dans ma couverture jusqu'à la toute fin, jusqu'à ce qu'Énergie Est soit abandonné. (Journaliste 3)

Qui plus est, deux des trois journalistes interrogés ont soutenu qu'il y avait un lien direct entre les événements de Lac-Mégantic et l'oléoduc de TransCanada. Tous deux ont, indépendamment, tenu à contextualiser leur couverture d'Énergie Est en fonction de leur couverture de Lac-Mégantic, rappelant la gravité des conséquences vécues par la petite communauté estrienne, et soulignant le traumatisme palpable chez l'ensemble de la population québécoise.

C'était vraiment un traumatisme, je pense, pour les Québécois, qui ont un peu réalisé le parcours du pétrole. Sa forte présence sur le territoire et quel impact ça pourrait avoir sur leur vie, sur leur santé, sur leur économie, sur leur tissu social. Et pour nous, journalistes, c'était aussi un traumatisme, parce qu'on était beaucoup à couvrir Mégantic. (Journaliste 3)

La signification du mot « traumatisme » est évocatrice du vécu des journalistes interrogés pour cette recherche, et l'association qu'ils en font avec le projet de TransCanada illustre explicitement leur rapport à Énergie Est. Selon Guillebaud, cette position démontre « l'attente inconsciente d'une tragédie » (p. 130), d'une autre tragédie, dans le cas qui nous intéresse.

Une autre piste d'explication quant à l'influence de Lac-Mégantic sur Énergie Est résiderait dans le choc « des structures imaginaires collectives », une notion explicitée par Cornillot (1990). Ces structures seraient en fait nourries par des facteurs culturels. À titre d'exemple, lorsqu'on met en interaction, d'une part, 1) la sensibilité exacerbée face au transport pétrolier après l'explosion d'un convoi transportant du pétrole, puis d'une autre, 2) la volonté économique – et la tentative de réassurance en matière de sécurité – d'une entreprise comme TransCanada, on assiste en quelque sorte à une (deuxième) déflagration, qui renforce ici l'imaginaire symbolique autour de la tragédie ferroviaire et de ses impacts environnementaux. Dans la même veine, la fuite du document stratégique de TransCanada, qui avait pour but de convaincre le Québec d'adhérer aux objectifs de sécurité de la compagnie, a eu l'effet d'une bombe (médiatique) plutôt qu'un baume (Pineault, 2016). C'est notamment ce que prétendent les trois journalistes interrogés, dont

le répondant 2, qui dit avoir essentiellement bâti sa couverture autour de cette fuite. Ces collisions des idées, selon Cornillot (1990), entraînent une perception distorsionnée du sujet traité, en l'occurrence le projet Énergie Est, tant chez la population que chez les travailleurs de l'information.

Nos résultats quantitatifs ont en ce sens démontré que les risques environnementaux du projet d'oléoduc étaient largement mis de l'avant. D'abord, parce que les vulnérabilités environnementales étaient davantage soulignées (57,3%) que toutes autres vulnérabilités intrinsèques à un projet énergétique d'envergure (enjeux techniques, économiques ou de sécurité civile). Ensuite, parce que les médias ont choisi de traiter majoritairement du sujet sous le thème de l'environnement, en occultant presque entièrement l'idée de bénéfices potentiels – même environnementaux – de la mise en place d'un tel projet. Les avantages reliés à l'économie ou à la création d'emplois ont très peu été abordés, et lorsqu'ils l'étaient, ils étaient critiqués.

Placée en filigrane, la catastrophe de Lac-Mégantic a donc donné le ton à la couverture médiatique du projet pétrolier jadis souhaité par TransCanada. Elle est devenue un référent à la fois pour la population, mais surtout pour les journalistes. Dans la prochaine section, nous voyons de quelle façon cette perspective du risque environnemental, modelée dans une société du risque, a à son tour influencé la fabrication de la couverture médiatique d'Énergie Est.

6.2. L'objectivité, le rempart face à la perception du risque

Dans notre problématisation, nous avons émis comme hypothèse que les journalistes affectés au traitement médiatique d'Énergie Est ont posé un regard davantage négatif sur ce projet énergétique d'ampleur. Dans cette prochaine sous-section, nous présentons comment la spectacularisation de l'information environnementale, additionnée aux contraintes de vulgarisation scientifique et au contexte professionnel journalistique au Québec a influencé le portrait d'Énergie Est dans la presse québécoise.

6.2.1. La perception du risque détermine les choix éditoriaux et met en lumière les biais personnels des journalistes

La perception du risque, préalablement façonnée par le traitement médiatique des enjeux environnementaux ou par le symbolisme des catastrophes, influence chaque nouvelle couverture journalistique dont le sujet porte sur un environnement qui pourrait potentiellement être affecté. Allan, Adam et Carter (2000) expliquent cela par le « facteur humain », qui devient central lors du traitement médiatique d'actualités en lien avec des projets d'exploitation du territoire, des phénomènes météorologiques ou des désastres environnementaux reliés à la technologie. Ici, ce facteur humain s'incarne par les victimes et les victimes collatérales de la tragédie de Lac-Mégantic. Il se matérialise également à la vue des espèces de la faune, touchées par la pollution de la rivière Chaudière, engendrée par le déversement de pétrole des wagons. Ces faits – et bien d'autres conséquences nommées dans la couverture journalistique du drame – symbolisent ce à quoi les citoyens pouvaient faire face s'il advenait que l'oléoduc Énergie Est ne soit pas sécuritaire.

À ce sujet, le répondant 2, normalement affecté aux actualités générales, critique cette habitude des entreprises médiatiques à cadrer les sujets dans une perspective qu'il qualifie de « pro-environnementale », c'est-à-dire, qui met l'accent sur les risques. Même si notre analyse du corpus documentaire démontre déjà que la couverture d'Énergie Est s'avère majoritairement négative, le répondant 2 est d'avis que le traitement a d'abord condamné les arguments des parties prenantes « pro-oléoduc », sans les mettre de l'avant dans la presse :

Je trouve qu'il y a eu une couverture très « anti » pipeline, selon les intervenants qui étaient les plus exposés. On a pu entendre le maire de Lévis à quelques reprises, mais versus tous les opposants...donc, oui, j'ai l'impression qu'on a fait une couverture « anti », beaucoup, qui condamnait le projet, alors que les arguments des « pro » se défendent aussi. Ils disaient notamment qu'il fallait éviter d'autres « Mégantic ». (Journaliste 2)

Ces remarques sur la médiatisation du risque environnemental font largement écho aux données reliées à l'ensemble de nos résultats quantitatifs. On le remarque entre autres avec l'intention principale de « Dénoncer³¹»³², le motif le plus utilisé par les auteurs des textes analysés (44,4%). On l'observe davantage avec la valeur « Angle de traitement négatif » (60,2%), l'angle de traitement le plus relevé du corpus. Puis, on le constate aussi avec les résultats associés aux variables mettant toutes deux en premier plan les risques environnementaux du projet Énergie Est, soit les vulnérabilités environnementales comme « Vulnérabilité principale » (57,3%) et les enjeux environnementaux comme « Sujet principal » (31,9%). Il est d'intérêt de souligner que la variable « Utilisation de données factuelles » a pourtant été codée dans une proportion de 50,6% des valeurs analysées, soit plus de la moitié du corpus à l'étude. Dans l'optique où nous comprenons que le traitement médiatique d'Énergie Est a été influencé par la perception du risque, engendrée par la catastrophe de Lac-Mégantic, les faits pourraient ici être utilisés pour renforcer l'argumentaire entourant la dangerosité du projet, sachant que la variable « Utilisation d'adjectifs négatifs » (25,7%) est la deuxième la plus codée parmi les procédés d'écriture.

Et qu'en est-il de la valeur « Rassurer/Compatir »? Dans notre analyse, celle-ci était codée dans les cas où l'intention première d'un article était dédiée à rassurer la population ou les lecteurs quant aux risques potentiels d'un projet d'oléoduc. Elle pouvait également être codée dans les textes faisant valoir une empathie envers des parties prenantes pouvant être impactées par le projet. Nos résultats démontrent qu'elle est toutefois quasi absente. Elle est plus précisément recensée dans 13 des 342 textes étudiés (3,8%), une infime part du corpus. « Rassurer » demeure malgré tout une part du travail journalistique, et le choix de ne pas le faire, selon Sormany (2011), « implique nécessairement l'exercice d'un jugement et, par conséquent, la possibilité de se tromper » (p. 36).

³¹ Cette valeur est associée à la variable « Intention principale de l'article » de notre grille d'analyse quantitative.

³² Comme mentionné dans le chapitre de la présentation des résultats, la valeur « Dénoncer » observait l'ambition de l'auteur d'un texte, qu'elle soit inconsciente ou non, de faire valoir des informations avec une pointe d'accusation, de « mettre au grand jour » des nouvelles dignes d'intérêt public.

Sans conclure au fait que les journalistes ont offert une couverture empreinte de jugement, il est important de se questionner sur les choix qui ont été opérés. L'aspect sécuritaire des oléoducs, en comparaison aux trains ou aux navires-citernes, a presque complètement été occulté de la couverture. Ceci répond à notre sous-question de cette recherche, à savoir si les médias avaient proposé des articles rassurant la population quant aux vulnérabilités possibles d'un projet d'oléoduc comme celui de TransCanada. Comme évoqué dans notre présentation des résultats, des solutions ou alternatives proposées et reliées au projet d'oléoduc n'ont été citées ou mentionnées que dans une proportion de 26,9% des articles analysés (n=92).

Ces résultats illustrent ce que nous nommons ici « le miroir déformant » de la médiatisation du risque environnemental, qui cadre sa couverture d'Énergie Est sur les effets et impacts d'un projet qui, faut-il le rappeler, n'a jamais vu le jour. Sicard (1997) estime que les médias parlent couramment du risque dans l'espace public, sans toutefois le solutionner. Évoqué dans notre cadrage théorique, l'exemple du traitement médiatique de la controverse de la vache folle dans le journal *Le Monde* est pertinent à relier à Énergie Est. Avant même que des études scientifiques confirment la présence du risque de contamination chez l'humain, les hypothèses autour de cette possibilité avaient déjà rempli les pages du quotidien, sur plusieurs jours. De la même façon, avant même que des évaluations environnementales officielles soient sorties sur Énergie Est, on démontre un traitement axé sur les risques du projet. En ce sens, Sicard (1997) s'interroge sur le rôle des médias : informent-ils, ou mobilisent-ils? Les résultats de nos analyses répondent en partie à cette question, et dans la section suivante, nous démontrons comment certains écarts quant à l'objectivité journalistique ont contribué à une couverture moins neutre qu'elle n'aurait dû l'être.

6.2.2. *Malgré les traumatismes, l'objectivité doit primer*

Bien que les facteurs culturels ou les structures imaginaires agissent sur la perception du risque, Sicard estime que les médias ont une responsabilité à prendre dans la projection du danger qu'ils mettent en scène (1997). S'il est vrai que les contraintes de fabrication de la nouvelle peuvent agir sur les choix éditoriaux (Sormany, 2011), surtout dans le rude contexte des dernières années pour les médias québécois, nous nous questionnons toutefois sur les principes d'impartialité et d'équilibre (CPQ, 2015) employés dans la couverture de l'oléoduc Énergie Est. D'abord, bien que nos résultats démontrent que les articles de notre corpus se basent majoritairement sur des éléments factuels, il n'en reste pas moins que ces faits sont présentés de façon négative. Selon Miller et Parnell Riechert (2000), les principes d'impartialité et d'objectivité obligent les journalistes à rapporter les faits, mais cela ne garantit pas nécessairement que les faits reliés à un enjeu soient tous rapportés. À ce titre, il se peut que les médias jettent un éclairage sur un seul aspect d'un enjeu qui s'avère pourtant systémique (p. 50).

À titre d'exemple, le répondant 2 rappelait pourtant, lors de notre entretien, la responsabilité éditoriale des médias quant à l'équilibre des points de vue. S'il est d'intérêt public de mettre en lumière les impacts potentiels d'un projet énergétique d'envergure, « rassurer » le public quant à ces risques aurait tout autant pu faire partie du traitement. Maillé (2006) soutient justement l'apport d'un travail journalistique offrant une perspective globale d'un sujet, puisque « le public et les décideurs, notamment, ont besoin de comprendre les enjeux des problématiques environnementales, qui deviennent omniprésentes, pour prendre les décisions et poser les gestes qui s'imposent (p. 11) ». Toutefois, cette perspective « globale » dont parle Maillé s'observe peu dans le discours des répondants en ce qui a trait à la variété des intervenants cités ou mentionnés.

Rappelons que le journaliste 2 a confié qu'il avait été difficile de mettre de l'avant l'ensemble des différentes parties prenantes liées à Énergie Est dans ses articles et qu'il s'était rabattu sur les personnes disponibles, ou rencontrées sur le terrain. « Les gens qui

avaient des intérêts [positifs] pour ce projet énorme, on n'en a pas croisé. [Ceux qu'on a plus croisés,] c'était plus des militants [anti-oléoducs] », nous a-t-il expliqué. Pour sa part, le journaliste 1 nous confirmait avoir très peu sollicité les citoyens ou les personnes potentiellement touchées par le projet, dont le point de vue aurait pu être complémentaire à sa couverture. Ce dernier affirme avoir axé ses recherches et puisé ses sources presque essentiellement à partir d'études d'impact ou de ses demandes d'accès à l'information. C'est d'ailleurs, selon ses dires, le propre du journalisme que de fouiller la documentation, surtout à titre de journaliste « sur le beat environnement » (Journaliste 1). Ceci étant dit, nos résultats quantitatifs démontrent toutefois un certain équilibre dans les acteurs mis de l'avant. Il a d'ailleurs été intéressant de prendre conscience de l'opinion que les journalistes avaient envers les différents acteurs qui gravitaient autour d'Énergie Est. Nous le remarquons entre autres dans la façon dont le journaliste 1 qualifie TransCanada comme étant la « partie adverse », en référence aux personnes qu'il sollicite pour obtenir des réactions à un ou des sujets. Cela laisse entrevoir une absence potentielle d'objectivité. En matière de diversification des sources, le journaliste 3 a de son côté soulevé la difficulté à composer avec la réputation d'un média d'appartenance, pouvant parfois repousser certaines parties prenantes à commenter. Cela démontre que certaines personnes n'ont pas voulu parler aux médias, considérant que le traitement de leur propos allait être forcément négatif. Ici, la perspective globale dont parle Maillé (2006) et l'équilibre des sources sont inatteignables non pas par manque de volonté du professionnel de l'information, mais en raison de la réputation de son journal d'appartenance.

Énumérées à la fois dans la présentation de nos résultats, puis plus haut dans cette discussion, les données reliées au traitement majoritairement négatif d'Énergie Est par les journaux québécois nous permettent de remettre en question l'objectivité journalistique pratiquée dans la couverture des trois quotidiens étudiés. Sicard (1997) écrit que « [s]i l'aspect émotionnel semble davantage influencer l'opinion publique que des arguments d'ordre cognitif et rationnel, l'attitude des récepteurs [...] dépend [entre autres] de difficultés liées à la communication de la science et de la technologie (p. 149) ». Allan,

Adam et Carter (2000) ajoutent qu'il existe également, dans les médias, une tendance à faire passer « l'extraordinaire au détriment de l'ordinaire », ce qui influence le choix des sujets rapportés, et comment ils sont présentés. L'élément « spectacle » d'une catastrophe devient alors la priorité, devant les autres sujets qui composent l'actualité du moment. Greenberg et al. (1989) concluent d'ailleurs à une couverture disproportionnée du risque, en l'occurrence à une couverture plus axée sur les éléments spectaculaires des catastrophes, comme il en a été question dans celle dédiée à Énergie Est, notamment en ce qui a trait aux impacts potentiels sur les bélugas. Cela renforcerait cette tendance des publics « environnementalement éduqués » à surestimer les risques soudains et violents, puis à sous-estimer les risques chroniques (Greenberg et al., 1989, dans Allan, Adam et Carter, 2000).

Au moins deux journalistes sur trois ont exprimé à plusieurs reprises dans nos entretiens avoir transposé leur vécu des événements de Lac-Mégantic dans leur couverture d'Énergie Est et avoir ressenti une fierté de voir le projet être abandonné. Ils considèrent ainsi que leur travail avait servi à quelque chose. Puis l'un d'entre eux a carrément affirmé que sa couverture du projet d'oléoduc avait à son tour eu une influence sur ses couvertures ultérieures traitant de projets d'exploitation du territoire ou de transport pétrolier. Qu'après les « lunettes de Lac-Mégantic », celui-ci porte désormais « les lunettes Énergie Est » (répondant 3).

Ainsi, nous remettons profondément en question l'objectivité journalistique du traitement, décrite dans notre cadre théorique comme « un idéal à atteindre », et qui, pourtant, semble coincée dans une boucle d'influence, entre traumatisme collectif et spectacularisation de l'information.

6.2.3. Les médias québécois doivent miser davantage sur le journalisme environnemental

Parmi les constats de cette recherche, il est intéressant de remarquer que, dans le cas d'Énergie Est, parmi les neuf journalistes qui ont le plus couvert le sujet dans la presse québécoise, seulement deux sont spécialisés en environnement. Les autres journalistes qui ont davantage écrit sur le sujet étaient officiellement affectés aux actualités générales, ou avaient un profil axé sur la politique ou l'économie.

Ces données sont parlantes, surtout si l'on considère les propos des auteurs qui déplorent les lacunes de la communication scientifique dans les médias. Maillé (2006) écrit que « les problématiques environnementales gagnent à être mieux vulgarisées pour que le public cesse d'avoir des craintes parfois injustifiées et commence à envisager les solutions pertinentes pour lui, pour sa santé et son environnement » (p. 13). Une meilleure vulgarisation des enjeux scientifiques ou environnementaux est d'autant plus valorisée que les médias demeurent des canaux de communication crédibles et complémentaires aux institutions scolaires.

Cela est particulièrement vrai si, comme l'ont notamment révélé des études réalisées aux États-Unis en 1959 (Krieghbaum), en 1965 (Cohn) et en 1977 (Logan), le citoyen (américain) adulte type, une fois sa scolarisation terminée, tire ses connaissances scientifiques des médias (Hsieh, 1984). L'importance accordée à la science dans les médias influence grandement sa compréhension par le public. (Maillé, 2006, p. 13)

Lors de son entretien, le répondant 1 déplorait le manque de ressources des professionnels de l'information qui se penchent sur ces questions. Les journalistes québécois attirés à l'environnement, en faible nombre, doivent accumuler une masse non négligeable de connaissances, la thématique étant vaste. En plus d'une quantité d'informations à saisir et de la compréhension d'enjeux pointus à cerner, ces derniers doivent assurer des suivis serrés, que ce soit pour les publications d'études d'impact ou les demandes d'accès à l'information. Le manque de ressources allouées aux journalistes en environnement ou le peu d'intérêt des rédactions à traiter de ces sujets fait croire aux répondants que

l'environnement n'est pas encore une priorité dans toutes les salles de presse québécoises. Aussi, pour relever ce défi perpétuel de convaincre les rédactions de la valeur de leur spécialisation, le répondant 3 soutient qu'il faut suggérer des angles « accrocheurs », comme la potentielle contamination de l'eau par un oléoduc; il déplore que leur travail devienne en quelque sorte une quête de l'enjeu de captation (Charaudeau, 2006), non seulement pour attirer l'œil du lecteur, mais celui du média d'appartenance.

Par ailleurs, nos répondants constatent que l'ensemble des entreprises médiatiques du Québec n'emploient que très peu de journalistes « sur le beat environnement », ils observent aussi que de nombreux médias ont l'habitude d'assigner des journalistes qui n'ont pas (ou très peu) de connaissances scientifiques ou environnementales à la couverture de sujets liés à ces enjeux, ce qui généralement, selon Miller et Parnell Riechert (2000), force ces journalistes non spécialisés à assimiler la matière en très peu de temps et à reprendre le cadrage médiatique d'autres collègues comme source d'information fiable : « Les journalistes ont tendance à voir ce qu'ils s'attendent à voir et peuvent avoir un effet puissant sur leurs propres cadres de couverture » (p. 50).

En soi, les patrons des salles de rédaction auraient, selon les journalistes rencontrés, très peu d'intérêt pour la chose environnementale. Ce n'est que lorsque le public démontre un intérêt plus vif, comme dans le cas du projet de TransCanada, que des énergies sont déployées pour couvrir ces enjeux.

Qu'en est-il, toutefois, de cette vision plus positive du risque environnemental qui pourrait motiver, dans les médias, une couverture moins axée sur les inquiétudes ou sur les dangers? Cette autre vision du risque qui rassure ou qui propose un angle réaliste, pragmatique, rationnel? Giddens (1991) croit justement que le risque environnemental devrait médiatiquement être traité comme on traite le risque lié à d'autres domaines.

Essentiellement, le “risque” a toujours eu une connotation négative, car il se réfère à la cette possibilité d'éviter un résultat indésirable. Mais il peut être vu sous un jour positif, en prenant, notamment, des initiatives audacieuses face à

des problématiques. Nous devons distinguer le “risque” du “danger”, mais nous devons également faire une distinction entre [les risques externes et les risques manufacturés] [Traduction libre] (Giddens, 1991, p. 4).

Toujours selon Giddens, pour rendre cette société du risque moins encarcannée dans la peur et dans l’attente des catastrophes : « il est important que, dans certaines situations, les gens soient psychologiquement et physiquement capables de prendre des risques, bien que de manières responsables » (p. 10). Ainsi, le traitement médiatique des projets d’exploitation des ressources naturelles pourrait s’inspirer des paradigmes du journalisme de solution³³ (Amiel, 2020; Curry et Hammonds, 2014; Kovacs, 2018), qui tendent davantage à pointer l’aspect constructif des enjeux, ce qui pourrait avoir un effet sur la perception du risque et briser la boucle d’influence.

³³ Selon Françoise Laugée, le journalisme de solutions serait vu comme étant « une alternative au traitement traditionnel de l’information, souvent axé principalement sur les problèmes, soit une conception du travail journalistique à même de susciter l’engagement des citoyens » (2014, p. 58).

CONCLUSION

Les enjeux et les risques environnementaux sont abordés dans les médias, depuis les années 1960, de manière cyclique; ils sont parfois très importants dans l'actualité, tout comme ils peuvent être délaissés pendant un moment au profit d'autres thématiques (Friedman, 2015). Dans le contexte actuel, les médias québécois sont plongés à froid dans une crise identitaire et financière et composent avec la couverture de la pandémie mondiale liée à la COVID-19, renvoyant le traitement journalistique des changements climatiques ou de l'environnement en arrière-plan. Tout juste avant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare l'état d'urgence en janvier 2020, les sujets liés notamment à l'urgence climatique pullulaient pourtant.

Plusieurs études ont été menées afin de mieux comprendre le traitement journalistique des multiples risques et vulnérabilités associés au thème de l'environnement dans les médias (Elloh, 2017; Vézina, 2008; Tardif, 2010). De son côté, le projet Énergie Est de TransCanada a fait couler beaucoup d'encre, tant du côté des salles de presse que chez les universitaires qui ont surtout étudié le projet du point de vue de l'acceptabilité sociale (Antigny, 2017), de la communication stratégique, des relations publiques (Millette, 2018; Thibault, 2019), ou des aspects environnementaux (Rivest, 2014). À ce jour, il subsistait toutefois un manque de connaissances scientifiques quant au traitement médiatique dédié au projet Énergie Est.

En nous attardant sur l'importante polémique suscitée par le projet pétrolier jadis envisagé par TransCanada, notre recherche visait à comprendre comment le traitement médiatique réalisé à son sujet a pu influencer son aboutissement. Plus concrètement, notre problématique de recherche cherchait à répondre à la question suivante : comment le projet d'oléoduc envisagé par la pétrolière albertaine TransCanada a-t-il été couvert par les trois grands quotidiens écrits francophones du Québec?

Nous nous sommes ainsi attardée aux pratiques motivant les journalistes qui traitent notamment des enjeux environnementaux des projets énergétiques d'envergure, et à la façon dont elles interfèrent dans leur devoir l'objectivité. Nous cherchions également à comprendre si la catastrophe survenue à Lac-Mégantic avait eu un effet sur leur perception du risque, et avait influencé l'angle de traitement des sujets reliés à Énergie Est. Pour y arriver, nous avons analysé un corpus de 342 articles de presse traitant du sujet et rencontré trois journalistes qui ont participé à la couverture d'Énergie Est de façon importante.

Notre double stratégie méthodologique nous permet d'établir comme constat principal que la couverture médiatique respective des quotidiens Le Journal de Montréal, La Presse et Le Devoir est globalement négative, préalablement influencée par le symbolisme et le traitement médiatique de la catastrophe de Lac-Mégantic. La perception du risque environnemental, modulée par cet événement, a influencé, à son tour, la médiatisation du projet Énergie Est. Ainsi, notre recherche nous permet de comprendre que la couverture de projets énergétiques est coincée dans une boucle d'influence, d'une part par la symbolique des risques environnementaux, et d'une autre, par les réflexes ancrés de la médiatisation de l'environnement.

Nous nous intéressons à la couverture médiatique du projet Énergie Est à un moment où il faisait grand bruit. Toutefois, même si le sujet de l'oléoduc a été grandement médiatisé et qu'il a suscité la polémique à plusieurs reprises, nous constatons que notre recherche est la première à poser des constats sur sa médiatisation et sur la perception du risque qui l'a influencée. Ainsi, notre mémoire apporte une contribution pertinente en ce qui a trait au traitement médiatique des projets d'exploitation des ressources naturelles d'un territoire, à l'heure où, campés dans une société du risque (Beck, 1992; Giddens, 1991; Peretti-Watel, 2005), population et médias s'influencent dans leur perception du risque (Friedman, 2015).

Le projet GNL Québec, qui a suscité une levée de boucliers dès son annonce en 2018, a finalement reçu en mars 2021 le rapport de deux commissaires mandatés par le BAPE, émettant d'ailleurs de « sérieuses réserves » quant à la construction de l'usine de liquéfaction envisagée par l'entreprise (Radio-Canada, 2021). À ce jour, GNL Québec n'a pas annoncé qu'elle enterrait son projet. Notre recherche s'avère ici utile pour observer quelle direction prendra la couverture médiatique au sujet de ce gazoduc, considérant son passage dans le fleuve Saint-Laurent, menaçant encore la faune et la flore. Également, il sera intéressant de suivre les développements politiques autour du projet de mégapipeline Keystone XL aux États-Unis, aussi mené par TransCanada (aujourd'hui TC Energy), qui avait d'abord été freiné par Barack Obama en 2015, puis autorisé par Donald Trump en 2020. L'arrivée du démocrate Joe Biden à la présidence américaine pourrait de nouveau compromettre la réalisation de l'oléoduc, car ce dernier laissait entendre, avant même son investiture, qu'il souhaitait mettre fin au projet (Radio-Canada, 2021).

Concernant les limites de notre recherche, nous croyons que l'analyse d'articles de presse datant d'après février 2015 aurait permis d'aller encore plus loin dans la réponse à notre question de recherche. En effet, il aurait été pertinent de suivre la couverture réalisée par les trois quotidiens analysés après l'abandon du projet de construction de terminal méthanier à Cacouna, notamment pour prendre conscience des réactions des groupes environnementaux, des experts, ou encore des citoyens qui manifestaient d'importantes inquiétudes à cet égard. Également, il aurait été pertinent d'analyser comment les médias québécois ont couvert le projet pendant la période électorale fédérale à l'automne 2015, notamment pour analyser l'opinion des politiciens à l'égard de cet oléoduc. Du point de vue qualitatif, nous admettons que le nombre limité de journalistes interviewés nous a peut-être empêchée d'obtenir un portrait incluant un point de vue différent du contexte dans lequel le travail journalistique a été effectué.

Qui plus est, il aurait été intéressant d'aller chercher des journalistes qui ont très peu traité du sujet de l'oléoduc de TransCanada, afin de connaître les outils ou stratégies utilisés

pour bien couvrir le dossier malgré le manque de connaissances au sujet d'Énergie Est. Aussi, il serait pertinent d'ouvrir l'analyse du traitement médiatique des projets énergétiques à un plus grand nombre de médias, dont des médias télévisuels et radiophoniques, mais également à des médias locaux et régionaux, qui peuvent réaliser une couverture totalement différente de celle des médias nationaux. Considérant cette idée de boucle d'influence entre la perception du risque environnemental et la médiatisation de ce dernier, il serait également intéressant de réaliser l'analyse du discours de chroniqueurs ou d'éditorialistes, qui ont le loisir de présenter leur avis et opinions au sujet des projets énergétiques d'envergure.

Les constats que nous tirons de cette recherche nous poussent à émettre certaines recommandations. Dans une situation où la crise des institutions médiatiques et l'actuelle pandémie de COVID-19 viendraient qu'à donner un peu de lest aux professionnels de l'information, voici comment les salles de nouvelles du Québec et de partout dans le monde peuvent agir pour bonifier leur couverture de l'environnement : hausser le nombre de journalistes « à beat » environnemental et scientifique et assurer leur formation continue quant à la vulgarisation de phénomènes liés à l'environnement, offrir plus de temps et de moyens à ceux-ci pour travailler en amont sur les dossiers environnementaux à surveiller, et déployer plus d'effectifs dédiés à des projets ou dossiers exhaustifs liés à cette thématique, aux catastrophes ou enjeux environnementaux, et ultimement, faire de l'environnement une des priorités éditoriales, au même titre que l'est l'actualité politique ou internationale.

BIBLIOGRAPHIE

- Adam, B., Stuart, A., et Carter, C. (1999). *Environmental Risks and the Media*. Routledge.
- Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale- Nationale, Direction de santé publique. Repéré à <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/45420>
- Alain, S. (2013). Énergie Est: TransCanada réplique aux opposants. Courrier de Portneuf. Repéré à <https://www.courrierdeportneuf.com/2013/12/04/energie-est-transcanada-replique-aux-opposants/>
- Amiel, P. (2017). Le journalisme de solutions : Une solution à la crise de la presse locale? *Communications*, 34(2), s.p. Repéré à <https://doi.org/10.4000/communication.7226>
- Amiel, P. (2017). *Le Journalisme de solutions*. Presses de l'Université de Grenoble.
- Anadón, M. (2019). Les méthodes mixtes : implications pour la recherche « dite » qualitative. *Recherches qualitatives*, 38(1), 105–123. Repéré à <https://doi.org/10.7202/1059650ar>
- Antidote 10. (2020). Version 1 [Logiciel]. Druide informatique.
- Antigny, É. (2017). Analyse de l'acceptabilité sociale au Québec : Étude de cas avec le projet d'oléoduc Énergie Est. (Mémoire). Repéré à <https://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/10151>
- Antonius, R. (2010). Le Journal de Montréal et les frontières symboliques avec les musulmans. Dans Gohard-Radenkovic, A. et Acklin Muji, D., *Entre médias et médiations : mises en scène du rapport à l'altérité* (pp. 55-78). L'Harmattan.
- Assemblée nationale du Québec. (2016). Mémoires déposés lors du mandat « Consultations particulières et auditions publiques dans le cadre de l'étude du Livre vert intitulé Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale ». Repéré à <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/CAPER/mandats/Mandat-34817/memoires-deposes.html>
- Assemblée nationale du Québec. (2016). Consultations particulières et auditions publiques dans le cadre de l'étude du Livre vert intitulé Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière

- d'acceptabilité sociale. Repéré à <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/capern/mandats/Mandat-34817/index.html>
- Association canadienne des producteurs pétroliers. (2019). L'histoire du pétrole au Canada. Repéré à <https://www.capp.ca/fr/petrole/histoire/>
- Association canadienne des producteurs pétroliers. (2020). L'apport de l'industrie à l'économie canadienne. Repéré à <https://www.capp.ca/fr/economie/apport-a-leconomie-canadienne/>
- Baillargeon, S. (2015). Le vert dans les médias. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/culture/medias/437530/le-vert-dans-les-medias>
- Batelier, P. (2016). Acceptabilité sociale des grands projets à fort impact socio-environnemental au Québec : définitions et postulats. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], 16(1). Repéré à <https://doi.org/10.4000/vertigo.16920>
- Bakx, K. (2019). Enbridge has no plans to resurrect Northern Gateway project, says CEO. CBC News. Repéré à <https://www.cbc.ca/news/business/enbridge-northern-gateway-agm-1.5128788>
- Beck, U. (1992). *Risk society: towards a new modernity*. Sage.
- Beck, U. (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Flammarion.
- Bélair-Cirino, M. (2013). Lac-Mégantic: mesurer les conséquences de la tragédie - La MMA ne répond plus. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/383773/la-mma-ne-repond-plus>
- Bélair-Cirino, M. (2013). La MMA devra cesser ses activités au Canada dès le 20 août. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/economie/385032/la-mma-devra-cesser-ses-activites-au-canada-d-ici-le-20-aout>
- Bélanger, Y., Deblock, C. et Roussel, D. (2001). Le transport des produits pétroliers au Saguenay-Lac-Sainte-Jean : les coûts sociaux. Étude réalisée pour le ministère des Transports du Québec. Québec : Ministère des Transports. Repéré à <https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2020961>
- Bendali, N. (2020). Médias et COVID-19 : « une crise sur une crise ». Radio-Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1689361/medias-covid19-crise-revenus-publicitaires-quebec>

- Benoit, L. (2011). British Petroleum America et la marée noire : cartographie stratégique de crise. (Mémoire de maîtrise). Repéré à <http://137.122.14.44/handle/10393/19870>
- Bernier, M-F. (2014). *Éthique et déontologie du journalisme*. Presses de l'Université Laval.
- Bernier, M-F., Demers, F. et al. (2008). *L'héritage fragile du journalisme d'information : des citoyens entre perplexité et désenchantement*. Presses de l'Université Laval.
- Boileau, J. (2014). Oléoduc Énergie Est : Rien à faire. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/418023/oleoduc-energie-est-rien-a-faire>
- Bonneville, L., Grosjean, S., et Lagacé, M. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Chenelière Éducation.
- Bossé, E. (2020). Énergie Est : les discours environnementaux du gouvernement canadien. (Thèse). Repérée à <http://hdl.handle.net/10393/41146>
- Bourgault-Côté, G. (2014). Les bélugas en voie de disparition. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/425515/les-belugas-en-voie-de-disparition>
- Bourque, O. (2014). Moins d'emplois que prévu. Le Journal de Montréal. Repéré à <http://edition-e.lejournaldemontreal.com/epaper/viewer.aspx#>
- Boutin, G. (2006). *L'entretien de recherche qualitatif*. Presses de l'Université du Québec.
- Boutté, G. (2006). *Risques et catastrophes : comment éviter et prévenir les crises?* Éditions du Papyrus.
- Brin, C et St-Pierre, M. (2013). Crise des médias et effectifs rédactionnels au Québec. Repéré à <https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/17602/1/Crise%20des%20medias%20et%20effectifs.pdf?bclid=IwAR21QOd4m8kKHGdns5CVJHovTzvYj1F4Q8-SVP2NEIGvd6ToNuKJb4LgRi4>
- Brown, M. (2020). Trump administration gives approval for Keystone XL pipeline on U.S. land. The Associated Press. Repéré à <https://globalnews.ca/news/6448189/trump-approval-keystone-xl-pipeline/>

- Brunet, P.J. et David-Blais, M. (2004). La spectacularisation du monde à la télévision : l'enjeu du réel. L'effet de déréalisation. Dans *Valeurs et éthiques dans les médias : approches internationales*, sous la direction de Patrick J. Brunet et Martin David-Blais, Québec, Presses de l'université de Laval, p. 10-13.
- Cambrézy, L. et Lassailly-Jacob, V. (2010). Du consensus de la catastrophe à la surenchère médiatique – Introduction. *Revue Tiers Monde*, 204(4), p.7-18. Repéré à <https://doi.org/10.3917/rtm.204.0007>
- Carignan, M-E. (2014). La modification des pratiques journalistiques et du contenu des nouvelles télévisées, du quotidien à la situation de crise: analyse France/Québec. (Thèse). Repérée à <http://hdl.handle.net/1866/11410>
- Casault, K. (2012). L'impact de la publication de nouvelles médiatiques sur les investisseurs du secteur minier. (Mémoire). Repéré à <http://www.archipel.uqam.ca/4949/>
- Cassette, M.-N., et Verhas, M. (1998). La communication stratégique aux prises avec ses images. *Communication et organisation*, 2-8(14). Repéré à <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.2119>
- Castonguay, A. (2013). La bataille des pipelines. *L'Actualité*, 38(15), p. 26-28.
- Centre québécois de l'environnement. (2014). Autorisation de forages à Cacouna – Des organismes environnementaux demandent une injonction. Repéré à <https://cqde.org/autorisation-de-de-forages-a-cacouna-des-organismes-environnementaux-demandent-une-injonction/>
- Chailleux, S. (2015). De la revendication locale à la mise en cause globale : trajectoire du mouvement d'opposition au gaz de schiste au Québec. *Recherches sociographiques. L'environnement en débat au Québec*, 56(2-3), p. 325–351.
- Champagne, P. (1999). Les médias et l'espace public. *Modern & Contemporary France*, 7(3), p. 351-360.
- Chaput, L. (2019). Sur quelques marques de subjectivité dans le journalisme d'information politique de 1945 à 2015 au Québec. *Mots. Les langages du politique*, 119(1), p. 151-168. Repéré à <https://doi-org.ezproxy.usherbrooke.ca/10.4000/mots.24586>

- Charaudeau, P. (2007). Discours journalistique et positionnements énonciatifs. *Frontières et dérives. Semen*, 22(2006), p. 1-14. Repéré à <http://semen.revues.org/2793>
- Charaudeau, P. (1999). La médiatisation de l'espace public comme phénomène de fragmentation. *Études de communication*, 22(1999), p. 73-92.
- Charbonneau, Mathieu. (2011). La théorie de la société du risque à l'épreuve de l'économie politique de l'assurance : état des lieux du débat sociologique autour du principe d'inassurabilité privée chez Ulrich Beck. (Mémoire). Repéré à <http://archipel.uqam.ca/id/eprint/4248>
- Chauvin, P. (2013). Catastrophe à Lac-Mégantic : quel impact pour l'environnement? *L'Actualité* [En ligne]. Repéré à <https://lactualite.com/sante-et-science/catastrophe-a-lac-megantic-quel-impact-pour-environnement/>
- Cheadle, B. (2013). CN, federal government considering moving crude oil to BC by rail. CTV News, 22 septembre, Montréal.
- Cloarec, J. (1989). Le paysage « catastrophe » : Symboles et réalités. *Ethnologie Française*, 19(3), p. 299-303. Repéré à <http://www.jstor.org/stable/40989137>
- Côté, C. (2016). Le béluga est officiellement en voie de disparition. La Presse. Repéré à <https://www.lapresse.ca/environnement/especes-menacees/201609/01/01-5016273-le-beluga-est-officiellement-en-voie-de-disparition.php>
- Côté, M. (2015). Une analyse coût-bénéfice selon la perspective canadienne. (Mémoire). Repéré à <http://biblos.hec.ca/biblio/memoires/2015NO54.PDF>
- Corbeil, M. (2014). Arcand ni surpris ni choqué. Le Soleil. Édition du mercredi 19 novembre. p. 16.
- Croteau, M. (2015) Les bélugas moins nombreux que jamais dans le Saint-Laurent. La Presse. Repéré à <https://www.lapresse.ca/environnement/especes-en-danger/201502/06/01-4841747-les-belugas-moins-nombreux-que-jamais-dans-le-saint-laurent.php>
- Curry, A.L. et Hammonds, K.H. (2014). *Le pouvoir du journalisme de solutions*. Solutions Journalism Network / Engaging News Project.

- David, M. D. et Carignan, M.-E. (2017). Crisis communication adaptation strategies in the MM&A train explosion in Lac-Mégantic downtown: Going back to field communication. *Corporate Communications*, 22(3), p. 369–382. Repéré à <https://doi.org/10.1108/CCIJ-02-2016-0022>
- Dembour, M. (2008). *Qui a peur des journalistes? Un guide pour (mieux) communiquer avec les nouveaux médias*. Édi.Pro.
- Deschenaux, F. et Bourdon, S. (2005). Introduction à l'analyse informatisée à l'aide du logiciel QSR NVivo 2.0. Dans *Les cahiers pédagogiques de l'Association pour la recherche qualitative*. Trois-Rivières : Association pour la recherche qualitative.
- Desplanques, A.-C. (2013). Baleines canadiennes en péril. Le Journal de Montréal. Repéré à <https://www.journaldemontreal.com/2013/12/30/baleines-canadiennes-en-peril>
- Desplanques, A.-C. (2014). Un oléoduc aussi polluant que sept millions d'autos. Le Journal de Montréal. Repéré à <https://www.journaldemontreal.com/2014/02/05/un-oleoduc-aussi-polluant-que-sept-millions-dautos>
- Desplanques, A.-C. (2013). TransCanada minimiserait les risques de déversement. Le Journal de Montréal. Repéré à <https://www.journaldemontreal.com/2015/09/23/transcanada-miniserait-les-risques-de-deversement>
- Douglas, M., et Wildavsky, A. (1982). *Risk and Culture: An Essay on the Selection of Technical and Environmental Dangers*. University of California Press.
- Dubois, P. (2015). Forêt. Une histoire d'aliénation. Dans S. Tremblay-Pépin (dir.), *Dépossession : Une histoire économique du Québec contemporain*, p. 69-106. Lux Éditeur.
- Duboyce, T. (2014). La réplique – Oléoduc Énergie Est : un projet sécuritaire qui profitera aux Québécois. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/424323/la-replique-oleoduc-energie-est-un-projet-securitaire-qui-profitera-aux-quebecois>
- Dufresne, D. (2013). Un véritable choix? La Tribune. Édition du 12 août, p.18.
- Estienne, Y. (2007). *Le journalisme après l'internet*. L'Harmattan.

- Étienne, A-L. et Bélisle, S. Lac-Mégantic : le conducteur du train reste muet. Le Journal de Montréal. Repéré à <https://www.journaldemontreal.com/2013/07/08/lac-megantic-tom-harding-introuvable>
- Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). (s.d.). Le transport pétrolier par oléoduc au Québec. Une menace pour les générations futures. (Mémoire). Repéré à <https://cdn.ca.yapla.com/company/CPY9xhmJrXC8hpGUQ5ssMX3n/asset/files/concentration%20presse.pdf>
- Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). (2010). Guide de déontologie. Repéré à <https://www.fpq.org/deontologie/guide-de-deontologie/#pt1>
- Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). (2019). Vers un véritable soutien aux médias d'information. (Mémoire).
- Francoeur, L-G. (2012). Un adieu? Plutôt un au revoir... Le Devoir. Repéré à : <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/364823/un-adieu-plutot-un-au-revoir>
- Freeman, R. E. (1984). *Strategic management: A stakeholder approach*. Pitman Publishing.
- Freeman, R. E. (1994). The Politics of Stakeholder Theory: Some Future Directions. *Business Ethics Quarterly*, 4(4), p. 409-421.
- Friedman, S. (2015). *The Changing Face of Environmental Journalism in The United States*. Dans The Routledge Handbook of Environment and Communication. Routledge Handbooks Online.
- Fournis, Y., Fortin, M.-J. et Beaudry, R. (2013). Acceptabilité sociale, énergie et territoire : de quelques exigences fortes pour l'action publique. (Mémoire). Repéré à https://mern.gouv.qc.ca/energie/politique/memoires/20131011_417_MarieJose_Fortin_M.pdf
- Gauthier, G. (1991). La mise en cause de l'objectivité journalistique. Dans *Communication. Information Médias Théories*, 12(2), p. 80-115. Repéré à <https://doi.org/10.3406/comin.1991.1542>
- Gazoduq. (2019). Le projet en bref. Repéré à <https://gazoduq.com/fr/>
- Gendron, C. (2014). Penser l'acceptabilité sociale: au-delà de l'intérêt, les valeurs. Communiquer. Revue de communication sociale et publique, (11), p. 117-129. Repéré à <https://doi.org/10.4000/communiquer.584>

- Gendron, C. et Auger, P. (2015). Ressources naturelles, énergie et acceptabilité sociale. (Mémoire).
- George, É. (2008). Du concept d'espace public à celui de relations publiques généralisées. *Composite*, 99(1), p. 1-13.
- Gerbet, T. (2014). Fuite majeure de la stratégie de TransCanada. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/694206/fuite-strategie-communication-transcanada-pipeline>
- Giddens, A. (1991). *Modernity and Self Identity: Self and Society in the Late Modern Age*. Cambridge: Polity Press.
- Giddens, A. (2000). *Les conséquences de la modernité*. L'Harmattan.
- Giddens, A. (2005). *La constitution de la société : Éléments de la théorie de la structuration*. Presses Universitaires de France
- Gingras, A.-M. (2012). Enquête sur le rapport des journalistes à la démocratie : le rôle de médiateur en question. *Revue canadienne de science politique*, 45(3), p. 685-710. Repéré à <https://www.cambridge-org.ezproxy.usherbrooke.ca/core/services/aop-cambridge-core/content/view/S0008423912000765>
- Giroux, G. (1991). La déontologie professionnelle dans le champ du journalisme. *Communication. Information Médias Théories*, 12(2), p. 116-138. Repéré à <https://doi.org/10.3406/comin.1991.1541>
- Giroux, N. (2003). L'étude de cas, dans Y. Giordano, (dir.), *Conduire un projet de recherche. Une perspective qualitative*. Éditions EMS. p.42-84.
- Godbout, M. (2014). Énergie Est, un projet qui va bien au-delà de Cacouna et des bélugas. Radio-Canada.ca. Repéré à : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/691539/energie-est-oleoduc-office-energie-controverses>
- Gouvernement du Canada. (2011). Profil industriel : produits pétrochimiques. Repéré à <https://www.ic.gc.ca/eic/site/chemicals-chimiques.nsf/fra/bt01135.html>
- Gouvernement du Canada. (2016). Les réseaux de distribution des produits pétroliers. Repéré à <https://www.rncan.gc.ca/energie/sources-denergie-et-reseau-de-distribution/secteur-du-raffinage-au-canada/les-reseaux-de-distribution-des-produits-petrolier/5898>

- Gouvernement du Québec. (2016). Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale : Livre vert. Repéré à <https://mern.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/LivreVert-1.pdf>
- Gouvernement du Québec. (2017). Orientation du ministère de l'énergie et des ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale. Repéré à <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/energie-ressources-naturelles/publications-adm/documents-ministeriels/orientations-complet-acceptabilite-sociale.pdf?1563551103>
- Gouvernement du Québec. (2020). Thésaurus de l'activité gouvernementale. Repéré à <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=12465>
- Gouvernement du Québec. (2020). Acceptabilité sociale. Repéré à : <https://www.quebec.ca/gouv/politiques-orientations/acceptabilite-sociale/>
- Greenpeace Canada. (2014). Greenpeace lève le voile sur une campagne déloyale de TransCanada pour la promotion d'Énergie Est. Repéré à <http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/Greenpeace-leve-le-voile-sur-une-campagne-deloyale-de-TransCanada-pour-la-promotion-dEnergie-Est/>
- Guillebaud, J.-C. (1991). Crise des médias ou crise de la démocratie? *Le Débat*, 66(4), p. 58. Repéré à <https://doi.org/10.3917/deba.066.0058>
- Habermas, J. (1978). *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Payot.
- Hall, S. (dir.). (1997). *Representation: Cultural Representations and Signifying Practices*. Sage Publications, avec The Open University.
- Hamilton, J. (2019). How California's worst oil spill turned beaches black and the nation green. NPR. Repéré à <https://www.npr.org/2019/01/28/688219307/how-californias-worst-oil-spill-turned-beaches-black-and-the-nation-green>
- Imbert, P. (1989). L'objectivité de la presse : le 4ème pouvoir en otage [compte-rendu]. *Communication. Information Médias Théories*, 11(2), automne 1990.
- Institut national de santé publique du Québec. (2017). Oléoduc Énergie Est : abandon du projet. Repéré à <https://www.inspq.qc.ca/bise/oleoduc-energie-est-abandon-du-projet>

- Journal Métro. (2020). Crise des médias : des licenciements partout dans le monde. Journal Métro. Repéré à <https://journalmetro.com/monde/2447008/crise-des-medias-des-licenciements-partout-dans-le-monde/>
- Koeberlé, P., et Geoffroy, F. (2015). Communiquer pour protéger les projets d'implantation des risques de refus. *Revue Management et Avenir*. 81, p. 185-207.
- Kovacs, E. (2018). *Journalisme de solutions ou la révolution de l'information*. Librinova.
- Labbé, J. (2020). Québec appelé à en faire davantage pour les médias de l'information. Radio-Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1753807/commission-culture-education-mandat-initiative-avenir-information>
- Labrecque, A. (2020). COVID-19 : l'OMS déclare l'état de pandémie. Québec Science. Repéré à <https://www.quebecscience.qc.ca/sante/covid-19-oms-pandemie/>
- Lacasse, R. (2019). Le discours des médias sur les catastrophes environnementales : Évolution et caractérisation 1992 et 2013 : le cas Québec. (Mémoire). Repéré à <http://archipel.uqam.ca/id/eprint/13412>
- Lacroix, J.G. (1997). Compte-rendu : La société conquise par la communication. La communication entre l'industrie et l'espace public, *Cahiers de recherche sociologique*, 28, p. 177-180.
- Lamy, M. (2020). Éclipse totale... sur l'actualité. NEO UQTR. Repéré à <https://neo.uqtr.ca/2020/04/06/eclipse-totale-sur-lactualite/>
- Lanouette, V. (2016). Communication de crise à Lac-Mégantic. (Mémoire). Repéré à <http://hdl.handle.net/10393/34909>
- Laugée, F. (2014). Le journalisme de solutions, *La Revue européenne des médias et du numérique*, 32, p. 58-60.
- Lavallée, S. (2013). Lac-Mégantic : légalité ou responsabilité? Les Affaires. Repéré à <https://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/transport/lac-megantic--legalite-ou-responsabilite-/559536>

- Lavigne, A. (2002). La communication institutionnelle vue par l'entreprise de six grands – Systèmes relationnels : proposition d'une typologie, *Communication et organisation*, 21(2002), p. 1-12.
doi:[10.4000/communicationorganisation.2670](https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.2670)
- La Presse. (2013). L'oléoduc Énergie Est sera profitable, selon Harper. La Presse. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/national/201308/08/01-4678308-loleoduc-energie-est-sera-profitable-selon-harper.php>
- La Presse. (2015). TransCanada : l'abandon du port rendra « plus difficile » l'approbation de Québec. La Presse. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201511/05/01-4917611-transcanada-labandon-du-port-rendra-plus-difficile-lapprobation-de-quebec.php>
- La Presse Canadienne. (2013). Lac-Mégantic : le conducteur du train sort de son silence. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/383058/lac-megantic-le-conducteur-du-train-sort-de-son-silence>
- La Presse Canadienne. (2014). Oléoduc Énergie Est : TransCanada ne renouvellera pas son contrat avec Edelman. La Presse Canadienne. Repéré à : <https://nouveau.eureka.cc/Link/unisher1/news%20b720141126%20b7PC%20b78471f632495f438eb933c1d51a520b8f>
- La Presse Canadienne. (2019). Crise des médias : revenus publicitaires en baisse constante depuis 10 ans. Les Affaires. Repéré à <https://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/medias-et-telecommunications/crise-des-medias-revenus-publicitaires-en-baisse-constante-depuis-10-ans/612360?fbclid=IwAR1Znzi-ONEuerldno54O9y8OUZtewBzkd3zi33flAReHqW2iHZq3ZPAbFY>
- Le Breton, D. (2012). *Sociologie du risque*. Presses Universitaires de France.
- Lecavalier, C. (2014). Une juge interrompt les travaux à Cacouna. Le Journal de Montréal. Repéré à <https://www.tvanouvelles.ca/2014/09/23/une-juge-interrompt-les-travaux>
- Le Devoir. (2014). Québec s'en remet à TransCanada. Le Devoir. Repéré à <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/417283/forages-a-cacouna-quebec-s-en-remet-a-transcanada>
- Le Devoir. (2014). Un projet sécuritaire qui profitera aux Québécois. Le Devoir. Repéré à <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l->

environnement/424323/la-replique-oleoduc-energie-est-un-projet-securitaire-qui-profitera-aux-quebecois

Légaré-Tremblay, J-F. (2013). Bienvenue en Amérique saoudite. *L'Actualité*, 38(15), p. 16-24.

Le Soleil. (2012). Gaz Métro refuse d'enterrer Rabaska. Le Soleil. Repéré à <https://www.lesoleil.com/affaires/gaz-metro-refuse-denterrer-rabaska-f72dc95fc81007aac06e562a5262435e>

Libaert, T. (2016). *La communication environnementale*. Éditions du CNRS, collection « les Essentiels d'Hermès ».

Maigret, É. (2003). *Sociologie de la communication et des médias*. Paris : Armand Colin.

Marcotte, P. (2009). La qualité du journalisme vue par ceux qui le pratiquent. Repéré à : <https://www.cem.ulaval.ca/wpcontent/uploads/2019/04/qualitejournalisme.pdf>

Marion, G. (2019). Analyse du traitement médiatique de la problématique de l'érosion du littoral sur la Côte-Nord. (Mémoire). Repéré à https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/15112/Marion_Genevieve_MEnv_2019.pdf?sequence=1&isAllowed=y

Martin, S. (2004). Vérité et objectivité journalistique : même contestation? *Les cahiers du journalisme*, 13(2004), p. 144-163.

Martinais, E., Morel Journel, C. et Duchêne, F. (2006). La construction sociale du risque environnementale : Un objet géographique? Dans Séchet R. et Veschambre V. (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Presses universitaires de Rennes, p. 173-186.

Mercier, S. (2001). L'apport de la théorie des parties prenantes au management stratégique : une synthèse de la littérature. Xème conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique.

Merveille, H. (2012). Le Devoir et ses annonceurs : l'autopromotion dans les répertoires publicitaires. Dans *Études de communication publique : Points de vue sur un journal en mouvement - Six études sur Le Devoir (1910-2010)*, 19, p. 13-26.

- Miles, M.B. et Huberman, A.M. (2003). *Analyse des données qualitatives*, 2^e édition. De Boeck.
- Miller, M.M. et Parnell Richert, B. (1999). Interest group strategies and journalistic norms: news media framing of environmental issues. Dans *Environmental Risks and the Media*. Routledge.
- Millette, J. (2018). Relations publiques et usage des médias sociaux: une pratique entre influence et dialogue. (Thèse). Repéré à <https://archipel.uqam.ca/11687/1/D3483.pdf>
- Ministère de la Sécurité publique. (2009). Concepts de base en sécurité civile. Repéré à <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/publications-et-statistiques/conceptsbases/en-ligne.html>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. (2015). Conciliation des usages lors de la mise en valeur du territoire dans une perspective d'acceptabilité sociale. Repéré à https://mern.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/rapport_acceptabilite.pdf
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. (2015). Plan stratégique : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles 2015-2018. Repéré à <http://www.tresor.gouv.qc.ca/cadredegestion/actualites/detail-de-la-nouvelle/depot-des-plans-strategiques-a-lassemblee-nationale-2/index.html>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. (2014). Projets liés à l'exploitation des ressources naturelles - Le ministre Pierre Arcand annonce la mise sur pied d'un chantier portant sur l'acceptabilité sociale. Repéré à <http://mern.gouv.qc.ca/presse/communiques->
- Montpetit, C. (2020). Le journalisme de solutions gagne des adeptes. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/culture/medias/579173/medias-le-journalisme-de-solutions-gagne-des-adeptes>
- Mousseau, N. (2008). *Au bout du pétrole : tout ce que vous devez savoir sur la crise énergétique*. Québec: Éditions MultiMondes.
- Muchembled, R. (1985). *Popular Culture and Elite Culture in France, 1400-1750*. Louisiana State University Press.
- Muchielli, A (1996). Pour des recherches en communication. Repéré à : <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.1877>

- NASA. (2019). Apollo 11 Mission Overview. Repéré à https://www.nasa.gov/mission_pages/apollomissions/apollo11.html
- Nau, J-Y. (2006). La crise de la vache folle, 10 ans après. Le Monde. Repéré à https://www.lemonde.fr/planete/article/2006/03/27/la-crise-de-la-vache-folle-dix-ans-apres_754940_3244.html
- Niosi, L. (2016). Énergie Est : inquiétude autour des cours d'eau. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/769691/bape-audiences-traverses-cours-eau-troisieme-journee>
- Niosi, L. (2016). Le risque zéro n'existe pas, selon TransCanada. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/770039/bape-transcanada-deversement-energie-est-cinquieme-jour-audiences>
- Normand, F. (2013). Québecor achète Vidéotron en 2000 avec l'aide de la Caisse de dépôt. Les Affaires. Repéré à <https://www.lesaffaires.com/archives/generale/quebecor-achete-videotron-en-2000-avec-l-aide-de-la-caisse-de-depot/554551>
- Organisation météorologique mondiale. Le changement climatique ne s'est pas arrêté pour la COVIDs-19, selon le rapport United in science. Repéré à <https://public.wmo.int/fr/medias/communiqu%C3%A9s-de-presse/le-changement-climatique-ne-s%E2%80%99est-pasarr%C3%AAt%C3%A9-pour-la-covid-19-selon-le?fbclid=IwAR3iv4b5w3mYTt0NqiY7SG4eWLqSIibD9shqNPAP4jQCM7zIsuYd2jBtZZY>
- Patino, B. et Fogel, J-F. (2005). *Une presse sans Gutenberg. Pourquoi Internet a bouleversé le journalisme*. Grasset et Fasquelle.
- Pelletier, M.-A. (2013). L'oléoduc, moins apeurant que le train? *L'Hebdo Journal*. 48(27), p. 6.
- Peretti-Watel, P. (2001). *La société du risque*. La Découverte.
- Pezzullo, P. C., et Cox, J. R. (2018). *Environmental communication and the public sphere* (5e éd.). Sage.
- Pineault, É. (2016). *Le piège Énergie Est : sortir de l'impasse des sables bitumineux*. Écosociété.
- Pratte, A. (2013). Bon pour le Québec. La Presse. Repéré à <https://www.lapresse.ca/debats/201308/02/01-4676558-bon-pour-le-quebec.php>

- Radio-Canada. (2004). Hamad confirme l'abandon du projet Suroît. Le Devoir. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/212726/hamad-suroit>
- Radio-Canada. (2013). Lac-Mégantic : une grande partie du pétrole déversé a brûlé, selon Québec. Radio-Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/624635/michel-rousseau-environnement-lac-megantic-petrole-quantite>
- Radio-Canada. (2013). Lac-Mégantic : le conducteur du train est suspendu par MMA. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/622546/congediement-conducteur-train-lac-megantic>
- Radio-Canada. (2013). TransCanada va de l'avant avec son oléoduc vers l'est du pays. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/625663/projet-oleoduc-nouveau-brunswick>
- Radio-Canada. (2014). Visages du drame de Lac-Mégantic. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/622916/001-lac-megantic-visages>
- Radio-Canada. (2015). Le président Obama dit non au pipeline Keystone XL. Radio-Canada. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/regions/alberta/2015/11/06/004-keystone-xl-non-rejet-barack-obama-pipeline-projet-oleoduc-petrole.shtml>
- Radio-Canada. (2015). TransCanada renonce à son port pétrolier au Québec. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/714121/transcanada-energie-est-abandon-port-petrolier-cacouna-quebec>
- Radio-Canada. (2015). Obama oppose son veto au projet Keystone XL. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/708470/obama-veto-projet-pipeline-keystone-xl>
- Radio-Canada. (2016). Le dialogue se poursuit entre Rachel Notley et Philippe Couillard. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/768654/energie-est-oleoduc-rachel-notley-philippe-couillard-vancouver>
- Radio-Canada. (2016). Ottawa dit non à Northern Gateway, mais approuve Trans Mountain. Radio-Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1002927/trudeau-annonce-projets-oleoducs-enbridge-ouest>
- Radio-Canada. (2017). La Frontière et L'Écho Abitibien vendus à une entreprise de la rive sud de Montréal. Radio-Canada. Repéré à : <https://ici.radio->

[canada.ca/nouvelle/1072647/tc-media-vend-ses-journaux-la-frontiere-et-lecho-abitibien](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1072647/tc-media-vend-ses-journaux-la-frontiere-et-lecho-abitibien)

- Radio-Canada. (2018). Huit fois plus de pétrole brut transporté par train depuis l'annonce de Trans Mountain en 2012. Radio-Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1127238/petrole-brut-transport-augmentation-train-barils>
- Radio-Canada. (2020). Début des audiences du BAPE sur le projet de GNL Québec. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1734679/audiences-gnl-bape>
- Radio-Canada. (2021). Le BAPE croit que les risques du projet GNL Québec dépassent les avantages. Radio-Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1779635/bape-gnl-quebec-rapport-reserves>
- Ressources naturelles Canada. (2016). 10 faits sur les ressources naturelles au Canada. Repéré à http://www.rncan.gc.ca/sites/www.rncan.gc.ca/files/pdf/10_key_facts_rncan_2016_f.pdf
- Rivest, J. (2014). Réflexion critique sur le rôle des énergies fossiles dans la prochaine politique énergétique du Québec. (Mémoire). Repéré à <http://hdl.handle.net/11143/7424>
- Rocheleau, S. (2013). Évaluation des retombées des tactiques de communication des groupes d'intérêt public sur le web. (Mémoire). Repéré à <http://www.archipel.uqam.ca/5334/1/M12799.pdf>
- Rousseau, M-L. (2017). Le tiers des poissons de la Chaudière encore intoxiqué après la tragédie de Lac-Mégantic. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/510638/tragedie-de-lac-megantic-le-tiers-des-poissons-de-la-riviere-chaudiere-encore-intoxique>
- Roy, J. (2018). Analyse des facteurs de l'acceptabilité sociale : étude de cas. (Mémoire). Repéré à https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/14315/Roy_Joannie_MEnv_2018.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Rowan, B., et Goodman, I., Goodman Group, Équiterre (Organisme), Greenpeace Canada (Organisme), et Bibliothèque numérique canadienne (Firme), (2014). Transport et traitement du pétrole brut des sables bitumineux au Québec : enjeux économiques. Équiterre.
- Ruel, M. (2018). Lectorat des quotidiens et des magazines : qui lit quoi au Québec? Infopresse. Repéré à

<https://www.infopresse.com/article/2018/1/25/vividata-devoile-son-rapport-trimestriel-sur-le-lectorat-des-quotidiens-et-magazines>

Ruellan, D. (2006). La routine de l'angle. *Questions de communication*, 10, p. 369-390. Repéré à <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7727>

Samak, Q. (2007). Projet d'implantation du terminal méthanier Rabaska et des infrastructures connexes. Rapport principal du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (Mémoire). Repéré à <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/dossiers/implantation-terminal-methanier-rabaska-infrastructures-connexes/documentation/>

Sanderson, C. E., et Alexander, K. A. (2020). Unchartered waters: climate change likely to intensify infectious disease outbreaks causing mass mortality events in marine mammals. *Global Change Biology*, 26(8), 4284-4301. <https://doi.org/10.1111/gcb.15163>

Sansfaçon, J.-R. (2013). TransCanada – Déficit de confiance. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/384202/deficit-de-confiance>

Sauvé, M.-R. (2019). Les fake news dans les médias du Québec : perceptions des journalistes. (Mémoire). Repéré à <http://hdl.handle.net/11143/15993>

Savoie-Zajc, L. (2004). La recherche qualitative/interprétative en éducation. Dans Karsenti, T., et Savoie-Zajc, L. (Eds.). *La recherche en éducation : Étapes et approches*, p. 123-152. Université de Sherbrooke : Éditions du CRP.

Shields, A. (2013). Tragédie à Lac-Mégantic - Un nettoyage coûteux pour un déversement record. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/383801/un-nettoyage-couteux-pour-un-deversement-record>

Shields, A. (2014). L'étude de TransCanada jugée inacceptable. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/426713/oiseaux-transcanada-cacouna>

Shields, A. (2014). Comment vendre un pipeline aux Québécois. Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/424197/comment-vendre-un-pipeline-aux-quebecois>

Shields, A. (2016). Le béluga est officiellement désigné « en voie de disparition ». Le Devoir. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/479069/le-beluga-est-officiellement-designe-en-voie-de-disparition>

- Shields, A. (2018). Un projet de gazoduc entre l'Abitibi et le Saguenay ne passe pas le test de l'opinion public. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/543875/le-projet-degazoduc-reliant-l-abitibi-au-saguenay-ne-passe-pas-le-test-de-l-opinion-publique>
- Shields, A. (2018). Projet de gazoduc de 750 km en sol québécois. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/541429/un-gazoduc-de-750-km-pour-exporter-du-gaz-naturel-a-partir-du-quebec>
- Shields, A. (2020). L'autorisation des pipelines appartient uniquement au fédéral, tranche la Cour. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/555146/derniere-heure-la-colombie-britannique-ne-peut-pas-bloquer-trans-mountain-dit-la-cour-d-appel-de-la-province>
- Shields, A. (2020). Le président de Gazoduc quitte son poste. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/589891/le-president-de-gazoduc-quitte-son-poste>
- Shields, A. (2020). Quel avenir pour le pétrole, après la crise du coronavirus? *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/581883/coronavirus-quel-avenir-pour-le-petrole-apres-la-crise>
- Skovrind, M., Louis, M., Westbury, M. V., Garilao, C., Kaschner, K., Castruita, J. A. S., ... Lorenzen, E. D. (2021). *Circumpolar phylogeography and demographic history of beluga whales reflect past climatic fluctuations*. *Molecular Ecology*. Repéré à <https://doi.org/10.1111/mec.15915>
- Sommet de Montréal. (2002). L'industrie pétrochimique québécoise. Repéré à http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/SOMMET_FR/MEDIA/DOCUMENTS/Petrochimie.pdf
- Sormany, P. (2011). *Le métier de journaliste. Guide des outils et des pratiques du journalisme du Québec*. Boréal.
- Stoiciu, G. (2006). *Comment comprendre l'actualité. Communication et mise en scène*. Presses de l'Université du Québec.
- Tesch, R. (1990). *Qualitative research: Analysis types and software tools*. Falmer.

- Théberge, B. (2006). La construction des problèmes publics en environnement : Analyse de la controverse du suroît. (Mémoire). Repéré à <https://archipel.uqam.ca/3509/1/M9654.pdf>
- The Globe and Mail. (2015). Pacific Future Energy proposes B.C. refinery for Alberta bitumen. The Globe and Mail. Repéré à <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/pacific-future-energy-proposes-bc-refinery-for-alberta-bitumen/article23512520/>
- Thibault, J-F. (2019). Étude du projet Énergie Est de l'entreprise TransCanada à l'aide de l'analyse stratégique de Crozier et Friedberg. (Mémoire). Repéré à <https://biblos.hec.ca/biblio/memoires/m2019a614617.pdf>
- TransCanada. (2012). TransCanada Launches Binding Open Season for Keystone Hardisty Terminal. Repéré à <http://www.transcanada.com/5972.html>
- Usito. (2013). Dictionnaire général de la langue française sous la direction d'Hélène Cajolet- Laganière, de Pierre Martel et de Chantal-Édith Masson, et avec le concours de Louis Mercier [site web]. Éditions Delisme. Repéré à <https://www.usito.com/dictio>
- Vaillès, F. (2014). Cacouna : qu'est-ce que le Québec attend pour négocier? La Presse. Repéré à <https://www.lapresse.ca/debats/chroniques/francis-vaillès/201411/01/01-4814750-cacouna-quest-ce-que-le-quebec-attend-pour-negocier.php>
- Vérilhac, Y. (2019). Déréalisation et sensationnalisme dans le traitement de l'affaire Lindbergh : vers une poétique historique des médias. Repéré à <https://doi.org/10.4000/contextes.8233>
- Vézina, C. (2008). L'eau prise aux mots : RES communes ou marchandises? La participation de La Presse et du Devoir dans la construction d'une culture environnementale lors du débat sur la privatisation de l'eau au Québec de 1995 à 2005. (Mémoire). Repéré à <http://archipel.uqam.ca/id/eprint/1254>
- Ville de Montréal. (2013). Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles. Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge. (Mémoire). Repéré à http://www.cubiq.ribg.gouv.qc.ca/in/faces/details.xhtml?id=p%3A%3Ausmarcdef_00011_76043&
- Way, N. (2020). La crise de la COVID-19 cause d'importantes pertes pour des pétrolières albertaines. Radio-Canada. Repéré à <https://ici.radio->

canada.ca/nouvelle/1721724/petrole-wcs-wti-bourse-chute-crash-coronavirus

- Wilson, K.M. (2000). Communicating climate change through the media: Predictions, politics and perceptions of risk. Dans *Environmental risks and the media*. (p.201-217). Routledge.
- Winter, E., et Sauvageau, M.-M. (2012). La citoyenneté canadienne dans la presse écrite anglo-canadienne et franco-qubécoise : *convergence ou divergence?* *Canadian Journal of Political Science*, 45(3), p. 553-578. Repéré à <https://doi.org/10.1017/S0008423912000716>
- Wolton, D. (1991). Les contradictions de l'espace public médiatisé. *La revue Hermès*, 10, fascicule thématique "Espaces publics, Traditions et Communautés".
- Yates, S. et Caron, M. (2012). La communication comme vecteur de l'acceptabilité sociale des grands projets. *Journal of Professional Communication*, 2(2), p. 93-106.
- Zizek, S. (2008). *Violence. Six Sideways Reflections*. Picador.

ANNEXE I

Présentation des indicateurs de la grille d'analyse

1. Numéro de l'article de presse

La variable « NuméroArticle » indique le numéro rattaché à l'article de presse analysé pour des fins d'identification et de référence. Elle n'est pas considérée dans le portrait de nos résultats.

2. Nombre d'articles par journal

La variable « Journal » permet de dresser un portrait de la quantité d'articles publiés selon les années ciblées de la couverture d'Énergie Est dans les quotidiens à l'étude. Les journaux considérés sont 1) Le Journal de Montréal, 2) La Presse, 3) Le Devoir.

3. Nombre d'articles par thématiques

La variable « Section » de notre grille d'analyse permet de catégoriser les articles selon différentes thématiques d'actualité. Ces thématiques considérées sont : 1) les actualités générales, 2) l'environnement, 3) l'économie, 4) la politique, 5) les textes éditoriaux, 6) les textes d'opinion et les chroniques, 7) les autres textes, tels que les reportages spéciaux ou les dossiers, et 8) les textes où une thématique n'est pas applicable.

4. Journaliste ou auteur des articles

Dans la grille d'analyse, notre variable « JournalisteOuAuteur » rend possible la classification de tous les noms associés à chaque article du corpus de presse.

5. Nombre d'articles par année de parution

Sous la variable « AnnéeParutionArticle » étaient associés les textes ayant été publiés lors de : 1) l'année 2012, 2) l'année 2013, 3) l'année 2014, 4) l'année 2015, 5) l'année 2016 et 6) l'année 2017.

6. Nombre d'articles selon le moment du traitement journalistique

La fin de l'année 2014 a été majeure pour TransCanada, en ce sens que la fuite de son document stratégique dédié à faire accepter son projet au Québec a largement ébranlé la crédibilité de l'entreprise et fait couler beaucoup d'encre. Nous estimions pertinent de suivre l'évolution de sa couverture journalistique en fonction de cet événement. Les valeurs de la variable « MomentTraitementJournalistique » sont : 1) avant la fuite, 2) pendant la fuite, et 3) après la fuite. Elle ont été déterminées dans le but d'observer un changement – ou d'en remarquer l'absence – dans le traitement médiatique des trois quotidiens analysés dans cette recherche. En ce qui a trait à la valeur « pendant la fuite », nous avons fait le choix de considérer les articles parus le jour de la fuite du document stratégique, soit le 18 novembre 2014, ainsi que ceux parus le lendemain de la fuite, soit le 19 novembre 2014, comme étant les articles à analyser pour ce moment spécifique.

7. Nombre de lieux évoqués

La variable « MunicipalitéConcernéDansArticle » dresse la liste de tous les lieux cités ou mentionnés dans les articles de presse étudiés.

8. Vulnérabilités principales soulevées

La variable « VulnérabilitéPrincipale » classifie les risques : 1) environnementaux, 2) de sécurité 3) économiques, ou 4) techniques soulevés dans un article de presse. Est considéré comme « VulnérabilitéPrincipale » le risque qui est au premier plan et qui occupe une grande place dans un texte analysé.

9. Vulnérabilités secondaires soulevées

La variable « VulnérabilitéSecondaire » classifie les risques : 1) environnementaux, 2) de sécurité 3) économiques, ou 4) techniques soulevés dans un article de presse. Est considéré comme « VulnérabilitéSecondaire » le risque qui est au second plan et qui occupe une moins grande place que la vulnérabilité principale dans un texte analysé, s'il y a lieu.

10. Nombre d'articles où des « élus politiques » sont cités

La variable « ActeursÉlusPolitiques » désigne l'absence (0) la présence (1) d'un élu politique dans un texte, tous paliers de gouvernement confondus.

11. Nombre d'articles où des acteurs de l'organisation de TransCanada sont cités

La variable « ActeursOrganisationTransCanada » désigne l'absence (0) la présence (1) d'un acteur de l'organisation de TransCanada, qu'il soit un porte-parole, un employé ou un dirigeant.

12. Nombre d'articles où des acteurs de l'économie sont cités

La variable « ActeursÉconomie » désigne l'absence (0) la présence (1) d'un acteur de l'économie, qu'il provienne d'une organisation ou d'une compagnie privée, ou qu'il représente des associations dont les intérêts économiques sont connus (ex. Chambres de commerce).

13. Nombre d'articles où des acteurs de groupes d'opposition au projet sont cités

La variable « ActeursGroupesOpposition » désigne l'absence (0) la présence (1) d'un acteur d'opposition ou de plusieurs groupes d'opposition au projet Énergie Est. Sont considérés comme « ActeursGroupesOpposition » les groupes environnementaux, les lobbies environnementaux, les groupes d'action citoyenne, les organismes environnementaux, etc.

14. Nombre d'articles où des citoyens sont cités

La variable « ActeursCitoyens » désigne l'absence (0) la présence (1) d'un acteur citoyen, c'est-à-dire une personne d'une municipalité donnée, donnant son avis à titre d'un membre de la population, n'ayant pas d'intérêts pécuniaires en lien avec Énergie Est ou, d'intérêts pour des groupes d'opposition au projet.

15. Nombre d'articles où des experts et/ou scientifiques sont cités

La variable « ActeursExpertsScientifiques » désigne l'absence (0) la présence (1) d'un acteur détenant une expertise précise en lien avec le projet Énergie Est, tels que des professeurs d'université, des chercheurs, des professionnels, etc., ou encore des personnes s'identifiant comme des scientifiques. À noter que pour bonifier l'analyse de cette variable, une lecture flottante supplémentaire du corpus à l'étude a été réalisée après l'analyse quantitative basée sur notre grille. Nous avons recensés les experts les plus cités, ainsi que leur domaine d'expertise.

16. Nombre d'articles où des acteurs du système judiciaire sont cités

La variable « ActeursSystemeJudiciaire » désigne l'absence (0) la présence (1) d'un acteur ou un groupe d'acteurs du système judiciaire québécois ou canadien.

17. Nombre d'articles où des acteurs des médias/entreprises médiatiques sont cités

La variable « ActeursMedias » désigne l'absence (0) la présence (1) d'un acteur ou d'un groupe associé à une entreprise médiatique ou de presse.

18. Nombre d'articles où des personnes potentiellement touchées par le projet sont citées

La variable « ActeursPotentiellementTouchésParProjet » désigne l'absence (0) la présence (1) d'un acteur ou un groupe d'acteurs personnellement touchés par le passage de l'oléoduc. Sont considérés les citoyens ou les entreprises dont les secteurs géographiques respectifs faisaient partie du tracé potentiel de l'oléoduc.

19. Sujet principal de l'article

« SujetPrincipalArticle » classifie les sujets des articles à l'étude sous les catégories suivantes : 1) enjeux de gouvernance, 2) processus participatifs, 3) enjeux environnementaux du projet, 4) enjeux économiques du projet, 5) enjeux techniques du projet, 6) enjeux sociaux du projet, 7) procédures judiciaires en lien avec le projet, 8)

relations publiques et communications de TransCanada, 9) projets énergétiques ou d'exploitation des ressources naturelles autres qu'Énergie Est, et 10) sujet non applicable à toute autre catégorie. Est considéré comme « SujetPrincipalArticle » le sujet qui est au premier plan et qui occupe une la grande place dans un texte analysé.

20. Sujet secondaire de l'article

La variable « SujetSecondaireArticle » classifie les sujets des articles à l'étude sous les catégories suivantes : 1) enjeux de gouvernance, 2) processus participatifs, 3) enjeux environnementaux du projet, 4) enjeux économiques du projet, 5) enjeux techniques du projet, 6) enjeux sociaux du projet, 7) procédures judiciaires en lien avec le projet, 8) relations publiques et communications de TransCanada, 9) projets énergétiques ou d'exploitation des ressources naturelles autres qu'Énergie Est, et 10) sujet non applicable à toute autre catégorie. Est considéré comme « SujetSecondaireArticle » le sujet qui est au second plan et qui occupe une moins grande place dans un texte analysé, s'il y a lieu.

21. Angle de traitement du sujet principal de l'article

La variable « AngleTraitementSujetPrincipalArticle » catégorise l'angle de traitement des articles sous les valeurs suivantes : 1) positif, 2) négatif, 3) neutre. Est considéré comme « AngleTraitementSujetPrincipalArticle » l'angle de traitement du sujet principal d'un texte analysé³⁴.

22. Angle de traitement du sujet secondaire de l'article

La variable « AngleTraitementSujetSecondaireArticle » catégorise l'angle de traitement des articles sous les valeurs suivantes : 1) positif, 2) négatif, 3) neutre. Est considéré comme « AngleTraitementSujetSecondaireArticle » l'angle de traitement du sujet secondaire d'un texte analysé³⁵.

³⁴ Le sujet principal est classifié en fonction de la 19^e variable de notre grille, soit la variable « SujetPrincipalArticle »

³⁵ Le sujet secondaire est classifié en fonction de la 20^e variable de notre grille, soit la variable « SujetSecondaireArticle »

23. Intention principale de l'article

La variable « IntentionPrincipaleArticle », dans notre grille d'analyse, est associée à différentes valeurs : 1) « informer », doit être sélectionnée dans les cas où la majorité des propos mis de l'avant a une visée claire quant à la présentation de faits, des données, ou d'informations brutes, dans une perspective informative; 2) la valeur « rassurer/compatir », doit être sélectionnée dans les cas où la majorité d'un contenu journalistique est dédié à rassurer la population ou les lecteurs quant aux risques potentiels d'un projet d'oléoduc, ou encore, à faire valoir une certaine empathie envers des parties prenantes pouvant être impactées par le projet; 3) la valeur « présenter un témoignage », doit être considérée si un texte met l'accent sur le témoignage d'une partie prenante, qu'elle soit pour ou contre le projet; 4) « dramatiser/choquer », doit être codée lorsque des éléments textuels ou visuels misent, en majeure partie, sur l'aspect dramatique ou choquant des risques ou des impacts de la mise en place d'un oléoduc comme celui de TransCanada, et ce, dans une perspective sensationnaliste; 5) la valeur « dénoncer » est associée aux articles publiés avec une volonté de « révéler » des informations dites d'intérêt public, misant sur le caractère inédit ou dissimulé d'un sujet dans l'espace public, soit par la mise en valeur de nouvelles issues de troupes par l'entremise de la loi d'accès à l'information ou encore par l'entremise de sources; et finalement, 6) la valeur « solliciter », qui doit être considérée lorsque des articles laissent une place prépondérante à la persuasion, l'éloge, ou l'exhortation de certains acteurs « pro pétrole » ou « pro-Énergie Est » envers le lecteur.

24. Intention secondaire de l'article

Les valeurs associées à la variable « IntentionSecondaireArticle » sont les mêmes qu'énoncées plus haut pour la variable « IntentionPrincipaleArticle », mais sont attribuées aux sujets secondaires des articles étudiés³⁶.

³⁶ Les sujets secondaires sont classifiés en fonction de la 20e variable de notre grille, soit la variable « SujetSecondaireArticle »

25. Procédé principal dans la description du projet

La variable « `ProcedePrincipalDescriptionProjet` » classifie les procédés journalistiques utilisés dans les sujets principaux des articles étudiés. Les valeurs qui lui sont associées sont : 1) comparaison à d'autres projets énergétiques ou d'exploitation des ressources naturelles, 2) utilisation d'adjectifs négatifs, 3) utilisation du deuxième degré (métaphore, métonymie), 4) utilisation de la personnification, 5) utilisation de données factuelles, 6) procédés non circonscrits ou non applicables aux catégories énumérées.

26. Procédé secondaire de la description du projet

Les valeurs associées à la variable « `ProcedeSecondaireDescriptionProjet` » sont les mêmes qu'énoncées plus haut pour la variable « `ProcédéPrincipalDescriptionProjet` » mais sont attribuées aux sujets secondaires des articles étudiés³⁷.

27. Solutions proposées (solutions qui vont pour ou contre l'élaboration du projet)

La variable « `SolutionsProposées` » désigne l'absence (0) la présence (1) de solutions ou d'alternatives proposées et reliées au projet d'oléoduc de TransCanada dans les articles de presse étudiés.

28. Exemples de solutions proposées (solutions qui vont pour ou contre l'élaboration du projet)

La variable « `ExemplesSolutionsProposées` » classifie les différentes solutions ou alternatives citées ou mentionnées dans les articles de presse étudiés. Les valeurs associées à cette variable sont : 1) aller de l'avant avec le projet, 2) abandonner le projet, 3) soumettre à un processus d'évaluation environnementale du projet (BAPE ou ONÉ), 4) opter pour autre méthode de transport du pétrole, 5) révision des normes et mesures préventives, 6) actions légales (poursuite en justice, injonctions, etc.), 7) actions législatives (adopter

³⁷ Les sujets secondaires sont classifiés en fonction de la 20e variable de notre grille, soit la variable « `SujetSecondaireArticle` »

nouvelles lois et nouveaux règlements), et 8) solutions évoquées non applicables aux catégories énumérées.

ANNEXE II

Grille d'entrevue validée pour la réalisation d'entretiens semi-dirigés

1. Travaillez-vous toujours pour le quotidien écrit dans lequel vous avez signé des textes au sujet du projet d'oléoduc Énergie Est, de la pétrolière albertaine TransCanada?
 - a. Si oui, avez-vous des fonctions différentes au sein du quotidien depuis vos derniers textes écrits au sujet d'Énergie Est?
 - b. Sinon, travaillez-vous encore comme journaliste dans un média du Québec ou du Canada, ou ailleurs dans le monde?
2. Avez-vous traité le sujet de l'oléoduc Énergie Est dans une seule section du quotidien?
 - a. Si oui, dans laquelle?
 - b. Si oui, pouvez-vous affirmer que vous êtes spécialisé dans ce « beat » journalistique?
 - c. Sinon, dans quelles autres sections avez-vous traité du sujet?
3. Avez-vous couvert le sujet du projet Énergie Est dès 2012, et ce, jusqu'à 2017?
 - a. Si oui, était-ce pour le compte du même quotidien écrit?
 - i. Était-ce pour une seule ou plusieurs sections du quotidien?
 - b. Sinon, à partir de quel moment avez-vous commencé à couvrir le sujet?
 - i. À partir de quel moment avez-vous arrêté à couvrir le sujet?
4. Quelles formes de traitement journalistique ont été privilégiées dans votre couverture du projet d'oléoduc Énergie Est (réécriture de dépêche, nouvelle, reportage terrain, entrevue longue, chronique, dossier, etc.)

5. De quelle façon avez-vous exposé la nature du projet Énergie Est dans votre traitement journalistique?
6. De quelle façon avez-vous exposé le point de vue des différentes parties prenantes autour du projet Énergie Est?
7. De quelle façon avez-vous exposé la nature du projet de port méthanier, dont la construction était envisagée à Cacouna, dans le Bas-St-Laurent?
8. De quelle façon avez-vous exposé le point de vue des différentes parties prenantes autour du projet de port méthanier, dont la construction était envisagée à Cacouna, dans le Bas-St-Laurent?
9. De quelle façon avez-vous exposé la nature du document stratégique de TransCanada, préparé par la firme Edelman, une fois que ce dernier ait été rendu public par Greenpeace Canada en novembre 2014?
10. De quelle façon avez-vous exposé le point de vue des différentes parties prenantes autour de la fuite du document stratégique de TransCanada, préparé par la firme Edelman?
11. Votre couverture du projet Énergie Est était-elle imposée ou suggérée par un rédacteur ou une rédactrice en chef, un ou une chef de pupitre, un ou une secrétaire de rédaction, un directeur ou directrice des nouvelles, un affectateur ou une affectatrice, ou toute autre personne responsable de l'affectation des sujets dans votre salle de nouvelles?
 - a. Si oui, à un moment ou un autre de votre couverture, avez-vous eu des demandes éditoriales quant au choix d'un angle à favoriser dans votre traitement du sujet?

b. Sinon, étiez-vous responsable de proposer des sujets pour une ou plusieurs sections du quotidien?

12. Quelle est votre perception de la couverture médiatique que vous avez accordée au projet Énergie Est?

13. Quelle est votre perception de la couverture médiatique accordée par les trois grands quotidiens écrits québécois (Le Journal de Montréal, La Presse et Le Devoir)?

14. Changeriez-vous quelque chose dans la couverture que vous avez faite du projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada?

15. Avez-vous d'autres commentaires ou aspects qui n'ont pas été abordés et qui vous semblent importants?

ANNEXE III

Certification éthique du projet de recherche



Sherbrooke, le 9 février 2020

Mme Angie Landry
FLSH Communication (études)
Université de Sherbrooke

Directrice ou directeur de recherche :
Mme Marie-Ève Carignan

N/Réf. 2019-2399/Landry

Objet : Approbation finale de votre projet de recherche

Madame,

Le Comité d'éthique de la recherche – Lettres et sciences humaines a reçu les clarifications ou les modifications demandées concernant votre projet de recherche intitulé « **Le traitement médiatique du projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada dans la presse écrite québécoise francophone** ».

Les documents suivants ont été analysés :

- Formulaire de réponse aux conditions (F20-5444)
- Formulaire d'information et de consentement (Formulaire de consentement_AL_V2.pdf) [date : 07 février 2020, version : Formulaire de consentement_AL_V2]
- Recrutement (Courriel d'invitation des participants - AL_V2.pdf) [date : 07 février 2020, version : Courriel d'invitation des participants - AL_V2]
- Projet de recherche (Projet de mémoire ALandry MAJ 2019_V3.pdf) [date : 07 février 2020, version : Projet de mémoire ALandry MAJ 2019_V3]

Le comité a le plaisir de vous informer que votre projet de recherche a été **approuvé**.

Cette approbation étant **valide jusqu'au 9 février 2021**, il est de votre responsabilité de remplir le formulaire de suivi (formulaire F5-LSH) que nous vous ferons parvenir annuellement. Il est également de votre responsabilité d'aviser le comité de toute modification au projet de recherche (formulaire F4-LSH) ou de la fin de votre projet (formulaire F6-LSH). Ces deux derniers formulaires sont disponibles dans Nagano.

Le comité vous remercie d'avoir soumis votre demande d'approbation à son attention et vous souhaite, Madame, le plus grand succès dans la réalisation de cette recherche.

M. Olivier Laverdière
Président du CÉR - Lettres et sciences humaines
Professeur au département de psychologie
Faculté des lettres et sciences humaines

c. c. Vice-décanat à la recherche
Directeur ou directrice de recherche (le cas échéant)
Service d'appui à la recherche, à l'innovation et à la création (le cas échéant)